



BURKINA FASO
**Ministère de la justice, des
droits humains et de la
promotion civique**

**ANNUAIRE STATISTIQUE
2015**



Edition mars 2016

BURKINA FASO
**Ministère de la justice, des droits humains et
de la promotion civique**
Direction générale des études et des statistiques sectorielles



**ANNUAIRE STATISTIQUE
2015**



Edition mars 2016

Avant-propos



La justice est le garant des libertés individuelles et collectives. A ce titre, elle est le socle de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance. Pourtant, un certain nombre de difficultés constituent des obstacles au plein exercice de cette mission par la justice burkinabè. C'est dans la perspective de la résolution de ces difficultés qu'ont été organisés les états généraux de la justice. Ils ont permis aux différents acteurs judiciaires ainsi qu'aux autres couches de la société burkinabè de faire un diagnostic sans complaisance des maux qui entravent le bon fonctionnement de la justice. A l'issue de ces états généraux, l'ensemble des recommandations ont été consignées dans le pacte national pour le renouveau de la justice. Pour marquer la volonté de mon département à

travailler pour un meilleur fonctionnement de la justice, un plan d'actions de mise en œuvre du pacte national pour le renouveau de la justice a été élaboré puis adopté par le gouvernement. Avec le renouveau démocratique enclenché récemment par notre pays, d'énormes défis sont attendus de la justice. En effet, l'impartialité, la transparence et la probité dans la gestion des affaires constituent un cheval de bataille pour cette institution dont les attentes d'un réel changement sont visiblement exprimées par les populations. C'est pourquoi la restauration de la confiance entre la justice et les justiciables constitue une priorité majeure pour mon département. C'est donc dans la perspective de rendre compte aux populations des actions que mènent les juridictions et les établissements pénitentiaires que s'inscrit l'élaboration de l'annuaire statistique. Il comporte les indicateurs primordiaux permettant de rendre davantage visibles les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires du Burkina Faso.

Cet annuaire fait le bilan des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires, et fournit certaines données de l'administration centrale (chancellerie). Ce document constitue un référentiel précieux dans la mesure où il permet de renseigner les utilisateurs sur les différentes actions judiciaires réalisées. Il a également l'avantage de permettre une appréciation qualitative et quantitative des activités effectuées par le personnel judiciaire que sont les magistrats, les greffiers et les gardes de sécurité pénitentiaire. Au regard des immenses défis qui se présentent à la justice, j'invite chaque acteur de la chaîne judiciaire à plus de responsabilité pour que nous puissions ensemble travailler à l'avènement d'une justice véritablement au service du peuple. Pour ce faire, tout en félicitant les acteurs qui, malgré les difficultés rencontrées dans l'exercice de leur profession, ne cessent de faire convenablement leur travail, j'exhorte l'ensemble du personnel judiciaire à plus d'abnégation, de probité, de fermeté et de responsabilité, dans la perspective d'obtenir des résultats plus probants dans l'exercice des missions qui leur sont assignées.

L'annuaire statistique est articulé autour de cinq (5) parties à savoir : la présentation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, enfin la situation des établissements pénitentiaires. Cet annuaire constitue un condensé des données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2006 à 2015. Les résultats obtenus, présentés d'années en années, permettent d'apprécier les niveaux d'évolution du travail des juridictions et des établissements pénitentiaires et traduisent les efforts consentis par les acteurs de la justice.

Le présent document statistique s'adresse aux acteurs de la justice, aux citoyens, aux partenaires techniques et financiers et à tous ceux qui s'intéressent aux actions de la justice. Je vous invite alors à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions futures.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements vont particulièrement à l'UNICEF pour son appui financier à la réalisation de cette dixième édition.

Le Ministre de la justice, des droits humains
et de la promotion civique, Garde des Sceaux

Réné Bessolé BAGORO

Table des matières

Avant-propos.....	3
Table des matières	4
Abréviations	5
Démarche méthodologique	6
I. Organisation du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	7
I.1. Présentation des structures centrales	8
I.2. Schéma de l'organigramme.....	16
II. Moyens de la justice	17
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	18
II.2. Budget.....	22
II.3. Personnel	26
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	52
III.1. Cour de cassation	53
III.2. Cours d'appel.....	56
III.3. Tribunaux de grande instance.....	62
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance.....	62
III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales	62
III.3.1.2. Activités civiles des parquets.....	74
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	78
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	78
III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	92
III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	103
III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance.....	117
III.4. Tribunaux de commerce	123
III.5. Tribunaux d'instance.....	128
III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	132
III.7. Tribunaux du travail	137
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	141
IV.1. Cour des comptes.....	142
IV.2. Conseil d'État.....	145
IV.3. Tribunaux administratifs	149
V. Etablissements pénitentiaires	156
V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées.....	157
V.2. Caractéristiques des prévenus	162
V.3. Caractéristiques des inculpés	169
V.4. Caractéristiques des condamnés	175
Les chiffres clés de la justice (1/2)	183
Les chiffres clés de la justice (2/2)	184
Liste des tableaux	185

Abréviations

CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CCass	Cour de cassation
CC	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAJAV	Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DG-COOP	Direction générale de la coopération
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DH	Droits humains
DMP	Direction des marchés publics
DRH	Direction des ressources humaines
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
ENP	École nationale de police
EP	Établissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
ITS	Inspection technique des services
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de mise à disposition
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PHS	Prison de haute sécurité
PS	Perception spécialisée
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TC	Tribunal de commerce
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

Démarche méthodologique

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2015 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées.

L'élaboration de l'annuaire statistique 2015 s'inscrit dans la dynamique de mise à disposition des usagers du secteur de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne. Cette opération, effectuée sous la supervision de la DGESS, a connu la participation de plusieurs directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

La démarche pour l'élaboration de cette dixième édition a consisté d'abord en la collecte de données au moyen de formulaires spécifiques adressés aux différentes structures concernées.

L'équipe de supervision a effectué par la suite une tournée de collecte de données dans tous les juridictions et établissements pénitentiaires. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner, à défaut, à procéder à la correction des incohérences ou à la collecte proprement dite.

Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données, suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration du draft de l'annuaire.

L'approche participative qui a prévalu tout au long du processus, a permis à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

Cependant, comme les années antérieures, des difficultés ont émaillé l'étape de collecte. En effet, la mobilité du personnel greffier et de la garde de sécurité pénitentiaire, ainsi que le déficit de formation à l'utilisation des outils de collecte n'ont pas favorisé un remplissage adéquat des questionnaires avant le passage de la mission de supervision. C'est pourquoi, Il est indispensable que des moyens financiers soient mobilisés pour la formation des membres des cellules statistiques à chaque début de campagne.

I. Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

I.1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice, des droits humains, de la promotion civique et de Sceaux de l'Etat.

C'est ainsi que le gouvernement a adopté le 04 mars 2015 l'organigramme du ministère qui, permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services.

En tout état de cause, il ressort de cet organigramme que le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ **Le Directeur de cabinet ;**

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels et les Institutions en relation avec le Secrétaire général ;
- de l'assistance-conseil au Ministre ;
- d'exécuter toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

❖ **La cellule des Chargés de mission ;**

La cellule des Chargés de mission regroupe entre autres, des cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques et / ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique et qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ **Les Conseillers techniques ;**

Assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

❖ **L'Inspection technique des services ;**

L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du Ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires et des droits humains des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- de contrôler la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'appui conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la Justice et des droits humains ;
- de lutter contre la corruption au sein du Ministère ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;

- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

❖ **La Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP) ;**

Elle est la structure de commandement de la garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de maintenir la sécurité publique, de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels de la Garde de sécurité publique ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la lutte contre la criminalité nationale et internationale ;
- de participer à la conception des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;
- de promouvoir les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'organiser le travail pénitentiaire et de promouvoir la production pénitentiaire ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons ;
- de contribuer à la prise en charge sanitaire ;
- de contribuer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer aux missions de maintien de la paix au plan national **et** international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires.

❖ **Le Secrétariat particulier ;**

Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre.

❖ **Le Protocole du Ministre ;**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et des cérémonies officiels du Ministre.

B/Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- d'un Secrétariat particulier ;
- d'un Bureau d'études ;
- d'un Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains ;
- d'un Service central du courrier ;
- d'un Service de la documentation et des archives ;
- d'un Service de la reprographie.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ **un secrétariat particulier ;**

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures

centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

❖ **un bureau d'études ;**

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq au plus, désignés parmi les magistrats et les cadres supérieurs de l'Administration en raison de leurs compétences techniques.

❖ **Un centre d'écoute et de documentation sur les droits humains**

Le Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains est chargé :

- de l'information du public sur les droits humains et le civisme ;
- de la tenue et de la mise à disposition du public de la documentation sur les droits humains et le civisme ;
- de la collecte de l'information sur les droits humains et le civisme en vue de les mettre à la disposition de la direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- de la réception, de l'écoute et de l'orientation des citoyens porteurs de réclamations relatives aux activités du Centre ;
- de l'organisation de conférences et de causeries débats sur les thèmes relatifs aux droits et au civisme ;
- de l'organisation de toutes activités susceptibles d'améliorer l'accès à l'information, la documentation, l'écoute et l'orientation du public sur les droits humains.

❖ **un service central du courrier ;**

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général.

Il assure la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère.

❖ **un service de la documentation et des archives ;**

Le Service de la documentation et des archives est chargé, en relation avec le Centre national des archives, de la définition et de la mise en œuvre de la politique du ministère en matière de gestion et de conservation des archives et de la documentation. Il est chargé :

- d'élaborer et de mettre à jour les procédures de gestion des archives produites par les différents services du ministère ;
- d'appuyer les autres structures du ministère dans la gestion de leurs archives ;
- de procéder au pré-archivage et au reversement des archives historiques du ministère au Centre national des archives ;
- d'œuvrer à l'acquisition de la documentation technique relevant des domaines de compétence du ministère et d'en assurer la gestion ;
- de mettre à la disposition des services et du public la documentation et les archives non confidentielles du ministère en cas de besoin ;
- de suivre la gestion de la documentation des bibliothèques des juridictions, des établissements pénitentiaires, des centres d'écoute et de documentation sur les droits humains.

❖ **un service de la reprographie ;**

Le service de la reprographie est chargé des travaux de reprographie.

Les structures centrales sont les suivantes :

❖ La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;

La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité, et des conventions judiciaires internationales dans les matières autres que pénales ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la réglementation spécifiques à certaines professions libérales ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales et les matières relevant de sa compétence ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale et sociale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels, autres que les textes comportant des dispositions pénales ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- d'assurer sous réserve des dispositions de l'article 46 ci-dessus, le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière de discipline.

❖ La Direction générale de la politique criminelle et du Sceau (DGPCS) ;

La Direction générale de politique criminelle et du Sceau est chargée :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénale ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de suivre l'administration de la justice en matière pénale ainsi que les conventions internationales en matière pénale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires en matière pénale qui lui sont soumis par les différents départements ministériels et institutionnels ;
- d'administrer, de coordonner, de gérer et de contrôler l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de participer à la conception, à l'acquisition et à la gestion des infrastructures pénitentiaires ;
- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons et des autres centres de détention ;
- de suivre et de gérer la santé des détenus ;
- de mettre en œuvre la coopération et des conventions et normes internationales en matière pénales ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions les projets de loi, ordonnances, décrets et circulaires en matière pénale.
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale.

❖ La Direction générale de la défense des droits humains

La Direction générale de la défense des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place un fichier des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'évaluer la mise en œuvre d'une stratégie nationale des droits humains ;
- de contribuer et participer aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains ;
- de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains.
- de recevoir, écouter, orienter les citoyens porteurs de réclamations relatives à leurs droits humains ;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- d'assurer la médiation dans les conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection de droits catégoriels.

❖ La Direction générale de la promotion des droits humains

La Direction générale de la promotion des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de promotion et de vulgarisation des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'informer, de former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;
- de vulgariser les textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'introduire l'éducation aux droits humains et à la citoyenneté dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de promouvoir une culture de la tolérance, de la paix et des droits humains ;
- de mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à promouvoir et à consolider les droits catégoriels ;
- de suivre la mise en œuvre du politique national genre en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de fournir un appui-conseil aux partenaires du Ministère pour les actions concernant la promotion des droits humains ;
- de former les organisations de la société civile en droits humains
- de suivre les activités des institutions et organisations partenaires du Ministère ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes d'état civil aux citoyens.

❖ La Direction générale de la promotion civique

La Direction générale de la promotion civique est chargée de :

- de la formation et de la sensibilisation des populations et des autres acteurs publics et privés en matière de civisme et de citoyenneté ;
- de l'organisation de fora sur le civisme et la citoyenneté et la mise en œuvre des recommandations ;
- de la vulgarisation de textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits et devoirs, à adopter un comportement civique ;
- de l'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les ministères compétents ;

- de la prise de mesures tendant à promouvoir le respect, l'attachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un mécanisme de communication et d'information portant sur le civisme ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes de l'état civil ;
- de la promotion d'une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- de la promotion d'une culture de tolérance et de paix;
- de la mise en œuvre des mesures spécifiques tendant à lutter contre les actes de violences et d'incivisme ;
- de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale de la promotion d'une culture de la tolérance et de la paix ;
- de la prévention des conflits communautaires ;
- de la promotion des mécanismes endogènes de paix et de tolérance.

❖ **La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)**

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée :

- de réaliser toute étude se rapportant aux projets et programmes de développement, leur coordination, leur suivi-évaluation, l'élaboration des outils de gestion et de suivi de la politique du ministère et de toutes autres initiatives de dynamisation du département ;
- de proposer sur la base des orientations sectorielles la mise en place de projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes du ministre ;
- d'organiser les revues sectorielles à mi-parcours et annuelles de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidés du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'organiser les cadres de concertation sectoriels (Conseil d'administration du secteur ministériel, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de rédiger les rapports trimestriels et annuels d'activités de la Direction ;
- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer les politiques publiques relatives à la mission du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- de participer aux négociations relevant du domaine de la coopération technique ou de financement des projets et programmes de développement ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, organisation non-gouvernementale, organisations de la société civile, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de veiller à la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques du Ministère ;
- de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du budget-programme du ministère ;
- d'élaborer et de diffuser les méthodes et outils de suivi-évaluation ;
- de contribuer à l'élaboration des rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- de contribuer à l'élaboration des rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution ;
- de capitaliser les actions de développement réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter des données, de traiter et de produire les statistiques sectorielles ;
- de gérer la base de données sectorielles ;
- de produire et de diffuser les annuaires statistiques ;

- de gérer la documentation du secteur ;
- de coordonner la préparation et la tenue des assemblées sectorielles des projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'élaborer les rapports trimestriels de suivi d'exécution des projets prioritaires de développement ;
- d'élaborer le programme d'investissements publics relevant des projets et programmes.
- d'élaborer une stratégie de suivi et d'assistance des utilisateurs de l'outil informatique ;
- d'élaborer une politique de gestion du parc informatique du ministère ;
- d'élaborer et de suivre le schéma directeur informatique du ministère.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF):**

La Direction de l'administration et des finances est chargée du budget et de la gestion du matériel du Ministère.

A ce titre, elle chargée :

- d'élaborer le projet de budget du Ministère en collaboration avec les autres structures ;
- de suivre et d'exécuter le budget du Ministère ;
- de gérer les crédits alloués au Ministère ;
- de tenir une comptabilité matières des biens meubles et immeubles du département ;
- d'approvisionner les structures du Ministère en fournitures et matériels de bureau ;
- de gérer le parc automobile et les autres équipements ;
- d'initier et de suivre les dossiers des marchés publics du ministère.
- de gérer les baux administratifs du Ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'assurer le fonctionnement de la commission d'attribution des marchés publics ;
- de suivre l'exécution du plan général annuel ;
- d'archiver les pièces des marchés publics ;
- de participer aux réceptions ;
- de suivre l'exécution des marchés publics du ministère ;
- de participer aux réunions de concertation en matière de marchés publics.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH) ;**

La Direction des ressources humaines est chargée :

- de définir et de mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines du Ministère ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du Ministère
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils et moyens visant à accroître le rendement des agents ;
- de gérer la carrière des agents du Ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du Ministère ;
- d'assurer le recrutement des personnels du ministère en collaboration avec le ministère chargé de la Fonction publique ;

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat de la commission d'avancement et de la commission de discipline des magistrats, de la commission d'affectation et du conseil de discipline des personnels du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée :

- de conduire toutes les activités de communication ;
- d'assurer la rédaction journalière d'une revue de presse des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale sur les questions spécifiques au secteur de la justice et des droits humains ;
- d'assurer la couverture médiatique de toutes les activités de l'appareil judiciaire et des autres services du Ministère ;
- de collecter et de traiter l'information judiciaire ;
- d'initier des campagnes de sensibilisation sur les questions judiciaires et de droits humains, notamment par des émissions audio-visuelles et la production d'articles en direction du public ;
- de servir de point focal entre les médias et le Ministère en matière d'information ;

- de concevoir et animer un bulletin d'information sur les activités et programmes du Ministère ;

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

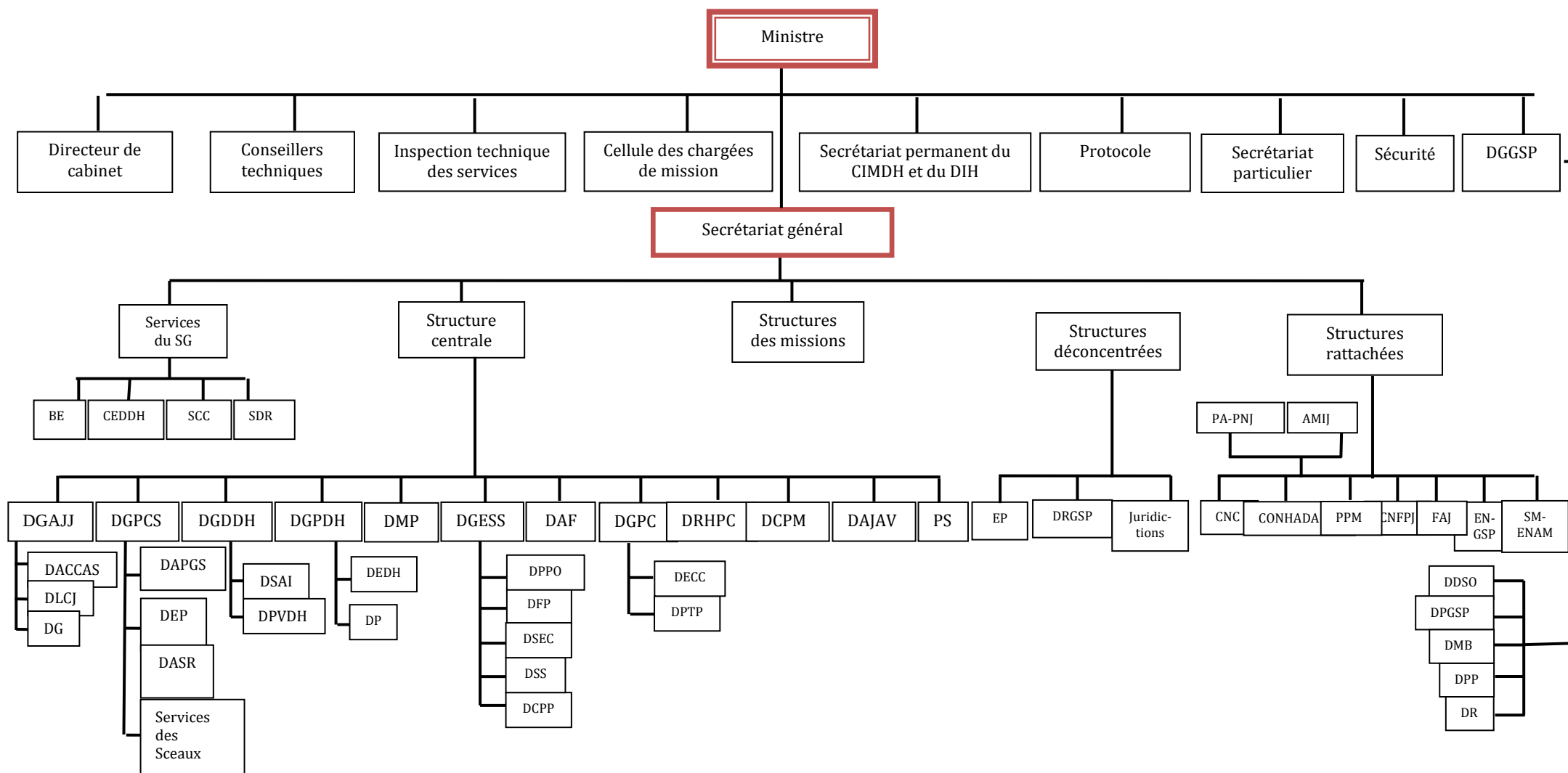
- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

❖ **La Perception spécialisée (PS)**

La Perception spécialisée est chargée :

- d'encaisser les recettes de services définies par les lois et règlements ;
- d'assurer le versement des recettes collectées auprès du receveur général ;
- de centraliser les opérations des régies de recettes ;
- de gérer les quittances et valeurs ;
- de produire les situations statistiques ;
- de manier et garder les fonds et valeurs à elle confiés ;
- de superviser et vérifier les régies de recettes rattachées.

I.2. Schéma de l'organigramme



II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 09 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Juge des enfants : le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour des comptes :

La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Tribunal administratif : Juge de droit commun du contentieux administratif, il statue en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État. Il statue en dernier ressort dans certains cas déterminés par la loi. Il connaît en outre, des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Il est aussi compétent en matière électorale dans les cas déterminés par la loi.

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	19	19	20	23	24	24	24	24	24	24
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	2	2	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	19	19	20	23	24	24	24	24	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	19	19	20	23	24	24	24	24	25	25
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2015 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	2	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	19	3	2	2	7	1	1	24	26

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Etablissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

Cour d'appel	2006										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	0
Cour d'appel	2007										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	0
Cour d'appel	2008										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	14	14	0
Ensemble	2	20	2	349	8	3	2	2	20	21	0
Cour d'appel	2009										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2010										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2011										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2012										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
Cour d'appel	2013										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	25	2
Cour d'appel	2014										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
Cour d'appel	2015										
	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finance initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2006 à 2012 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015
Personnel	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5
Fonctionnement	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5
Transferts courants	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0
Investissements	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7
Dont										
État	1 101,8	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,5	1 497,0	3 130,7	4 256,0	2 758,2	1 748,4
Ressources extérieures	5 964,8	2 462,9	1 489,8	636,8	1 195,8	619,8	32,5	0,0	0,0	1 352,4
Total	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,9	15 306,9	13 621,7	17 085,7

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances (rectificative) des années 2006 à 2015

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015
Personnel	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8
Fonctionnement	178,9	657,3	799,2	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8
Transferts courants	315,1	371,5	429,1	445,2	349,0	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4
Investissements	1 220,3	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2
Dont										
État	913,8	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2	1 372,2	3 130,7	4 255,9	2 734,9	1 748,2
Ressources extérieures	306,5	2 117,5	555,1	439,4	195,1	500,1	0,0	0,0	0,0	-
Total	3 757,2	6 278,1	5 045,8	6 984,7	7 838,4	8 867,6	11 034,1	14 815,8	12 972,6	15 147,2

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires					Consommations budgétaires				
Cours d'appel	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
Bobo-Dioulasso	26 590	59 634	46 820	18 900	19 400	26 470	59 613	46 806	18 735	19 205
Ouagadougou	77 050	59 600	80 306	16 550	15 500	77 016	59 525	80 166	12 639	11 490
Ensemble	103 640	119 234	127 126	35 450	34 900	103 486	119 138	126 972	31 374	30 695
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3 100	3 580	4 475	5 450	4 900	3 085	3 572	4 470	5 399	4 684
Ouagadougou	3 190	3 695	4 350	5 900	4 900	3 181	3 626	4 120	5 420	4 645
Ensemble	6 290	7 275	8 825	11 350	9 800	6 266	7 198	8 590	10 819	9 329
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	0	0	0	3 400	2 800	0	0	0	3 299	2 787
Ouagadougou	0	0	0	3 400	2 800	0	0	0	0	2 345
Ensemble	0	0	0	6 800	5 600	0	0	0	3 299	5 132
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	3 490	4 145	4 600	6 550	5 700	3 484	4 132	4 494	6 343	5 498
Koudougou*	3 400	7 523	4 427	5 900	5 100	3 370	7 514	4 406	5 786	5 062
Ouagadougou	3 600	4 255	5 314	6 700	5 800	3 236	4 188	5 188	6 262	5 682
Ensemble	10 490	15 923	14 341	19 150	16 600	10 093	15 834	14 087	18 392	16 242
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	3 790	4 475	4 375	5 850	5 550	3 787	4 464	4 370	5 738	5 539
Ouagadougou	5 190	5 695	4 395	6 100	5 300	5 110	5 633	4 284	4 488	4 748
Ensemble	8 980	10 170	8 770	11 950	10 850	8 897	10 097	8 654	10 226	10 287
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	2 700	3 360	5 400	7 250	9 200	2 690	3 022	5 397	7 037	9 197
Ouagadougou	2 990	3 045	4 834	7 700	10 200	2 260	3 347	4 690	4 682	8 781
Ensemble	5 690	6 405	10 234	14 950	19 400	4 950	6 369	10 086	11 719	17 978
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	2 990	4 835	5 146	6 500	6 000	2 977	4 821	5 137	6 383	5 894
Ouagadougou	3 990	5 885	5 868	7 400	6 700	3 980	5 815	5 791	7 250	6 569
Ensemble	6 980	10 720	11 014	13 900	12 700	6 957	10 636	10 928	13 634	12 463

Tableau 2.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	159 639	187 056	300 400	287 524	158 725	182527	254 455	249 162
Tribunaux de grande instance								
Banfora	5 295	7 445	11 400	11 600	5 286	7 099	11 180	11 398
Bobo-Dioulasso	12 585	11 100	20 850	20 250	12 544	11 084	16 970	20 174
Bogandé	5 695	7 174	11 100	10 400	5 684	6 964	3 094	4 184
Boromo	6 095	7 400	11 350	10 600	6 094	7 296	11 225	8 794
Dédougou	5 750	7 563	12 050	11 950	5 719	7 447	6 677	10 987
Diapaga	6 095	6 104	11 300	10 639	5 986	6 003	8 493	7 279
Diébougou	4 595	6 995	11 150	10 250	4 589	6 779	9 728	9 199
Djibo	5 795	7 200	11 200	10 800	5 787	7 085	11 084	10 341
Dori	6 195	8 000	12 200	12 050	6 143	7 907	12 160	11 765
Fada N'gourma	5 995	7 794	12 350	12 200	5 901	7 571	12 021	9 873
Gaoua	5 895	7 500	11 650	11 650	5 829	7 357	11 455	10 533
Kaya	5 495	7 500	12 150	11 700	5 486	7 295	11 933	10 545
Kongoussi	5 025	6 638	11 150	10 284	5 022	5 337	0	9 290
Koudougou	7 595	7 704	12 950	12 350	7 576	7 585	12 690	7 005
Léo	4 760	6 698	11 250	10 750	4 748	6 585	10 596	9 470
Manga	5 695	7 340	12 050	11 750	5 596	7 163	11 817	10 664
Nouna	4 750	6 600	11 450	10 450	4 745	6 595	8 943	9 596
Orodara	4 164	7 350	11 500	10 600	4 163	7 148	11 094	9 644
Ouagadougou	15 685	15 092	22 050	21 011	15 565	14 912	21 934	20 090
Ouahigouya	6 200	8 650	12 350	12 150	6 172	8 616	11 340	11 190
Tenkodogo	5 795	7 675	12 450	11 950	5 714	7 429	11 625	10 642
Tougan	4 695	7 039	11 350	10 690	4 673	6 922	7 589	8 078
Yako	4 695	6 995	11 050	10 500	4 654	6 868	10 878	8 332
Ziniaré	15 095	7 500	12 050	10 950	15 049	7 480	12 024	10 089

Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	122 915	133 960	532 057	502 945	122 366	128 342	507 975	479 404
Maisons d'arrêt et de correction								
Banfora	4 860	5 103	19 050	18 570	4 859	5 098	19 024	18 364
Bobo-Dioulasso	7 850	8 242	51 370	45 180	7 845	8 235	47 886	42 453
Bogandé	5 520	4 906	18 200	20 886	5 461	4 689	17 066	17 866
Boromo	4 800	5 040	15 900	18 320	4 796	5 032	15 410	16 890
Dédougou	4 920	5 166	15 700	17 670	4 919	5 096	15 696	17 192
Diapaga	5 000	5 920	14 700	14 410	4 893	2 719	14 027	14 196
Diébougou	3 980	4 284	13 350	12 720	3 977	4 076	13 108	12 601
Djibo	4 200	4 410	14 250	13 120	4 197	4 400	13 823	13 108
Dori	5 160	5 460	17 250	15 640	5 149	5 453	17 072	15 488
Fada N'gourma	5 520	4 696	27 550	19 300	5 466	4 591	23 447	19 048
Gaoua	5 040	5 292	14 550	13 640	4 962	5 084	14 329	13 425
Kaya	5 060	5 313	18 740	26 002	5 055	5 306	18 571	22 343
Kongoussi	5 280	5 344	12 950	11 440	5 278	5 337	12 686	11 185
Koudougou	4 680	4 914	20 600	20 160	4 667	4 775	20 394	20 159
Léo	3 960	4 158	14 700	14 340	3 953	3 948	13 584	14 121
Manga	5 100	5 460	15 050	16 280	5 093	5 251	14 827	15 951
Nouna	4 040	5 502	13 400	10 650	4 037	5 502	13 397	10 648
Orodara	4 440	4 662	14 400	12 420	4 338	4 661	14 190	12 218
Ouagadougou (MACO)	8 730	9 603	86 947	82 147	8 676	9 400	83 713	80 416
Ouagadougou (PHS)	2 895	6 193	27 800	22 320	2 895	5 979	25 967	21 700
Ouahigouya	5 140	5 817	17 900	18 840	5 139	5 816	17 740	18 644
Tenkodogo	4 940	5 292	25 600	23 660	4 934	5 086	24 226	20 006
Tougan	5 400	5 775	14 750	11 040	5 397	5 774	10 620	7 218
Yako	2 800	3 328	12 600	11 670	2 785	2 957	12 424	11 645
Ziniaré	3 600	4 080	14 750	12 520	3 595	4 077	14 748	12 519

II.3. Personnel

Le personnel du Ministère de la justice des droits humains et de la promotion civique, volet justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département (cadres venant des autres départements ministériels tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, etc.) ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition attribution et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature et la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les magistrats du ministère public ou assimilés sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du TA: le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et son ou ses substituts ;
- au niveau de la CA: le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la CCass: le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la CC: le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du CE: le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Les magistrats du siège sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : Le président, le vice-président et les juges.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.9 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	317	341	371	394	406	428	453	450	477	505
Sexe										
Hommes	240	257	281	300	311	333	360	355	378	396
Femmes	77	84	90	94	95	95	93	95	99	109
Ancienneté										
Moins de 5 ans	138	148	148	149	134	127	128	99	109	120
5 à 9 ans	41	48	78	92	122	138	148	148	148	156
10 à 14 ans	40	49	49	62	34	37	45	75	89	90
15 à 20 ans	8	0	0	0	27	38	49	48	61	69
20 à 24 ans	72	74	50	35	21	8	0	0	0	5
25 ans et plus	18	22	46	56	68	80	83	80	70	65
Position										
Chancellerie	26	22	30	27	30	41	43	46	52	55
Juridictions	261	286	303	334	339	350	372	358	376	394
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	5	6	8
Détachements	9	10	11	09	09	12	12	10	5	9
Disponibilités	7	6	5	3	2	2	3	4	3	4
Mises à disposition	14	17	22	21	26	23	23	27	35	35

Tableau 2.10 : Magistrats par type de juridiction

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cour de cassation	23	27	26	25	24	24	26	30	29	29
Conseil constitutionnel	5	4	8	6	7	7	9	9	7	8
Conseil d'État	11	12	14	14	15	14	14	15	14	15
Cour des comptes	4	4	4	5	5	5	7	7	6	6
Cours d'appel	34	35	39	40	41	43	59	53	55	57
Tribunaux d'instance	5	5	6	6	7	7	6	6	6	6
Tribunaux de grande instance	154	170	173	192	204	208	209	201	218	222
Tribunaux du travail	8	12	11	12	11	12	13	11	14	14
Juges des enfants	2	2	2	2	4*	4*	4*	7*	6*	6
Tribunaux pour enfants	5	4	6	7	7*	7*	9*	9*	8*	9
Tribunaux administratifs	10	11	14	15	15	20	19	17	17	18
Tribunaux de commerce	-	-	-	10	10	10	10	9	10	12

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Concepts

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : Le président, le vice-président et les juges.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.11 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bobo-Dioulasso	18	15	17	17	19	19	23	22	20	17
Ouagadougou	16	20	22	23	22	24	36	31	35	40
Ensemble	34	35	39	40	41	43	59	53	55	57
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3	2	3	3	3 *	3 *	4*	4*	3*	3
Ouagadougou	2	2	3	4	4 *	4 *	5*	5*	5*	6
Ensemble	5	4	6	7	7 *	7 *	9*	9*	8*	9
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2 *	2 *	2*	1*	2*	2
Ouagadougou	1	1	1	1	2 *	2*	2*	2*	4*	4
Kaya								1*	1*	1
Ouahigouya								1*	1*	1
Koudougou								1*	1*	1
Banfora								1*	1*	1
Ensemble	2	2	2	2	4 *	4*	4*	7*	10*	10
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	4	3	4	3	4	4
Koudougou*	-	-	1	1	1*	1*	1	1	2	2
Ouagadougou	5	8	7	7	7	8	8	7	8	8
Ensemble	8	12	11	12	11	12	13	11	14	14
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	3	2	3	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	2	3	3	4	5	5	4	4	4	4
Ensemble	5	5	6	6	7	7	6	6	6	6
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	-	-	4	4	4	8	7	4	4
Ouagadougou	-	-	-	6	6	6	11	10	6	8
Ensemble	-	-	-	10	10	10	19	17	10	12
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	4	4	5	6	6	9	4	7	7	5
Ouagadougou	6	7	9	9	9	11	6	6	10	13
Ensemble	10	11	14	15	16	20	10	13	17	18
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	6	6	6	6	6	7	7	7	7
Bobo-Dioulasso	23	29	25	28	28	31	30	27	29	38
Bogandé	6	5	4	5	5	5	5	5	4	5
Boromo	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6
Dédougou	7	7	8	7	7	7	7	7	7	7
Diapaga	3	3	3	4	4	4	4	4	5	5
Diébougou	-	-	-	4	4	4	4	4	5	5
Djibo	-	-	3	5	5	5	5	5	5	5
Dori	7	4	7	7	7	6	6	5	5	5
Fada N'gourma	6	10	6	6	6	7	7	6	6	7
Gaoua	5	6	6	7	7	7	6	5	6	6
Kaya	7	7	8	9	9	6	7	7	8	8
Kongoussi	5	5	5	5	5	5	7	5	6	5
Koudougou	8	8	9	10	10	10	8	8	9	7
Léo	-	3	3	4	4	4	5	5	6	6
Manga	5	5	5	6	6	6	5	5	6	6
Nouna	-	-	3	4	4	4	4	4	5	5
Orodara	-	-	3	4	4	4	4	4	5	5
Ouagadougou	35	36	35	35	44	49	49	48	50	60
Ouahigouya	7	8	7	7	7	6	7	8	9	7
Tenkodogo	7	7	7	10	11	10	11	11	10	9
Tougan	5	5	5	5	5	5	5	5	6	5
Yako	3	5	5	5	5	5	5	5	6	6
Ziniaré	4	6	5	6	6	6	6	6	7	7
Ensemble	154	170	173	194	204	207	209	201	218	232

* Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans les TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique autres que magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

❖ Le greffier en chef

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau 2.12 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	43	54	63	64	78	89	100	109	114
Sexe									
Hommes	28	38	44	47	59	70	79	87	90
Femmes	15	16	19	17	19	19	21	22	24
Ancienneté									
Moins de 5 ans	15	25	25	33	35	27	22	20	23
5 à 9 ans	8	9	13	10	18	27	34	41	42
10 à 14 ans	0	0	5	3	7	17	25	24	25
15 à 19 ans	8	6	5	5	0	0	0	5	5
20 à 24 ans	9	11	12	8	10	7	6	1	1
25 ans et plus	3	3	3	5	8	11	13	18	18
Position									
Chancellerie	4	4	5	8	12	12	16	19	22
Juridictions (y compris les hautes cours)	39	48	57	53	64	73	79	84	88
Disponibilité	0	2	1	3	1	1	1	2	2
Mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	1	1	0	1	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	2	2	1	0
Mission onusienne	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Juridictions									
Ensemble	39	48	57	53	64	73	79	84	88
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Conseil d'État	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Cour des comptes	1	1	1	1	2	3	3	4	4
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8	9	9
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47	50	50
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4	4	4
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3	3	6
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	4	4	4	4	5

Source : DRH

Tableau 2.12 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers en chef								
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6	8	9	9
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	1	2	3	3	3
Ouagadougou	2	2	3	3	4	4	5	6	6
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4	4	4	4
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	2	1	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	-	-	4	4	4	4	4	4	5
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	-	-	2	2	2	2	2	2	3
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3	3	3	6
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	4
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43	47	50	50
Banfora	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	3	4	5	5	5
Bogandé	0	0	1	1	2	3	3	2	2
Boromo	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	2	2	2	2	1
Diébougou	-	-	1	0	0	1	1	2	2
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1	2	1
Djibo	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	2	2	1	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	2	2	1	2	3	2	2	3
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	2	3	2	2	2	2
Léo	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Manga	1	1	1	1	2	2	3	3	3
Nouna	-	1	1	1	1	1	2	2	2
Orodara	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	4	6	4	3	3	5	5	7	8
Ouahigouya	1	2	2	2	2	2	1	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	3	2	2	2	2
Tougan	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	1	1	2	2	2	3	2	2
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Ensemble	34	43	52	48	57	64	70	74	78

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- Sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- Le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions de greffe.

Tableau 2.13 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Greffiers									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	100	120	118	125	149	165	169	193	222
Sexe									
Hommes	73	91	102	107	126	135	134	156	180
Femmes	27	29	16	18	23	30	35	37	42
Ancienneté									
Moins de 5 ans	47	50	77	54	51	53	44	47	62
5 à 9 ans	22	41	24	34	46	56	49	52	60
10 à 14 ans	1	0	2	13	30	29	48	59	63
15 à 19 ans	9	11	0	1	1	1	1	10	12
20 à 24 ans	8	6	5	12	12	11	12	1	1
25 ans et plus	13	12	10	11	9	15	15	24	24
Position									
Chancellerie	1	3	3	3	5	6	8	11	9
Juridictions (y compris les hautes cours)	99	116	113	121	140	142	146	166	199
Disponibilité	0	0	1	1	2	4	3	3	3
Mise à disposition	0	1	1	0	0	0	0	1	1
Détachement	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	0	0	0	0	0	13	12	12	10
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Greffiers en juridictions									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	99	116	113	121	140	142	146	166	199
Cour de cassation	6	6	4	8	8	5	5	4	6
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Conseil d'État	2	2	2	3	3	4	5	4	6
Cour des comptes	3	4	3	3	5	5	6	4	5
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20	24	26
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4	7	9
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82	98	117
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3	4	5
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3	2	3
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3	5	6	7
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10	10	11

Tableau 2.13 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers								
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19	20	24	26
Bobo-Dioulasso	3	6	5	5	6	7	7	10	11
Ouagadougou	5	8	12	9	13	12	13	14	15
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1	3	2	3
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	1	2	1	1
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3	3	4	5
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	1	1	2	2	1	1	2	4
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5	4	7	9
Bobo-Dioulasso	2	3	3	2	2	2	2	2	3
Ouagadougou	3	3	3	3	3	3	2	5	6
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7	10	10	11
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1	2	2	2
Ouagadougou	-	-	6	6	6	6	8	8	9
Tribunaux administratifs	0	2	1	1	2	3	5	6	6
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1	1	1	2
Ouagadougou	0	2	1	1	2	2	4	5	4
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87	82	98	117
Banfora	2	2	2	2	2	4	4	3	3
Bobo-Dioulasso	10	8	8	8	9	9	9	11	13
Bogandé	1	3	3	2	1	0	1	3	3
Boromo	3	3	1	2	2	3	3	2	3
Dédougou	4	3	2	3	4	3	3	4	5
Diébougou	-	-	1	3	3	3	2	3	2
Diapaga	1	2	0	2	2	3	3	2	4
Djibo	-	2	2	2	2	2	3	4	5
Dori	1	1	1	1	2	3	3	3	3
Fada N'gourma	3	2	2	2	2	3	3	4	5
Gaoua	2	2	1	4	4	3	3	3	1
Kaya	1	2	2	2	1	1	1	3	4
Kongoussi	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Koudougou	4	4	4	2	3	7	4	6	7
Léo	1	2	2	2	2	3	3	3	3
Manga	1	2	2	2	1	2	0	3	3
Nouna	-	2	2	2	2	1	2	2	2
Orodara	-	2	2	2	3	3	3	4	3
Ouagadougou	19	18	13	16	23	19	19	20	26
Ouahigouya	5	4	3	3	2	2	2	3	5
Tenkodogo	2	3	2	3	5	4	2	5	6
Tougan	2	2	2	2	2	2	3	2	2
Yako	3	3	3	2	2	2	1	0	2
Ziniaré	2	3	4	2	3	3	3	3	4
Ensemble	85	101	101	104	120	125	127	151	179

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- Sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- Le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions de greffe.

Tableau 2.14 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Secrétaires des greffes et parquets									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	136	137	125	117	141	145	144	123	113
Sexe									
Hommes	89	90	77	71	89	92	91	72	65
Femmes	47	47	48	46	52	53	53	51	48
Ancienneté									
Moins de 5 ans	86	78	53	27	33	27	26	24	21
5 à 9 ans	14	24	43	59	67	74	63	33	30
10 à 14 ans	10	6	9	2	8	11	21	33	33
15 à 19 ans	5	5	4	1	4	4	5	5	4
20 à 24 ans	11	14	6	17	15	12	11	1	1
25 ans et plus	10	10	10	11	14	17	18	27	24
Position									
Chancellerie	12	11	11	9	15	12	9	13	10
Juridictions (y compris les hautes cours)	124	124	112	106	116	98	82	79	86
Disponibilité	0	0	0	1	1	0	2	0	0
Mise à disposition	0	2	2	1	2	1	1	1	0
Détachement	-	-	-	-	1	2	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	6	32	50	30	17
Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	124	124	112	106	116	98	82	79	86
Cour de cassation	2	2	2	2	0	2	3	3	3
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	1	0	0	0	0
Conseil d'État	2	2	2	2	2	1	1	1	3
Cour des comptes	1	0	0	1	2	3	5	5	4
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7	7	6
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56	53	59
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3	3	3
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1	1	0
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0	1	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3	2	3
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	5	3	3	3	3

Source : DRH

Tableau 2.14 (suite) : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets								
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12	7	7	6
Bobo-Dioulasso	10	10	11	8	8	7	4	4	4
Ouagadougou	11	8	6	5	5	5	3	3	2
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2	0	1	2
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	1	0	0	1
Ouagadougou	1	2	2	2	2	1	0	1	1
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1	1	1	0
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Ouagadougou	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4	3	3	3
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	4	2	3	3	3	2	2	2
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	1	2	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	4	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	1	1	0	1
Ouagadougou	-	-	3	2	2	2	2	3	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6	3	2	4
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	1	1	1	2
Ouagadougou	3	5	5	4	4	5	2	1	2
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64	56	53	59
Banfora	4	5	4	5	5	3	3	4	4
Bobo-Dioulasso	8	6	7	7	8	6	5	4	4
Bogandé	1	3	3	2	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	3	2	2	0	0	0	0	1	2
Diébougou	-	-	1	1	1	1	1	1	2
Diapaga	3	3	2	1	2	2	2	2	0
Djibo	-	2	2	2	2	2	2	1	1
Dori	3	3	0	1	1	1	1	2	3
Fada N'gourma	2	3	2	2	3	2	2	1	2
Gaoua	3	3	2	1	2	2	1	1	1
Kaya	6	4	4	3	3	2	2	2	2
Kongoussi	2	2	2	2	2	1	1	1	1
Koudougou	5	5	5	5	5	2	2	2	2
Léo	2	2	3	4	4	3	2	2	1
Manga	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Nouna	-	2	2	2	2	2	1	1	1
Orodara	-	2	2	2	2	2	1	1	2
Ouagadougou	19	18	16	16	19	19	18	14	16
Ouahigouya	1	0	0	1	2	2	2	2	2
Tenkodogo	5	5	3	3	4	3	3	2	2
Tougan	3	3	2	2	3	2	1	2	1
Yako	3	2	2	2	3	2	2	3	4
Ziniaré	3	2	1	3	3	3	2	2	3
Ensemble	118	119	107	100	110	92	73	70	76

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est reparti en quatre corps ainsi hiérarchisés :

- le corps des inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des assistants de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des agents de sécurité pénitentiaire.

Les corps d'inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire comprennent respectivement les attributions définies aux articles 13, 17 21,22 et 25 de la loi 16 /2014 AN portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire

Tableau 2.15 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	491	660	622	622	800	1 006	1 183	1 215	1 324	1 410
CPA de Baporo	13	20	20	16	20	26	33	34	37	28
Centre pour mineurs de Laye	5	8	9	12	12	16	8	9	11	10
Maisons d'arrêt et de correction	473	632	593	594	768	964	1 142	1 172	1 276	1 372
Banfora	16	19	17	19	28	34	40	37	39	44
Bobo-Dioulasso	73	79	65	69	88	102	126	122	136	140
Bogandé	13	15	18	17	22	26	33	35	37	40
Boromo	16	19	22	21	24	33	31	33	34	38
Dédougou	21	31	23	23	35	38	39	39	42	46
Diapaga	13	16	16	14	21	28	38	37	39	39
Diébougou	-	-	-	13	14	19	26	28	32	34
Djibo	-	10	14	13	19	23	35	29	29	28
Dori	14	18	20	22	31	37	35	35	39	39
Fada N'gourma	17	27	18	18	28	34	35	36	42	45
Gaoua	16	21	19	15	25	31	36	37	35	39
Kaya	18	23	21	27	38	41	38	41	40	46
Kongoussi	13	21	23	19	23	26	30	25	28	28
Koudougou	31	30	24	27	37	44	42	41	50	58
Léo	-	12	18	16	20	25	35	32	33	38
Manga	15	16	18	15	16	19	32	30	36	38
Nouna	-	11	11	14	15	19	32	30	31	36
Orodara	-	9	13	19	20	28	31	30	30	31
Ouagadougou (MACO)	124	160	140	119	154	214	198	290	228	231
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	101	127
Ouahigouya	25	27	27	26	35	40	84	43	56	51
Tenkodogo	19	29	24	23	30	38	41	44	40	51
Tougan	13	16	16	18	18	24	46	29	30	30
Yako	5	8	10	12	12	19	32	29	26	30
Ziniaré	11	15	16	15	15	22	27	40	43	45

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.16 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	40	41	65	66	66	71	95	98
Sexe								
Hommes	36	37	59	60	61	66	87	90
Femmes	4	4	6	6	5	5	8	8
Ancienneté								
Moins de 5 ans	31	27	20	21	19	15	18	10
5 à 9 ans	3	7	35	35	38	36	47	44
10 à 14 ans	0	0	3	3	2	13	22	29
15 à 20 ans	6	7	7	7	0	0	1	9
20 à 25 ans	-	-	-	-	7	7	7	6
Position								
Chancellerie	10	12	15	16	26	23	36	35
DSP-DGGSP	6	7	10	12	19	13	24	23
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	4	5	5	4	7	10	10	9
DR GSP Ouagadougou							1	2
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	1
ENP (encadrement)	1	0	0	0	0	1	6	7
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	26	29	28	27	31
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3	2	2	3
Bogandé	1	1	1	0	0	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	2	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	0
Diapaga	1	1	1	1	0	1	1	1
Diébougou	-	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	0	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	1	1	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	0	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	3	1	1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	1	0	0	1	1	1	1	1
Nouna	1	1	1	1	2	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	0	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	2	1	2	3	3	3	2	3
Ouagadougou (PHS)					1	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2	1	1	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	0	0	1	1	1	1	1
Ziniaré	1	0	0	1	0	0	0	1
En mission	3	7	7	7	8	16	9	13
Mise à disposition	0	1	0	0	0	0	0	0
Suspendus								0
Disponibilité	0	0	1	1	1	1	0	0
Détachement					1	0	1	1
ENP/ENGSP (1 ^{ère} , 2 ^e , 3 ^e année prof.)	0	0	19	15	0	0	15	10

Source : DRH/DGGSP

Tableau 2.17 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	91	123	173	173	173	186	232	242
Sexe								
Hommes	87	112	160	160	160	172	214	221
Femmes	4	11	13	13	13	14	18	21
Ancienneté								
Moins de 5 ans	48	43	40	39	31	15	24	10
5 à 9 ans	16	40	51	52	66	46	61	73
10 à 14 ans	0	0	34	34	28	77	89	78
15 à 20 ans	27	40	48	48	0	0	10	33
20 à 25 ans	0	0	0	0	48	48	48	48
Position								
Chancellerie	12	26	29	25	27	41	63	60
DSP-DGGSP	8	19	22	21	23	30	44	44
DAPRS-DGAP-DGPCS	4	5	5	3	3	2	1	1
Autres au Ministère	0	2	2	1	1	9	3	5
DR GSP Ouagadougou							7	6
DR GSP Bobo-Dioulasso							8	4
ENP/ENGSP (encadreurs)	1	2	2	2	3	3	8	9
CPA de Baporo	3	3	3	3	4	5	5	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	0	0	1	1	1
Maisons d'arrêt et de correction	65	71	72	76	93	86	91	119
Banfora	3	3	3	3	3	3	2	4
Bobo-Dioulasso	3	4	5	4	6	3	6	9
Bogandé	3	3	3	4	4	2	3	3
Boromo	3	3	3	4	4	5	4	4
Dédougou	3	3	3	3	3	3	3	3
Diapaga	3	3	3	3	2	3	3	3
Diébougou	-	3	3	3	3	3	3	4
Djibo	2	3	3	3	3	3	3	3
Dori	3	4	4	3	4	3	3	3
Fada N'gourma	3	2	2	3	4	3	4	5
Gaoua	3	3	3	3	4	3	3	4
Kaya	3	3	3	3	3	3	3	4
Kongoussi	3	2	2	3	3	3	3	3
Koudougou	3	3	3	3	3	3	4	6
Léo	3	2	2	2	3	4	4	5
Manga	3	3	3	3	3	3	3	5
Nouna	2	2	2	3	3	3	3	4
Orodara	2	2	2	3	3	3	3	4
Ouagadougou (MACO)	3	6	6	5	11	11	9	14
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3	3	5	7
Ouahigouya	3	1	2	3	4	3	3	4
Tenkodogo	3	2	2	3	4	3	3	5
Tougan	3	4	3	3	4	3	3	3
Yako	2	5	5	3	3	3	4	4
Ziniaré	3	2	2	3	3	4	4	6
En mission	9	20	20	32	29	28	11	11
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus						1	1	1
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	-	-	-	-	2	0	2	2
ENP/ENGSP (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} années prof.)	-	-	46	35	15	19	50	35

Source : DRH/DGGSP

Tableau 2.18: Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	147	493	1 028	1 130	1 255	1 371	1509	1680
Sexe								
Hommes	137	446	924	1000	1076	1 165	1280	1409
Femmes	10	47	104	130	179	206	229	271
Ancienneté								
Moins de 5 ans	25	302	599	697	695	790	649	558
5 à 9 ans	62	135	307	310	435	381	595	778
10 à 14 ans	2	2	62	62	67	144	205	237
15 à 20 ans	58	54	60	61	0	0	5	55
21 à 25 ans	0	0	0	0	58	56	55	52
Position								
Chancellerie	21	66	93	106	137	199	229	281
DSP-DGGSP	14	46	74	93	116	169	200	228
DAPRS-DGAP-DGPCS	2	7	7	5	3	4	5	5
Autres au Ministère	5	13	12	8	18	26	24	29
DR GSP Ouagadougou							7	11
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	8
ENP/ENGSP (encadreurs)	5	5	6	8	10	11	20	29
CPA de Baporo	3	9	13	22	27	28	31	23
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	7	8	10	9
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	781	1 024	1 086	1 152	1 218
Banfora	4	14	23	27	34	33	36	39
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	112	117	128	128
Bogandé	3	8	13	18	28	32	33	36
Boromo	5	14	17	27	24	27	29	33
Dédougou	3	15	27	33	35	34	37	43
Diapaga	3	7	14	23	36	33	35	35
Diébougou	-	8	9	14	22	24	28	29
Djibo	4	7	13	18	30	25	25	24
Dori	4	12	21	31	27	29	33	33
Fada N'gourma	2	11	21	25	28	32	37	38
Gaoua	3	9	17	22	30	33	31	34
Kaya	4	20	31	31	34	37	36	41
Kongoussi	4	9	13	17	25	21	24	24
Koudougou	4	19	29	35	35	37	45	51
Léo	4	9	13	22	31	27	28	32
Manga	6	9	10	12	26	26	32	32
Nouna	2	6	7	12	27	26	27	31
Orodara	2	9	10	23	28	26	26	26
Ouagadougou (MACO)	24	93	128	193	176	189	215	213
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	80	80	94	118
Ouahigouya	6	17	25	31	35	73	52	46
Tenkodogo	3	12	8	29	38	40	36	44
Tougan	3	10	11	18	26	25	26	26
Yako	2	3	3	14	22	25	21	25
Ziniaré	2	12	12	17	35	35	38	37
En mission	1	18	19	21	13	62	6	12
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0	2	2
Disponibilité	1	1	0	1	1	0	0	1
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0
Suspendus						4	7	7
ENP/ ENGSP (1 ^è , 2 ^è , année prof.)	-	-	344	178	40	50	44	98

Source : DRH/DGGSP

Tableau 2.19: Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	466	145	105	103	144	102	10	10
Sexe								
Hommes	410	128	93	91	129	90	10	10
Femmes	56	17	12	12	15	12	0	0
Ancienneté								
Moins de 5 ans	381	134	93	90	52	0	0	0
5 à 9 ans	73	5	5	5	84	93	2	2
10 à 14 ans	0	1	2	3	3	4	2	2
15 à 20 ans	12	5	5	5	0	0	1	1
21 à 25 ans	0	0	0	0	5	5	5	5
Position								
Chancellerie	54	20	20	18	10	2	2	2
DSP-DGGSP	48	16	16	12	8	1	1	2
DAPRS-DGAP-DGPCS	1	1	1	1	1	1	1	0
Autres au Ministère	5	3	3	5	1	0	0	
DR GSP Ouagadougou						0	0	0
DR GSP Bobo-Dioulasso						0	0	1
ENP/ENGSP (encadreurs)	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	13	3	3	0	1	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	4	4	4	3	1	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	271	116	128	81	39	6	6	4
Banfora	9	1	1	3	2	0	0	0
Bobo-Dioulasso	46	10	10	7	5	0	0	0
Bogandé	11	5	5	4	1	0	0	0
Boromo	13	3	3	1	1	0	0	0
Dédougou	16	4	4	1	0	1	1	0
Diapaga	9	3	3	1	0	0	0	0
Diébougou	-	1	1	1	0	0	0	0
Djibo	7	2	2	1	1	0	0	0
Dori	12	6	6	2	3	2	2	2
Fada N'gourma	12	4	4	5	2	0	0	0
Gaoua	12	2	4	5	1	0	0	0
Kaya	13	3	3	6	1	0	0	0
Kongoussi	15	7	7	5	1	0	0	0
Koudougou	16	4	4	4	1	0	0	0
Léo	10	4	4	0	0	0	0	0
Manga	8	3	3	3	2	0	0	0
Nouna	6	5	5	3	0	0	0	0
Orodara	8	7	7	1	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	111	19	18	14	7	2	2	1
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya	17	7	7	6	1	0	0	0
Tenkodogo	17	8	19	5	3	0	0	0
Tougan	9	3	3	2	1	0	0	0
Yako	5	4	4	0	2	0	0	0
Ziniaré	10	1	1	1	1	1	1	1
En mission	1	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	1	1	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	1	0	0	1
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0
Suspendus						2	2	2
ENP (1 ^è , 2 ^e , 3 ^e année prof.)	-	-	-	-	92	92	0	0

Source : Direction des ressources humaines/DGGSP

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 /2014 AN portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est reparti en quatre corps ainsi hiérarchisés :

- le corps des inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des assistants de sécurité pénitentiaire ;
- le corps des agents de sécurité pénitentiaire.

Concepts

Les corps d'inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire comprennent respectivement les attributions définies aux articles 13, 17 21,22 et 25 de la loi 16 /2014 AN portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.20: Personnel des droits humains par sexe et par position en 2015

	Conseillers en droit humain	Attacher en droit humain
Ensemble	71	99
Sexe		
Hommes	51	77
Femmes	20	22
Ancienneté		
Moins de 5 ans	Nd	Nd
5 à 9 ans	Nd	Nd
10 à 14 ans	Nd	Nd
15 à 19 ans	Nd	Nd
20 à 24 ans	Nd	Nd
25 ans et plus	Nd	Nd
Position		
Chancellerie	35	55
Directions régionales	Conseillers en droit humain	Attachés en droit humain
Boucle du Mouhoun	2	3
Cascades	3	3
Hauts Bassins	4	6
Centre-Est	3	5
Centre-Nord	5	2
Centre-Ouest	3	5
Centre-Sud	2	2
Est	3	3
Nord	2	7
Plateau-Central	2	2
Sud-Ouest	4	4
Sahel	3	2
Total	36	44
Disponibilité	0	0
Mis à disposition	0	0
Détachement	0	0
Stage	0	0
Mission onusienne	0	0

Les autres personnels du ministère occupent les emplois non spécifiques / spécifiques (volet droits humains) et contribuent à l'exécution des missions du ministère.

Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe

	Chancellerie					Cour d'appel de Bobo-Dioulasso					Cour d'appel de Ouagadougou				
	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
Femme	66	17	17	20	28	8	7	9	10	11	18	21	21	19	25
Homme	227	47	46	55	69	15	30	33	38	41	18	54	66	75	78
Ensemble	293	64	63	75	97	23	37	42	48	52	36	75	87	94	103

Tableau 2.22 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes					Hommes				
	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	91	45	48	49	110	259	131	139	167	312
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	6	4	5	6	5
Adjoint administratifs	1	1	1	1	2	2	2	1	1	2
Adjoint de secrétariat	0	2	3	4	7	4	1	1	2	3
Adjoint des services financiers	0	1	1	1	1	3	1	1	0	1
Adjoint social	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Adjoint techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	1	1	1	2
Administrateurs civils	2	2	2	1	0	1	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	0	0	1	1	1	1	24	1	1	1
Agent itinérant de santé					0				2	2
Agent spécialisé en GRH	0	0	0	0	1	2	1	1	2	0
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Agents de bureau	12	8	8	7	8	2	2	2	3	4
Agents de liaison	12	7	7	8	6	11	8	7	14	14
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	2	2	1	1	1
Assistants de police	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Assistants des Aff. Economiques	0	0	0	0	1	5	5	4	5	3
Assistants en GRH	0	0	0	1	3	2	1	0	0	4
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	2	12	10	9	10
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	1	2	1	1	1	4
Attachés en droits humains	15	0	0	0	22	72	0	0	0	77
Chauffeurs	1	0	0	0	1	37	24	23	27	30
Comptables	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0
Conseillers en science et tech.de l'info	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	1	5	4	4	3	5
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1
Conseillers en droits humains	13	0	0	0	20	31	0	0	0	51
Conseillers en GRH	0	0	0	1	2	1	2	3	4	5
Conseillers en relation publique	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	0	0	0	0	2	0	1	1	1	2
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	7	4	3	2	2
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Economistes	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1
Educateurs sociaux	8	7	7	5	6	10	17	19	19	18
Informaticiens	0	0	0	0	0	2	0	0	2	2
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	0	0	16	16	16
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	0	0	8	8	8
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	3	1	0	1	0
Inspecteurs du trésor	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Interprètes	4	5	8	8	1	13	10	19	24	14
Juristes	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1
Moniteur d'éducation spécialisé	0	0	1	1	1	0	0	4	4	4
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Reprographes	1	1	1	1	1	2	0	0	0	0
Secrétaires	8	2	2	3	8	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	4	3	2	2	2	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	5	0	0	1	5	0	0	0	0	0
Secrétaires des affaires étrangères	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Secrétaires sténo dactylo	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0
Sociologues	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Standardistes	2	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Archivistes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Aide social	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Gardien	0	0	0	0	0	10	0	0	0	9

Concepts

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régit par le règlement N°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi 16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992, est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau 2.23 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice								Avocats (Année judiciaire)							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	30	30	34	33	33	29	29	27	134	139	139	157	156	168	164	174
Sexe																
Hommes	26	26	28	27	27	24	24	22	109	111	111	126	125	135	132	139
Femmes	4	4	6	6	6	5	5	5	25	28	28	31	31	33	32	35
Ancienneté																
Moins de 5 ans	0	0	5	5	5	5	0	0	34	39	26	26	28	31	31	38
5 à 9 ans	0	0	0	0	0	0	5	5	20	15	28	29	32	38	38	23
10 à 14 ans	16	16	13	12	12	0	0	0	61	57	35	18	19	16	15	21
15 à 19 ans	14	14	15	15	15	13	14	13	9	17	38	68	61	57	54	31
20 à 24 ans	0	0	0	0	0	11	10	9	6	5	5	7	7	16	16	50
25 ans et plus	0	0	1	1	1	0	0	0	4	6	7	9	9	10	10	11
Position																
Bobo-Dioulasso	6	6	7	7	7	6	6	5	12	13	13	13	13	13	13	10
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	19	19	21	20	20	18	18	17	122	126	126	144	143	155	151	164
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada	-	-	1	1	1	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats de années judiciaires de 2007/2008 à 2014/2015.

Tableau 2.24 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	09	09	08	08	13	13	13	17	17	18
Sexe										
Hommes	6	6	5	5	9	9	9	10	10	10
Femmes	3	3	3	3	4	4	4	7	7	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	1	0	0	0	5	5	5	9	4	5
5 à 9 ans	2	1	1	1	1	1	1	0	5	5
10 à 14 ans	6	8	7	7	7	7	7	1	1	1
14 et plus								7	7	7
Position										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	4	4	4	3	3	3
Ouagadougou	7	7	6	6	9	9	9	14	14	15

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation : Voir *Cassation*.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose :

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers
- du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- d'avocats généraux
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre (cf article premier de la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000 portant organisation ; attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. Elle comprend quatre chambres :
 - une chambre civile ;
 - une chambre commerciale ;
 - une chambre sociale ;
 - une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central.

Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	172	170	155	183	158	169	206	236	225	167
Chambre civile	57	59	57	59	56	60	75	82	77	53
Chambre commerciale	23	25	30	23	22	26	37	36	29	29
Chambre sociale	47	44	38	53	46	34	54	57	61	33
Chambre criminelle	21	18	19	27	8	33	15	22	24	30
Chambre mixte et Chambres réunies	0	6	0	0	2	2	1	3	5	0
Juridiction du 1er Président	24	18	11	21	24	14	24	36	29	22

Nature de la décision rendue	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	162	161	132	145	122	102	159	152	138	108
Avant dire droit	0	0	0	11	16	2	2	4	0	1
Cassation	23	26	21	21	14	15	17	13	15	19
<i>dont annulation et renvoi</i>	18	15	12	11	7	10	13	11	8	9
Rejet	50	73	49	21	30	34	46	49	41	17
Incompétence	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4	5	10
Irrecevabilité	60	47	44	69	52	27	64	72	58	45
Désistement	9	4	11	3	5	3	14	8	7	5
Autres décisions	20	11	7	20	5	21	16	2	12	21

Décisions rédigées	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	99	124	115	117	100	108	130	125	105	117

Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2015

		moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	total
Ensemble	2013	0	0	11	20	22	27	48	128
	2014	6	0	22	6	24	11	54	123
	2015	13	2	8	8	5	10	47	93
Chambre civile	2013	0	0	6	13	11	9	29	68
	2014	0	0	3	4	13	2	14	36
	2015	0	0	2	5	4	7	35	53
Chambre commerciale	2013	0	0	1	5	6	7	9	28
	2014	0	0	0	1	7	5	21	34
	2015	0	0	2	0	1	1	0	4
Chambre sociale	2013	0	0	4	2	5	11	10	32
	2014	0	0	18	1	4	4	19	46
	2015	0	0	0	2	0	2	5	9
Chambre criminelle	2013	0	0	0	0	0	0	0	0
	2014	6	0	1	0	0	0	0	7
	2015	13	2	4	1	0	0	3	23
Chambres mixtes et Chambres réunies	2013	0	0	0	0	0	0	0	0
	2014	0	0	0	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0	0	4	4

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation

Orientation des affaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	138	154	146	113	76	133	137	128	96	57
Chambre civile	57	40	43	52	28	57	58	43	57	22
Chambre commerciale	23	36	27	19	18	19	19	26	14	12
Chambre sociale	38	28	32	14	11	38	47	47	19	9
Chambre criminelle	20	46	41	23	19	18	10	11	6	13
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	4	3	5	0	1	3	1	0	1

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plunitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/Tribunal de commerce	757	731	889	961	615	542	939	1 190	819	892
Tribunal du travail	166	199	252	230	230	281	67	181	319	319
Tribunal d'instance	27	27	25	30	42	37	45	69	31	19
Saisine directe	14	7	34	54	110	30	56	172	38	35
Ensemble	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265
Décisions rendues selon la compétence	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Chambres civile et commerciale	242	233	263	267	365	327	345	398	334	191
Chambre sociale	205	214	154	250	194	178	278	285	339	206
Chambre correctionnelle	106	155	110	128	145	172	273	278	400	207
Juridiction du 1 ^{er} Président	126	205	215	218	240	199	287	272	274	267
<i>Référés</i>	124	172	188	193	221	178	267	244	260	259
<i>Contestations d'honoraire</i>	0	16	7	10	5	7	8	4	6	7
<i>Ordonnances de taxation</i>	2	10	13	14	14	13	6	15	3	0
<i>Sentences arbitrales</i>	0	7	7	1	0	1	6	9	5	1
Ensemble	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871
Nature de la décision rendue	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871
Avant dire droit	11	23	16	23	22	56	87	115	156	69
Décisions sur le fond	514	566	525	633	744	589	821	826	915	629
<i>Confirmations</i>	323	339	310	444	448	390	554	564	589	401
<i>Infirmations</i>	191	227	215	189	296	199	267	262	326	228
<i>Reformations</i>	51	122	109	121	173	155	175	192	250	177
<i>Annulations</i>	28	39	39	68	45	44	92	70	76	39
<i>Autres</i>	112	66	67	0	78	0	0	0	0	12
Autres décisions	141	199	192	169	174	228	270	273	276	168
<i>Désistement</i>	48	62	54	50	62	83	104	96	64	84
<i>Irrecevabilité</i>	52	60	63	42	59	59	89	115	103	53
<i>Autres décisions</i>	41	77	75	77	53	86	77	62	100	31
Radiations	13	19	9	38	4	3	5	19	9	5
Décisions rédigées	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	424	573	480	717	588	543	910	983	851	846

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	964	964	1 200	1 275	997	890	1107	1612	1207	1265
Bobo-Dioulasso	363	332	445	425	345	243	349	513	274	414
Ouagadougou	601	632	755	850	652	647	758	1099	933	851

Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	757	731	889	961	615	542	939	1190	819	892
Bobo-Dioulasso	268	254	347	327	241	158	273	334	200	320
Ouagadougou	489	477	542	634	374	384	666	856	619	572

Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 235	871
Bobo-Dioulasso	225	363	292	280	292	282	374	282	216	113
Ouagadougou	454	444	450	583	652	594	809	951	1 019	758

Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	514	566	525	633	744	589	821	826	842	629
Bobo-Dioulasso	136	232	211	188	217	188	258	180	169	85
Ouagadougou	378	334	314	445	527	401	563	646	673	544

Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	126	205	215	218	240	199	287	272	274	267
Bobo-Dioulasso	56	120	75	65	97	78	93	70	49	80
Ouagadougou	70	85	140	153	143	121	194	202	225	187

Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	424	573	480	717	588	543	910	983	851	846
Bobo-Dioulasso	193	281	204	221	135	150	202	116	70	169
Ouagadougou	231	292	276	496	453	393	708	867	781	677

Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Contraventions	13	1	12	2	1	4	4	5	49	2
Délits	108	105	192	181	115	143	226	315	242	392
Crimes	259	247	322	410	255	383	355	314	143	245
Ensemble	380	353	526	593	371	530	585	634	434	639

Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	380	353	526	593	371	530	585	634	434	639
Tribunal de grande instance	373	353	518	591	370	526	581	629	428	639
Tribunal d'instance	7	0	8	2	1	4	4	5	6	0

Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	380	353	526	593	371	530	585	634	434	639
Bobo-Dioulasso	128	197	255	350	183	228	278	293	79	201
Ouagadougou	252	156	271	243	188	302	307	341	355	438

Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	259	247	322	410	255	383	355	314	143	245
Bobo-Dioulasso	47	142	129	252	152	159	168	168	nd	134
Ouagadougou	212	105	193	158	103	224	187	146	143	111

Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	428	338	377	396	588	642	519	938	434	639
Chambres correctionnelles	139	106	128	177	166	240	228	363	293	394
Chambres d'accusation	289	232	249	219	422	402	291	575	141	245

Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	249	185	234	188	260	153	168	205	222	110
Avant dire droit	17	24	57	39	50	17	36	35	3	0
Renvoi en chambre criminelle	227	155	163	129	183	126	97	94	129	60
Renvoi en chambre correctionnelle	2	1	5	0	8	6	5	1	1	2
Non-lieu					3	1	3	5	3	3
Autres décisions	3	5	9	20	16	3	27	70	86	45

Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	249	185	234	188	260	153	168	205	222	110
Bobo-Dioulasso	63	86	101	84	121	72	87	91	175	67
Ouagadougou	186	99	133	104	139	81	81	114	47	43

Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2006*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	10	55	111	414	201	167	123	99	54	39
Contradictoire	7	12	59	205	72	51	36	37	23	23
Contumace	2	36	36	184	92	82	82	62	29	16
Autres décisions	1	7	16	25	37	34	5	0	2	0

* Pour l'année 2006, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Ouagadougou étaient disponibles pour ce tableau.

Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	nd	55	111	414	201	167	123	99	54	39
Bobo-Dioulasso	nd	31	69	238	120	47	8	99	35	21
Ouagadougou	10	24	42	176	81	120	115	0	19	18

Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 6 mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
Ensemble	2013	158	315	276	138	887
	2014	237	259	286	109	891
	2015	399	109	55	41	604
Civiles	2013	78	78	72	58	286
	2014	50	67	69	42	228
	2015	114	36	0	3	153
Commerciales	2013	0	35	43	30	108
	2014	10	26	16	18	70
	2015	28	5	2	3	38
Sociales	2013	24	109	122	33	288
	2014	12	88	161	17	278
	2015	111	40	36	19	206
Correctionnelles	2013	56	93	39	17	205
	2014	165	78	40	32	315
	2015	146	28	17	16	207

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances sus-citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires civiles et commerciales	2 841	3 530	3 935	5153	6494	6747	6 838	9 154	9 628	9 214
<i>dont divorce</i>							357	125	314	312
Référés	594	679	704	861	1088	693	791	764	795	643
Ensemble	3435	4209	4639	6014	7582	7440	7629	9 918	10 423	9 857

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Injonctions de payer	807	829	846	491	887	166	261	260	309	463
Saisie des biens	384	327	435	131	858	746	269	520	555	302
Familiales	8070	8660	7590	5 874	7819	6210	5864	8095	7528	7797
Etat civil	2 854	3 424	4 860	4 297	6 296	8 521	11 164	10478	13974	11140
Autres	946	1 168	2 260	1 048	2 293	2 034	3 715	3 524	3 234	2662
Ensemble	13 061	14 408	15 991	11 841	18 153	17 677	21 273	22 877	25 602	22 364

Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	2 841	3 530	3 935	5153	6494	6747	6838	9 154	9 628	9 214
Banfora	30	31	93	91	74	141	34	196	212	204
Bobo-Dioulasso	213	397	317	615	1009	811	904	1 215	1086	785
Bogandé	23	23	42	58	76	64	67	62	68	115
Boromo	37	42	80	0	124	133	134	180	149	177
Dédougou	127	126	121	117	150	151	159	182	208	184
Diapaga	11	27	31	36	117	76	121	79	54	87
Diébougou	-	-	-	-	107	111	215	211	355	299
Djibo	-	-	-	55	113	78	70	88	102	121
Dori	49	52	86	135	175	182	144	158	201	263
Fada N'gourma	89	81	86	95	177	159	220	219	295	503
Gaoua	86	83	77	131	170	134	137	138	203	214
Kaya	157	209	182	205	291	274	260	291	356	309
Kongoussi	109	108	90	95	169	90	81	89	73	98
Koudougou	246	213	219	352	696	523	1325	1 349	1091	992
Léo	-	-	28	116	172	134	153	119	149	99
Manga	94	101	194	222	350	369	315	245	280	323
Nouna	-	-	-	23	74	73	87	87	127	123
Orodara	-	-	-	19	78	66	111	91	72	85
Ouagadougou	1 197	1 385	1 549	2009	1082	2010	1 031	2 735	2763	2529
Ouahigouya	94	78	92	122	158	172	154	173	205	278
Tenkodogo	181	251	290	261	374	398	493	507	705	634
Tougan	14	40	97	78	141	145	115	115	154	153
Yako	6	109	95	124	275	215	295	265	345	298
Ziniaré	78	174	166	194	342	238	213	360	375	341

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	13 061	14 408	15 991	11 837	18 153	17 677	21 273	22 877	25 602	22 364
Banfora	306	196	377	296	516	434	508	733	624	1079
Bobo-Dioulasso	2 939	2 816	2 870	1 740	2 004	1 911	2 204	2199	2 381	2526
Bogandé	82	91	200	112	138	212	183	303	215	241
Boromo	64	163	152	262	337	478	390	324	314	311
Dédougou	391	412	830	410	429	462	511	712	672	602
Diapaga	42	92	140	172	200	217	145	233	152	155
Diébougou	-	-	-	-	299	230	589	438	239	510
Djibo	-	-	-	44	64	53	145	205	217	266
Dori	99	160	85	140	139	230	183	311	116	95
Fada N'gourma	196	214	223	539	303	479	661	701	807	454
Gaoua	195	336	375	454	330	401	484	238	442	694
Kaya	150	182	280	385	319	500	612	367	316	432
Kongoussi	75	103	211	182	211	221	256	328	307	378
Koudougou	351	456	487	707	570	1227	1845	521	2 145	1340
Léo	-	-	61	215	107	96	266	383	570	401
Manga	78	95	190	246	250	626	285	330	801	943
Nouna	-	-	-	71	140	163	192	191	188	212
Orodara	-	-	-	62	101	202	254	159	204	273
Ouagadougou	6 764	7 427	7 703	3 212	9 225	7 011	8 383	11 902	11 473	8060
Ouahigouya	304	379	413	548	494	472	910	513	867	1266
Tenkodogo	574	635	792	1055	876	794	1225	325	1 215	847
Tougan	260	408	259	376	371	479	250	497	671	517
Yako	17	111	170	193	467	423	508	295	319	449
Ziniaré	174	132	173	416	263	356	284	669	347	313

Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	807	829	846	491	887	166	261	260	351	463
Banfora	14	8	11	14	5	2	38	4	19	14
Bobo-Dioulasso	118	134	115	141	241	25	33	34	70	19
Bogandé	2	0	0	0	2	0	0	0	0	1
Boromo	3	2	0	8	1	6	23	33	19	0
Dédougou	4	5	13	2	12	4	5	5	0	2
Diapaga	0	0	0	1	0	0	0	0	0	6
Diébougou	-	-	-	-	1	2	0	0	0	1
Djibo	-	-	-	3	1	2	2	1	15	0
Dori	0	4	1	25	23	0	1	2	9	14
Fada N'gourma	2	5	4	3	2	0	0	0	0	1
Gaoua	3	5	0	1	1	0	1	1	2	0
Kaya	4	7	5	4	29	9	7	9	2	0
Kongoussi	1	5	5	1	2	0	3	8	0	0
Koudougou	17	7	18	11	23	7	3	2	45	18
Léo	-	-	1	1	0	0	0	1	0	4
Manga	0	0	12	0	13	12	2	2	1	11
Nouna	-	-	-	0	3	0	0	0	0	0
Orodara	-	-	-	2	13	1	0	0	3	16
Ouagadougou	614	636	629	248	491	87	125	138	147	344
Ouahigouya	14	6	12	15	10	8	12	15	10	7
Tenkodogo	10	0	18	10	13	0	0	2	3	1
Tougan	1	2	0	0	0	1	1	1	5	2
Yako	0	1	1	0	1	0	2	0	0	2
Ziniaré	0	2	1	1	0	0	3	2	1	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires civiles	2439	2956	3363	4179	4968	5715	5 713	7 852	8 287	7 027
<i>dont divorce</i>	-	-	-	-	-	-	312	315	339	248
Affaires commerciales	234	187	279	388	252	26	5	17	6	9
Référés	590	554	621	684	774	609	631	706	622	517
Ensemble	3263	3697	4 263	5 251	5 994	6 350	6 349	8 575	8 915	7 553
Ordonnances rendues	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Injonctions de payer	809	829	576	434	573	65	157	232	240	202
Saisie des biens	283	273	312	120	460	338	306	339	261	294
Familiales	7856	9108	8237	5507	6376	5144	6298	5218	5 499	5314
Etat civil	1342	1898	2633	2682	2794	3194	3664	3946	6 051	5161
Autres	969	1240	2443	1041	1914	2330	1645	1019	1 197	2498
Ensemble	11 259	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070	10 754	13 248	13 469
Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 379	3 777	4 308	5314	6 108	6608	6 351	8 575	8 915	7 553
Avant dire droit	42	83	75	101	96	86	65	75	126	111
Décisions sur le fond	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 917	5 618	7 459	8 141	7 029
<i>Acceptation totale</i>	2 498	2 718	3 279	3998	4777	5344	5111	6 547	7 441	6 459
<i>Acceptation partielle</i>	243	372	326	241	305	276	162	391	283	210
<i>Rejet</i>	290	313	315	512	417	297	345	521	418	360
Autres décisions	306	291	313	462	513	605	668	1041	648	302
<i>Incompétence</i>	70	103	124	231	156	179	187	231	166	157
<i>Jonction</i>	3	-	-	-	-	-	-	-	0	0
<i>Irrecevabilité</i>	86	66	97	113	138	96	93	76	98	88
<i>Désistement</i>	34	42	47	55	108	72	64	51	79	57
Radiations	113	80	45	63	111	258	324	683	305	111
Opposition aux décisions rendues	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires civiles	77	148	50	ND	9	14	2	12	13	11
Affaires commerciales	128	68	144	ND	36	0	0	1	0	0
Ensemble	205	216	194	ND	45	14	2	13	13	11
Type de décisions*	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Contradictoire	3199	3400	4201	5120	5725	6245	5919	7692	8 310	7 214
Réputé contradictoire	10	80	32	72	220	39	45	55	80	47
Par défaut	54	217	30	59	49	66	61	145	220	181
Ensemble	3263	3697	4263	5251	5 994	6350	6 025	7 892	8 610	7 442
Décisions rédigées (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	2 406	2 934	2 507	3 644	5 328	5 891	5 517	5 540	6 248	6 498

* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 338	3 694	4 233	5213	6012	6 521	6286	8500	8 789	7442
Banfora	48	52	98	129	140	131	126	205	200	211
Bobo-Dioulasso	510	559	586	697	1006	812	941	1072	1 044	540
Bogandé	23	21	35	63	79	58	71	60	66	106
Boromo	33	38	83	65	125	117	112	175	149	156
Dédougou	128	131	112	97	131	143	154	176	173	139
Diapaga	11	26	28	30	95	77	110	67	41	72
Diébougou	-	-	-	-	77	115	165	170	205	172
Djibo	-	-	-	34	122	84	64	78	90	116
Dori	52	49	68	107	138	147	128	122	165	145
Fada N'gourma	86	78	84	103	170	142	194	184	233	373
Gaoua	60	95	84	113	179	141	136	145	204	224
Kaya	143	189	172	194	264	265	267	299	352	306
Kongoussi	96	111	86	85	172	83	71	83	74	67
Koudougou	225	234	262	301	466	680	1115	1287	1 140	703
Léo	-	-	23	109	167	126	168	95	124	78
Manga	49	103	154	189	274	247	275	285	258	325
Nouna	-	-	-	15	71	74	68	71	133	88
Orodara	-	-	-	16	58	64	91	99	56	69
Ouagadougou	1 545	1 404	1 669	2109	1264	1976	927	2610	2 567	2098
Ouahigouya	96	81	97	119	12	140	162	152	219	264
Tenkodogo	144	211	250	251	319	288	420	470	500	488
Tougan	5	35	86	76	140	122	79	82	119	125
Yako	6	106	90	125	235	231	256	236	322	279
Ziniaré	78	171	166	186	308	258	186	277	355	298

Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 031	3 403	3 920	4751	5 499	5 916	5618	7459	8378	7014
Banfora	41	50	94	117	134	128	120	198	177	203
Bobo-Dioulasso	453	449	524	620	910	631	826	1000	1 206	487
Bogandé	21	20	33	62	79	57	70	59	65	106
Boromo	30	37	83	59	123	113	102	173	147	153
Dédougou	121	124	108	89	127	135	141	173	171	137
Diapaga	11	26	28	29	92	70	89	67	41	67
Diébougou	-	-	-	-	77	112	158	167	198	166
Djibo	-	-	-	33	121	84	63	78	90	112
Dori	34	48	66	106	131	145	126	117	155	139
Fada N'gourma	81	75	83	102	164	136	190	179	227	352
Gaoua	60	93	81	112	178	122	135	141	200	221
Kaya	135	182	156	188	261	265	252	293	332	297
Kongoussi	87	97	84	80	171	82	67	79	70	64
Koudougou	211	228	245	282	426	511	890	791	869	640
Léo	-	-	21	101	155	112	149	89	123	75
Manga	48	99	154	181	260	229	261	282	257	316
Nouna	-	-	-	15	64	67	65	65	127	84
Orodara	-	-	-	15	57	56	85	91	45	63
Ouagadougou	1 375	1 288	1 486	1839	992	1860	822	2314	2 435	1982
Ouahigouya	93	75	94	111	10	133	154	152	213	240
Tenkodogo	143	206	246	224	288	273	344	382	475	447
Tougan	5	34	83	76	139	122	76	80	107	125
Yako	6	106	85	124	233	219	253	228	316	269
Ziniaré	76	166	166	186	307	254	180	261	332	269

Tableau 3.28 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	2 406	2 934	3 507	3644	5 416	5 891	5517	5 304	7 437	6498
Banfora	49	31	88	136	146	135	84	103	197	171
Bobo-Dioulasso	467	473	478	620	649	702	928	978	956	449
Bogandé	23	22	33	63	79	54	71	61	65	107
Boromo	32	38	83	0	117	107	88	165	142	151
Dédougou	108	133	102	80	103	143	141	163	157	139
Diapaga	11	26	28	30	81	70	110	67	40	70
Diébougou	-	-	-	-	72	114	165	107	89	150
Djibo	-	-	-	34	115	90	66	71	85	104
Dori	34	37	64	107	123	133	115	0	119	118
Fada N'gourma	81	78	79	91	152	114	171	142	130	303
Gaoua	56	64	44	113	69	138	107	147	202	170
Kaya	145	188	173	134	204	255	231	212	303	234
Kongoussi	106	131	79	76	161	58	62	78	70	63
Koudougou	225	234	216	273	438	531	839	839	833	606
Léo	-	-	23	106	163	113	153	94	122	70
Manga	49	103	139	56	242	281	275	248	210	280
Nouna	-	-	-	15	71	74	73	68	133	84
Orodara	-	-	-	16	65	66	90	84	52	65
Ouagadougou	739	790	1 192	979	1686	1746	770	655	2 262	1811
Ouahigouya	97	64	97	121	nd	149	145	142	204	267
Tenkodogo	126	212	247	208	213	237	306	300	486	423
Tougan	5	33	86	76	145	122	71	81	71	105
Yako	6	106	90	125	nd	221	272	232	276	260
Ziniaré	47	171	166	185	322	238	184	267	233	298

Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	11259	13348	14201	9784	12117	11071	12070	10754	13 248	13 469
Banfora	326	161	377	296	467	505	469	626	595	662
Bobo-Dioulasso	2913	2804	2200	1699	3276	2357	1738	1420	2 143	841
Bogandé	40	64	154	82	180	124	106	204	136	203
Boromo	64	163	152	162	204	397	242	277	235	254
Dédougou	366	406	729	410	369	298	421	0	538	367
Diapaga	20	104	149	165	152	132	116	52	48	77
Diébougou	-	-	-	-	140	189	253	194	239	267
Djibo	-	-	-	23	45	46	74	76	75	104
Dori	59	66	149	180	76	91	121	130	89	95
Fada N'gourma	226	224	285	321	214	300	383	336	367	326
Gaoua	195	336	345	342	305	202	175	226	241	307
Kaya	187	227	421	279	339	217	316	334	292	373
Kongoussi	76	104	254	153	189	194	236	260	299	246
Koudougou	309	324	432	440	502	452	362	400	501	710
Léo	-	-	56	47	113	96	109	285	354	252
Manga	78	95	68	158	195	265	280	344	349	572
Nouna	-	-	-	69	108	136	164	121	94	98
Orodara	-	-	-	47	89	163	90	61	125	159
Ouagadougou	5345	6756	6885	3212	3912	3531	4967	3821	4 290	5252
Ouahigouya	313	321	413	454	365	545	571	573	656	567
Tenkodogo	432	565	608	569	414	269	336	325	468	593
Tougan	260	408	227	376	240	279	200	254	518	534
Yako	17	111	117	134	59	124	135	169	185	194
Ziniaré	33	109	180	166	164	159	206	266	411	416

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2010	4044	519	266	96	12	13	4 950
	2011	4569	499	239	190	31	8	5 536
	2012	4 461	461	312	96	33	9	5 372
	2013	6 080	469	372	141	29	17	7 108
	2014	5 496	333	323	296	34	60	6 542
	2015	5 888	434	279	160	38	27	6 826
Affaires commerciales	2010	129	26	5	1	1	0	162
	2011	5	1	1	3	0	3	13
	2012	0	0	2	1	0	0	3
	2013	11	3	1	0	0	1	16
	2014	3	1	1	1	0	0	6
	2015	2	2	1	3	1	0	9
Ensemble	2010	4173	545	271	97	13	13	5 112
	2011	4574	500	240	193	31	11	5 549
	2012	4 461	461	314	97	33	9	5 375
	2013	6 091	472	373	141	29	18	7 124
	2014	5 499	334	324	297	34	60	6 548
	2015	5 890	436	280	163	39	27	6 835

Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4461	6091	5499	5888	461	472	334	434	312	373	324	279
Banfora	76	147	150	159	16	15	12	23	11	12	13	11
Bobo-Dioulasso	638	774	695	386	53	68	37	40	43	37	39	26
Bogandé	63	59	63	102	2	0	1	1	0	0	0	1
Boromo	77	151	132	142	5	12	8	2	2	4	4	4
Dédougou	103	148	151	128	11	4	6	7	9	13	12	2
Diapaga	70	62	38	70	7	0	1	2	13	2	1	0
Diébougou	131	154	179	149	17	6	6	9	14	8	6	5
Djibo	60	75	81	102	4	1	2	5	2	2	5	2
Dori	105	96	146	121	11	8	7	5	4	8	4	10
Fada N'gourma	192	177	204	310	1	4	10	26	0	2	10	8
Gaoua	131	132	185	207	0	1	3	6	0	1	6	3
Kaya	221	254	317	276	11	17	14	10	11	9	7	7
Kongoussi	69	80	62	58	0	2	3	0	2	0	4	0
Koudougou	815	724	869	540	69	85	0	36	18	27	0	28
Léo	139	85	114	71	8	3	4	3	4	3	3	0
Manga	162	244	254	307	71	3	1	5	34	21	0	3
Nouna	60	51	95	73	3	2	28	7	1	7	9	6
Orodara	66	76	37	54	11	9	6	3	6	11	3	5
Ouagadougou	375	1623	435	1431	108	181	111	154	96	174	156	90
Ouahigouya	123	133	153	222	9	4	2	15	19	3	5	6
Tenkodogo	293	306	428	365	31	22	27	36	18	19	4	27
Tougan	64	66	78	99	7	5	11	11	3	3	12	13
Yako	251	215	286	261	3	13	18	5	0	1	15	9
Ziniaré	177	259	347	255	3	7	16	23	2	6	6	13

Tableau 3.31 (suite): Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	De 1 an à moins de 2 ans				de 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	96	141	297	160	33	29	34	38	9	18	60	27
Banfora	2	3	13	5	1	1	1	2	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	3	12	12	9	10	3	6	0	4	3	4	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	4	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Dédougou	4	2	12	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Diébougou	5	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	1	6	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	5	2	0	0	1	0	0	0	0	0
Dori	3	2	4	1	2	3	0	1	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	1	10	8	0	0	1	2	0	0	1	0
Gaoua	0	1	6	3	0	0	0	1	0	0	0	0
Kaya	3	5	7	2	0	1	0	0	1	1	0	1
Kongoussi	3	0	4	1	1	0	0	2	0	0	1	1
Koudougou	2	9	0	9	4	0	0	0	1	0	0	3
Léo	3	0	3	1	10	0	0	1	0	0	1	0
Manga	5	10	0	1	1	4	0	0	0	0	0	0
Nouna	3	4	9	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	2	1	3	0	0	0	0	1	0	1	2	0
Ouagadougou	44	72	156	94	2	13	17	21	2	10	8	17
Ouahigouya	2	2	5	7	1	0	0	1	0	1	40	1
Tenkodogo	6	9	4	6	1	1	1	5	1	1	2	3
Tougan	2	3	12	2	0	0	4	0	0	0	0	0
Yako	1	1	15	1	0	1	0	1	0	0	1	0
Ziniaré	3	1	6	6	0	0	1	0	0	0	0	0

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

III.3.1.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Rectifications matérielles	4 059	4672	5427	4976	4 065	4596	6236	5657
Etat des personnes	5 652	5260	5497	3656	4 331	4270	4088	3071
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	5 497	5089	5299	3421	4 172	4109	3887	2964
<i>Adoptions</i>	97	127	146	102	93	142	131	98
<i>Naturalisations</i>	58	44	1	133	66	19	2	9
Procédures collectives	2	1	0	0	2	1	0	0
<i>Redressements</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Liquidations</i>	2	1	0	0	2	1	0	0
Autres	244	104	238	345	202	114	239	323
Ensemble	9 957	10 037	11 162	8977	8 600	8981	10592	9051

Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	9 957	10037	11 162	8 977	8 600	8981	10 592	9 051
Banfora	198	322	271	312	201	321	296	311
Bobo-Dioulasso	246	318	297	617	646	512	566	509
Bogandé	188	122	163	253	144	122	162	248
Boromo	381	319	193	291	365	345	195	280
Dédougou	300	332	407	451	331	325	379	451
Diapaga	66	144	79	70	69	172	90	72
Diébougou	159	317	330	148	153	228	348	111
Djibo	120	158	113	28	120	158	113	28
Dori	91	143	122	100	84	142	114	100
Fada N'gourma	71	37	64	58	71	35	61	56
Gaoua	319	345	401	323	308	336	395	336
Kaya	420	478	436	376	413	478	436	376
Kongoussi	187	262	269	209	191	262	269	209
Koudougou	2 465	1533	2065	707	1 021	899	1013	509
Léo	111	344	252	188	110	286	230	188
Manga	73	594	806	938	16	534	795	847
Nouna	145	119	204	148	163	120	198	143
Orodara	133	154	146	70	66	137	138	43
Ouagadougou	1 442	1342	1 343	1464	1 251	949	1 683	1200
Ouahigouya	781	705	739	948	744	705	739	948
Tenkodogo	933	544	880	0	1 066	607	791	816
Tougan	764	922	947	833	731	767	962	837
Yako	255	270	376	254	255	270	373	236
Ziniaré	109	213	259	191	81	271	246	197

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau 3.34 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Ensemble	4672	5427	4976	5260	5497	3656	1	0	0	104	238	345
Banfora	35	52	30	286	217	282	1	0	0	0	2	0
Bobo-Dioulasso	198	210	12	113	80	594	0	0	0	7	7	11
Bogandé	56	101	145	66	62	106	0	0	0	0	0	2
Boromo	172	192	291	147	1	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	140	166	200	189	241	251	0	0	0	3	0	0
Diapaga	62	22	25	82	57	45	0	0	0	0	0	0
Diébougou	115	63	79	202	267	69	0	0	0	0	0	0
Djibo	22	25	0	132	88	28	0	0	0	4	0	0
Dori	62	61	85	74	51	14	0	0	0	7	10	1
Fada N'gourma	30	61	46	7	3	12	0	0	0	0	0	0
Gaoua	188	176	94	153	224	228	0	0	0	4	1	1
Kaya	395	305	287	83	131	85	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	76	91	78	186	178	131	0	0	0	0	0	0
Koudougou	168	122	102	1353	1943	594	0	0	0	12	0	11
Léo	132	109	167	212	143	18	0	0	0	0	0	3
Manga	351	806	934	243	0	0	0	0	0	0	0	4
Nouna	40	55	37	79	149	111	0	0	0	0	0	0
Orodara	3	17	64	140	127	1	0	0	0	11	2	5
Ouagadougou	882	904	1141	441	420	194	0	0	0	19	19	129
Ouahigouya	451	445	559	254	129	223	0	0	0	0	165	166
Tenkodogo	414	795		130	83	0	0	0	0	0	2	
Tougan	460	424	371	462	520	456	0	0	0	0	3	6
Yako	176	210	193	82	157	59	0	0	0	12	9	2
Ziniaré	44	15	36	144	226	155	0	0	0	25	18	0

Tableau 3.35 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Ensemble	4596	6236	5657	4270	4088	3071	1	0	0	114	239	323
Banfora	35	60	30	285	205	281	1	0	0	0	2	0
Bobo-Dioulasso	332	395	96	173	164	402	0	0	0	7	7	11
Bogandé	56	100	145	66	62	101	0	0	0	0	0	2
Boromo	176	194	279	169	1	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	137	166	200	185	213	251	0	0	0	3	0	0
Diapaga	90	35	24	82	55	48	0	0	0	0	0	0
Diébougou	105	54	78	123	294	33	0	0	0	0	0	0
Djibo	22	25	0	132	88	28	0	0	0	4	0	0
Dori	62	57	85	74	50	14	0	0	0	6	7	1
Fada N'gourma	30	61	46	5	0	10	0	0	0	0	0	0
Gaoua	184	172	99	149	222	237	0	0	0	3	1	0
Kaya	395	305	287	83	131	85	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	76	91	78	186	178	131	0	0	0	0	0	0
Koudougou	134	167	96	756	846	402	0	0	0	9	0	11
Léo	132	109	167	154	121	18	0	0	0	0	0	3
Manga	293	795	843	241	0	0	0	0	0	0	0	4
Nouna	40	55	37	80	143	106	0	0	0	0	0	0
Orodara	9	17	42	122	120	1	0	0	0	6	1	0
Ouagadougou	836	1568	1026	99	101	63	0	0	0	14	14	111
Ouahigouya	451	445	559	254	129	223	0	0	0	0	165	166
Tenkodogo	385	698	813	222	93	0	0	0	0	0	0	3
Tougan	425	442	398	342	517	433	0	0	0	0	3	6
Yako	176	210	179	82	154	56	0	0	0	12	9	1
Ziniaré	15	15	50	206	201	147	0	0	0	50	30	0

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.36 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668
Crimes et délits contre les particuliers dont	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	557	534	641	623	407	445	700	646	501	343
<i>Coups et blessures volontaires</i>	598	643	718	786	717	761	791	757	738	651
<i>Vols aggravés</i>	180	121	135	180	147	125	153	191	209	229
<i>Homicides volontaires, empoisonnement</i>	136	114	151	135	123	90	115	121	130	117
<i>Viols</i>	148	137	147	189	179	115	164	187	181	171
<i>Coups mortels</i>	142	74	98	98	96	81	95	80	69	66
<i>Assassinats</i>	86	59	71	84	70	86	93	106	107	111
Crimes et délits contre les biens dont	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135	5 714	5 820	5 598	5 065
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273	4 363	4 351	3 817
<i>Abus de confiance</i>	536	643	740	803	833	722	796	798	732	707
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	201	227	248	292	332	328	370	349	268	301
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs dont	353	475	601	693	801	481	598	588	670	589
<i>Stupéfiants</i>	159	230	249	327	344	155	176	251	275	221
<i>Enlèvements d'enfants</i>	48	65	58	103	139	106	139	121	139	126
<i>Trafic d'enfants</i>	21	22	38	11	19	14	17	13	4	6
<i>Mutilations génitales féminines</i>	26	28	38	32	20	23	28	34	24	29
<i>Attentats aux mœurs</i>	23	44	90	120	123	73	95	65	90	96
Crimes et délits contre la chose publique dont	380	360	418	578	562	305	525	527	583	478
<i>Faux et usage de faux</i>	155	154	163	271	261	93	235	189	249	190
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	39	24	21	37	29	25	33	63	25	31
<i>Association de malfaiteurs</i>	57	27	42	51	13	22	38	39	96	23
Infractions en matière d'armes et munitions	103	96	97	95	81	70	87	111	79	93
Contraventions	101	80	57	39	59	27	7	1	5	2
Infractions en matière de code de la route	-	177	221	232	568	516	287	211	260	161

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 3.37 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668
Banfora	215	354	423	488	531	381	519	520	428	527
Bobo-Dioulasso	921	1 073	1 106	1109	1095	957	844	918	724	674
Bogandé	181	194	201	233	241	218	282	270	316	302
Boromo	351	281	358	438	326	383	423	372	342	257
Dédougou	302	302	425	396	364	373	343	336	371	324
Diapaga	43	143	151	173	201	160	189	176	158	198
Diébougou	-	-	-	-	14	143	228	224	279	222
Djibo	-	-	-	245	210	199	184	175	211	222
Dori	300	242	381	396	317	265	315	333	321	288
Fada N'gourma	374	364	380	507	522	363	505	429	355	418
Gaoua	413	434	440	457	480	259	268	220	292	278
Kaya	318	454	446	512	361	335	324	329	405	208
Kongoussi	274	186	325	189	145	101	128	148	108	118
Koudougou	531	452	467	123	638	559	622	775	724	465
Léo	-	-	89	261	184	160	288	276	254	252
Manga	276	336	368	386	356	298	352	353	385	230
Nouna	-	-	-	61	139	124	169	177	102	133
Orodara	-	-	-	99	135	147	179	147	148	160
Ouagadougou	1 909	2 219	2 589	2806	2787	2317	2556	2418	2455	2271
Ouahigouya	231	222	261	277	292	232	230	285	346	343
Tenkodogo	576	596	739	851	789	420	817	758	553	409
Tougan	157	139	152	222	216	171	148	106	117	87
Yako	26	142	124	175	151	63	60	79	106	151
Ziniaré	126	162	162	164	202	143	213	207	204	131

Tableau 3.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	2 154	2 145	2 595	2767	2 654	2237	2968	2773	2509	2280
Banfora	51	129	179	143	126	129	235	158	111	168
Bobo-Dioulasso	230	275	281	308	237	178	226	249	185	108
Bogandé	55	53	53	55	59	49	70	78	68	134
Boromo	152	86	103	130	69	69	154	145	88	52
Dédougou	87	92	95	106	99	144	105	93	74	95
Diapaga	13	48	54	67	62	55	77	63	43	49
Diébougou	-	-	-	-	5	46	87	93	98	82
Djibo	-	-	-	136	89	80	67	68	80	103
Dori	110	90	146	132	87	83	126	116	121	83
Fada N'gourma	142	111	120	143	133	105	133	146	140	157
Gaoua	78	138	141	133	163	67	87	83	97	86
Kaya	92	115	101	119	62	62	73	71	89	39
Kongoussi	138	61	122	70	47	15	46	47	33	30
Koudougou	144	120	150	28	219	226	242	264	208	82
Léo	-	-	18	64	28	43	90	72	49	88
Manga	52	42	62	91	84	61	88	95	116	52
Nouna	-	-	-	29	61	45	56	53	26	42
Orodara	-	-	-	25	38	41	61	45	49	61
Ouagadougou	512	465	580	512	513	452	584	473	485	474
Ouahigouya	54	52	52	81	68	61	55	65	64	86
Tenkodogo	163	155	230	211	208	121	187	180	160	113
Tougan	37	30	30	71	70	34	39	24	24	19
Yako	10	50	28	79	57	10	14	29	43	33
Ziniaré	34	33	50	34	70	61	66	63	58	44

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4 433	4 962	5 598	6164	5 971	5 135	5 714	5820	5598	5065
Banfora	132	206	182	304	258	206	213	253	247	301
Bobo-Dioulasso	554	622	610	636	663	541	534	578	434	440
Bogandé	112	117	119	130	143	148	164	156	157	141
Boromo	139	150	199	240	174	189	230	193	190	168
Dédougou	176	163	261	214	187	189	199	183	214	179
Diapaga	23	58	74	79	97	77	79	76	76	103
Diébougou	-	-	-	-	8	88	109	118	146	125
Djibo	-	-	-	84	87	103	97	100	110	105
Dori	162	123	175	206	162	134	154	176	172	179
Fada N'gourma	188	203	215	271	259	196	245	211	166	188
Gaoua	266	218	238	243	221	147	151	120	171	149
Kaya	183	256	282	314	234	228	209	229	246	139
Kongoussi	117	104	150	110	72	71	64	75	65	71
Koudougou	337	281	275	78	340	293	329	443	404	310
Léo	-	-	62	170	125	97	161	152	160	133
Manga	182	240	252	239	218	203	220	216	215	143
Nouna	-	-	-	28	61	67	99	98	51	59
Orodara	-	-	-	50	55	76	83	89	68	72
Ouagadougou	1 168	1 455	1 676	1793	1674	1532	1 531	1 531	1 552	1384
Ouahigouya	148	137	170	155	139	134	134	178	231	219
Tenkodogo	365	377	412	544	509	227	491	430	282	239
Tougan	96	100	97	101	113	90	88	68	73	57
Yako	11	60	51	70	67	38	29	40	46	85
Ziniaré	74	92	98	105	105	61	101	107	122	76

Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 582	3 921	4 510	4888	4615	3945	4273	4 363	4 351	3 817
Banfora	90	148	126	217	164	122	115	162	192	157
Bobo-Dioulasso	435	438	434	471	506	414	392	441	337	352
Bogandé	96	104	112	10	121	137	152	144	141	127
Boromo	113	129	166	179	137	146	142	144	147	126
Dédougou	145	118	203	164	146	130	140	142	160	117
Diapaga	16	40	59	62	72	54	54	59	63	69
Diébougou	-	-	-	-	3	78	93	82	121	99
Djibo	-	-	-	64	72	78	68	77	82	94
Dori	117	84	140	159	126	104	112	138	147	155
Fada N'gourma	151	164	177	241	210	159	208	145	112	143
Gaoua	214	179	194	191	175	118	108	89	124	103
Kaya	175	200	251	277	209	178	176	200	225	132
Kongoussi	103	92	121	92	62	61	51	58	56	55
Koudougou	265	228	220	69	274	209	214	277	252	209
Léo	-	-	59	145	109	78	131	129	141	114
Manga	155	209	219	189	173	170	182	155	168	113
Nouna	-	-	-	23	39	45	62	70	40	42
Orodara	-	-	-	23	35	55	49	62	51	49
Ouagadougou	922	1 125	1 321	1418	1254	1179	1154	1 153	1 189	1023
Ouahigouya	127	117	152	117	116	96	102	142	189	174
Tenkodogo	301	332	340	426	385	175	388	320	219	200
Tougan	82	84	85	79	86	77	68	55	60	43
Yako	11	53	46	60	52	31	24	32	33	53
Ziniaré	64	77	85	102	89	51	88	87	102	68

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	353	475	601	693	801	481	598	588	670	589
Banfora	14	7	43	21	19	21	27	20	30	41
Bobo-Dioulasso	51	53	70	56	70	55	57	54	56	66
Bogandé	8	13	18	17	20	9	33	27	26	13
Boromo	11	12	23	24	22	17	16	15	13	23
Dédougou	7	10	24	19	22	23	18	15	21	7
Diapaga	3	10	11	15	25	13	11	15	11	12
Diébougou	-	-	-	-	0	3	12	7	18	9
Djibo	-	-	-	11	8	11	5	4	15	8
Dori	6	10	16	23	32	15	14	17	19	15
Fada N'gourma	14	26	22	38	54	36	48	30	38	37
Gaoua	22	28	19	29	35	16	20	4	6	16
Kaya	21	28	26	25	32	20	18	14	37	20
Kongoussi	6	4	17	5	12	4	13	10	4	8
Koudougou	21	32	25	5	40	21	23	30	30	18
Léo	-	-	6	21	11	5	21	29	21	13
Manga	18	21	21	18	13	1	19	16	23	15
Nouna	-	-	-	0	9	6	8	8	10	9
Orodara	-	-	-	12	5	3	14	6	10	11
Ouagadougou	92	140	172	236	301	149	144	179	199	166
Ouahigouya	13	9	20	25	14	7	18	12	19	21
Tenkodogo	23	32	41	55	37	23	41	51	41	29
Tougan	9	4	15	17	9	16	7	7	11	6
Yako	4	11	2	9	5	2	4	5	6	17
Ziniaré	10	25	10	12	6	5	7	13	6	9

Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	380	360	418	578	562	305	525	527	583	478
Banfora	13	9	13	18	42	17	37	47	25	17
Bobo-Dioulasso	34	44	80	66	59	62	18	31	37	27
Bogandé	3	6	7	23	10	5	1	5	64	14
Boromo	9	17	10	16	11	17	11	14	9	10
Dédougou	11	8	12	13	19	13	12	9	24	13
Diapaga	1	7	4	7	8	8	16	19	22	30
Diébougou	-	-	-	-	0	2	9	5	16	5
Djibo	-	-	-	8	10	2	2	1	4	5
Dori	19	13	24	21	18	15	17	16	5	8
Fada N'gourma	19	13	13	33	21	14	39	16	11	18
Gaoua	35	9	9	26	23	8	5	4	10	14
Kaya	18	22	22	28	15	10	21	14	30	6
Kongoussi	12	4	11	3	11	7	3	5	4	0
Koudougou	21	12	12	7	32	15	23	26	46	30
Léo	-	-	2	2	8	4	12	13	10	4
Manga	15	15	17	25	13	3	18	19	10	9
Nouna	-	-	-	1	5	2	6	11	5	10
Orodara	-	-	-	5	23	6	10	3	11	8
Ouagadougou	122	131	138	201	162	44	214	185	179	208
Ouahigouya	13	16	9	15	15	11	10	15	11	9
Tenkodogo	18	19	20	26	35	23	21	48	35	20
Tougan	11	4	8	20	10	10	6	6	4	2
Yako	1	3	6	10	4	3	7	5	7	9
Ziniaré	5	8	1	4	8	4	7	10	4	2

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau 3.43 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8771	10 186	10 031	9 704	8 668
Chambre correctionnelle	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6534	7 303	7288	6988	6551
<i>Flagrants délits</i>	4 088	4 617	5 070	6 077	5653	4594	5209	5541	5497	5319
<i>Citations directes</i>	1 547	1 713	2 072	1764	1914	1940	2094	1747	1491	1232
Renvois à l'instruction	1 020	755	968	1 112	822	875	914	992	1076	908
Affaires classées sans suite	869	1 210	1 477	1 615	2307	1362	1 969	1751	1640	1209

Tableau 3.44 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 635	6 330	7 142	7841	7567	6534	7303	7288	6988	6551
Banfora	170	238	263	328	268	239	299	367	280	348
Bobo-Dioulasso	711	767	764	764	805	686	694	828	548	503
Bogandé	125	137	149	173	192	192	259	230	223	218
Boromo	219	196	260	272	194	219	265	248	235	208
Dédougou	224	220	262	308	305	280	247	240	258	166
Diapaga	36	126	115	132	180	120	133	94	114	153
Diébougou	-	-	-	-	12	124	197	192	231	172
Djibo	-	-	-	107	122	142	123	131	135	135
Dori	186	135	201	235	183	188	221	232	280	268
Fada N'gourma	297	294	297	398	365	259	363	294	239	280
Gaoua	269	278	269	320	338	175	178	171	196	205
Kaya	240	308	341	404	304	321	262	270	341	180
Kongoussi	129	137	221	142	117	94	111	93	75	79
Koudougou	411	362	360	93	481	320	269	343	350	281
Léo	-	-	74	218	165	139	214	231	170	166
Manga	235	263	263	268	242	220	256	229	258	208
Nouna	-	-	-	45	96	90	114	116	62	81
Orodara	-	-	-	70	81	105	112	133	96	96
Ouagadougou	1 478	1 855	2 150	2 291	2074	1885	1 900	1826	1930	1873
Ouahigouya	175	174	239	227	181	168	168	222	297	293
Tenkodogo	483	525	561	661	541	285	564	492	354	348
Tougan	129	132	140	154	127	124	120	87	106	78
Yako	16	97	96	86	63	40	48	48	45	100
Ziniaré	102	86	117	145	131	119	186	171	165	112

Tableau 3.45 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4 088	4 617	5 070	6 077	5653	4594	5 209	5541	5497	5319
Banfora	116	162	94	242	170	158	170	211	193	171
Bobo-Dioulasso	565	549	570	611	648	457	498	624	417	502
Bogandé	100	115	124	154	157	168	213	178	185	183
Boromo	118	167	223	244	172	187	201	223	201	200
Dédougou	151	127	187	188	177	152	157	154	171	119
Diapaga	22	55	82	101	111	86	89	80	96	137
Diébougou	-	-	-	-	0	98	113	123	162	133
Djibo	-	-	-	74	88	109	101	108	90	98
Dori	126	111	158	196	152	137	156	167	203	209
Fada N'gourma	191	222	246	313	281	227	280	247	202	248
Gaoua	224	217	217	263	234	132	129	116	141	158
Kaya	213	250	296	326	283	257	231	260	303	174
Kongoussi	96	99	157	113	98	78	92	74	68	70
Koudougou	298	254	252	79	340	199	184	228	257	268
Léo	-	-	67	181	140	94	140	166	148	130
Manga	187	204	210	201	192	184	206	200	226	190
Nouna	-	-	-	33	65	54	70	91	53	63
Orodara	-	-	-	47	59	57	66	93	84	61
Ouagadougou	979	1 287	1 335	1723	1491	1219	1354	1421	1517	1453
Ouahigouya	139	134	200	169	124	114	121	185	242	224
Tenkodogo	368	424	397	516	427	215	404	371	304	299
Tougan	98	96	111	115	105	112	94	79	83	61
Yako	12	75	59	78	44	37	29	34	35	81
Ziniaré	85	69	85	110	95	63	111	108	116	87

Tableau 3.46: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 547	1 713	2 072	1764	1914	1940	2 094	1747	1491	1232
Banfora	54	76	169	86	98	81	129	156	87	177
Bobo-Dioulasso	146	218	194	153	157	229	196	204	131	1
Bogandé	25	22	25	19	35	24	46	52	38	35
Boromo	101	29	37	28	22	32	64	25	34	8
Dédougou	73	93	75	120	128	128	90	86	87	47
Diapaga	14	71	33	31	69	34	44	14	18	16
Diébougou	-	-	-	-	12	26	84	69	69	39
Djibo	-	-	-	33	34	33	22	23	45	37
Dori	60	24	43	39	31	51	65	65	77	59
Fada N'gourma	106	72	51	85	84	32	83	47	37	32
Gaoua	45	61	52	57	104	43	49	55	55	47
Kaya	27	58	45	78	21	64	31	10	38	6
Kongoussi	33	38	64	29	19	16	19	19	7	9
Koudougou	113	108	108	14	141	121	85	115	93	13
Léo	-	-	7	37	25	45	74	65	22	36
Manga	48	59	53	67	50	36	50	29	32	18
Nouna	-	-	-	12	31	36	44	25	9	18
Orodara	-	-	-	23	22	48	46	40	12	35
Ouagadougou	499	568	815	568	583	666	546	405	413	420
Ouahigouya	36	40	39	58	57	54	47	37	55	69
Tenkodogo	115	101	164	145	114	70	160	121	50	49
Tougan	31	36	29	39	22	12	26	8	23	17
Yako	4	22	37	8	19	3	19	14	10	19
Ziniaré	17	17	32	35	36	56	75	63	49	25

Tableau 3.47: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 020	755	968	1112	822	875	914	992	1076	908
Banfora	33	38	30	52	38	26	36	25	40	61
Bobo-Dioulasso	74	87	98	74	71	53	53	57	55	56
Bogandé	30	35	39	49	23	26	23	32	93	58
Boromo	69	32	21	24	21	30	21	32	21	21
Dédougou	40	25	34	28	25	32	33	42	42	26
Diapaga	5	9	20	17	19	15	38	19	26	25
Diébougou	-	-	-	-	2	19	22	21	29	28
Djibo	-	-	-	104	14	15	12	15	19	18
Dori	35	25	29	25	21	27	26	23	17	19
Fada N'gourma	54	43	58	62	60	42	26	43	61	55
Gaoua	34	37	52	42	35	19	21	12	30	29
Kaya	52	53	55	54	22	9	22	31	34	23
Kongoussi	123	19	36	21	17	7	9	20	11	4
Koudougou	38	32	52	18	61	49	61	59	40	27
Léo	-	-	13	24	15	17	42	43	41	23
Manga	35	27	35	37	35	26	38	33	30	22
Nouna	-	-	-	8	10	12	18	15	13	7
Orodara	-	-	-	17	20	18	21	14	25	23
Ouagadougou	275	163	260	323	180	354	280	300	330	285
Ouahigouya	19	19	10	26	32	20	14	22	13	4
Tenkodogo	76	61	84	59	61	20	56	75	63	56
Tougan	9	5	8	10	9	7	8	14	9	9
Yako	8	28	23	20	15	8	7	9	12	10
Ziniaré	11	17	11	18	16	24	27	36	22	19

Tableau 3.48 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	869	1 210	1 477	1615	2307	1362	1 969	1751	1640	1209
Banfora	12	78	130	108	225	116	184	128	108	118
Bobo-Dioulasso	136	219	244	271	219	218	97	33	121	115
Bogandé	26	22	13	11	26	0	0	8	0	26
Boromo	63	53	77	142	111	134	137	92	86	28
Dédougou	38	57	129	60	34	61	63	54	71	132
Diapaga	2	8	16	24	2	25	18	63	18	20
Diébougou	-	-	-	-	0	0	9	11	19	22
Djibo	-	-	-	34	74	42	49	29	57	69
Dori	79	82	151	136	113	50	68	78	24	1
Fada N'gourma	23	27	25	47	97	62	116	92	55	83
Gaoua	110	119	119	95	107	65	69	37	66	44
Kaya	26	93	50	54	35	5	40	28	30	5
Kongoussi	22	30	68	26	11	0	8	35	22	35
Koudougou	82	58	55	12	96	190	292	373	334	157
Léo	-	-	2	19	4	4	32	2	43	63
Manga	6	46	70	81	79	52	58	91	97	0
Nouna	-	-	-	8	33	22	37	46	27	45
Orodara	-	-	-	12	34	24	46	0	27	41
Ouagadougou	156	201	179	192	533	78	376	292	195	113
Ouahigouya	37	29	12	24	79	44	48	41	36	46
Tenkodogo	17	10	94	131	187	115	197	191	136	5
Tougan	19	2	4	58	80	40	20	5	2	0
Yako	2	17	5	69	73	15	5	22	49	41
Ziniaré	13	59	34	1	55	0	0	0	17	0

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Mineurs impliqués	252	365	558	503	331	325	384	366	394	334
Mineurs renvoyés en flagrant délit	167	256	317	357	233	255	268	223	298	284
Mineurs renvoyés en citation directe	45	53	147	54	33	18	38	55	231	21
Mineurs renvoyés à l'instruction	24	28	34	44	27	25	24	40	26	18
Mineurs relaxés après classement sans suite	16	28	60	48	38	27	54	48	24	11
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	139	222	448	315	93	125	248	204	243	270

Tableau 3.50 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	252	365	558	502	326	323	384	366	394	334
Banfora	6	14	11	12	6	9	11	12	10	13
Bobo-Dioulasso	11	36	69	29	9	6	33	48	28	50
Bogandé	6	16	11	13	2	2	20	14	20	12
Boromo	12	8	16	19	8	13	10	9	6	9
Dédougou	14	11	30	22	13	0	20	25	10	2
Diapaga	5	5	3	7	14	0	1	1	5	2
Diébougou	-	-	-	-	-	5	6	13	7	10
Djibo	-	-	-	13	10	25	8	8	9	1
Dori	14	15	25	28	12	17	19	18	18	23
Fada N'gourma	16	16	27	33	22	16	13	17	15	26
Gaoua	33	32	19	12	16	14	13	13	14	17
Kaya	8	19	39	41	15	23	20	13	48	25
Kongoussi	-	13	17	12	16	0	12	13	6	5
Koudougou	26	7	16	15	38	17	43	36	37	34
Léo	-	-	2	13	11	8	4	9	6	11
Manga	18	4	9	15	19	40	27	9	16	13
Nouna	-	-	-	2	7	7	8	13	10	1
Orodara	-	-	-	6	10	13	5	0	14	1
Ouagadougou	18	79	83	128	29	48	37	43	58	35
Ouahigouya	13	32	5	4	15	23	9	8	14	7
Tenkodogo	33	39	10	30	26	18	41	28	21	17
Tougan	12	4	152	9	14	8	16	3	7	2
Yako	2	3	4	13	5	5	2	5	2	9
Ziniaré	5	12	10	26	9	6	6	8	13	9

III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau 3.51 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401
Flagrants délits	4 353	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668
Citations directes	919	942	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733

Jugements rendus selon le type de décision	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401
Contradictoire	4 827	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300
Réputé contradictoire				10	1	7	16	2	1	0
Défaut	324	186	234	186	112	129	154	425	110	68
Autre	121	64	216	31	14	15	2	5	10	33

Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401
Délits contre la chose publique	224	214	201	327	300	208	264	370	298	216
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	78	78	73	130	129	73	108	126	129	91
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	5	8	2	60	12	3	7	2	4	2
Délits contre les particuliers	928	858	1 014	1 038	963	829	1 262	1 404	1 114	1 059
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	504	472	479	576	548	480	558	599	538	430
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	305	237	336	267	206	168	445	472	221	218
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	271	337	432	511	514	370	375	464	486	404
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	149	197	207	262	244	132	134	216	237	189
<i>Mutilations génitales féminines</i>	24	25	33	33	18	22	21	32	19	19
Délits contre les biens	3 717	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281	4 415	4 504	3 533
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	3 082	3 072	3 685	4 109	3 881	3 356	3 506	3 615	3 771	2 975
<i>Abus de confiance</i>	434	422	514	527	540	494	533	555	550	415
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	128	119	145	183	127	104	190	186	132	104
Délits en matière d'armes et de munitions	88	80	79	89	69	54	66	90	74	77
Infractions non déterminées	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	99	59	112	236	292	166	216	243	112

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.52 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 272	5 247	6 183	6954	6686	5755	6414	6 959	6 719	5 401
Banfora	253	284	231	330	247	270	316	280	335	258
Bobo-Dioulasso	915	730	808	652	695	516	654	939	709	369
Bogandé	116	114	150	170	187	191	238	215	200	246
Boromo	159	214	257	297	251	212	238	256	248	190
Dédougou	195	208	349	285	245	217	252	309	254	152
Diapaga	23	75	101	121	157	112	99	59	81	155
Diébougou	-	-	-	-	0	124	184	182	232	154
Djibo	-	-	-	89	135	128	127	131	122	115
Dori	179	144	168	228	197	142	204	218	231	224
Fada N'gourma	240	237	277	314	282	217	294	305	212	231
Gaoua	312	268	303	288	290	187	172	181	158	182
Kaya	230	269	349	390	289	281	254	294	284	163
Kongoussi	121	144	222	139	108	100	97	87	81	64
Koudougou	346	301	331	463	520	327	407	328	374	275
Léo	-	-	60	173	151	108	190	179	193	161
Manga	228	253	293	256	246	227	241	219	219	199
Nouna	-	-	-	39	79	85	94	126	65	75
Orodara	-	-	-	65	92	96	90	102	89	92
Ouagadougou	1 105	1 096	1 175	1436	1686	1364	1312	1602	1743	1210
Ouahigouya	173	178	238	197	nd	151	157	195	264	210
Tenkodogo	474	453	591	615	500	423	468	443	334	337
Tougan	112	126	125	143	146	145	120	91	86	75
Yako	0	77	54	75	58	49	47	47	43	91
Ziniaré	91	76	101	189	125	83	159	171	162	173

Tableau 3.53 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4 353	4 305	5 097	5849	5619	4 686	4 941	5411	5625	4668
Banfora	157	176	169	227	167	155	173	186	205	168
Bobo-Dioulasso	629	573	652	564	622	446	545	601	594	369
Bogandé	101	101	130	150	155	181	224	186	163	190
Boromo	131	174	224	258	208	186	198	225	201	174
Dédougou	161	133	210	192	176	132	161	156	179	118
Diapaga	18	49	87	99	112	81	80	50	79	151
Diébougou	-	-	-	-	0	98	111	113	161	131
Djibo	-	-	-	74	102	98	104	111	94	84
Dori	157	125	144	194	159	113	146	151	194	146
Fada N'gourma	187	200	246	292	258	208	255	253	194	217
Gaoua	273	215	236	248	234	129	121	122	137	152
Kaya	198	217	296	325	272	248	208	251	267	152
Kongoussi	94	110	194	121	98	86	80	73	76	59
Koudougou	273	244	234	358	349	207	203	224	253	220
Léo	-	-	58	160	140	95	150	145	164	141
Manga	204	228	231	193	205	190	195	201	198	178
Nouna	-	-	-	29	57	53	66	94	54	63
Orodara	-	-	-	36	69	60	56	75	75	76
Ouagadougou	1 010	973	1 058	1341	1552	1206	1 109	1424	1586	1113
Ouahigouya	172	149	209	179	nd	135	119	171	227	189
Tenkodogo	396	398	469	517	421	355	401	367	303	327
Tougan	112	105	114	112	115	125	100	88	75	62
Yako	0	70	49	69	54	35	33	35	33	81
Ziniaré	80	65	87	111	94	64	103	109	113	107

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	919	942	1 086	1105	1067	1 069	1 473	1548	1094	733
Banfora	96	108	62	103	80	115	143	94	130	90
Bobo-Dioulasso	286	157	156	88	73	70	109	338	115	0
Bogandé	15	13	20	20	32	10	14	29	37	56
Boromo	28	40	33	39	43	26	40	31	47	16
Dédougou	34	75	139	93	69	85	91	153	75	34
Diapaga	5	26	14	22	45	31	19	9	2	4
Diébougou	-	-	-	-	0	26	73	69	71	23
Djibo	-	-	-	15	33	30	23	20	28	31
Dori	22	19	24	34	38	29	58	67	37	78
Fada N'gourma	53	37	31	22	24	9	39	52	18	14
Gaoua	39	53	67	40	56	58	51	59	21	30
Kaya	32	52	53	65	17	33	46	43	17	11
Kongoussi	27	34	28	18	10	14	17	14	5	5
Koudougou	73	57	97	105	171	120	204	104	121	55
Léo	-	-	2	13	11	13	40	34	29	20
Manga	24	25	62	63	41	37	46	18	21	21
Nouna	-	-	-	10	22	32	28	32	11	12
Orodara	-	-	-	29	23	36	34	27	14	16
Ouagadougou	95	123	117	95	134	158	203	178	157	97
Ouahigouya	1	29	29	18	nd	16	38	24	37	21
Tenkodogo	78	55	122	98	79	68	67	76	31	10
Tougan	0	21	11	31	31	20	20	3	11	13
Yako	0	7	5	6	4	14	14	12	10	10
Ziniaré	11	11	14	78	31	19	56	62	49	66

Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4 827	4 997	5 733	6727	6559	5 604	6 242	6527	6598	5300
Banfora	196	215	217	323	229	240	277	248	304	230
Bobo-Dioulasso	674	659	767	645	695	516	637	712	696	369
Bogandé	116	106	146	163	186	190	229	214	189	243
Boromo	153	201	256	270	223	210	238	254	244	187
Dédougou	192	207	274	284	244	214	243	253	252	152
Diapaga	23	72	98	114	157	112	99	59	81	155
Diébougou	-	-	-	-	0	120	184	182	232	154
Djibo	-	-	-	89	133	126	127	128	121	114
Dori	179	130	160	227	176	140	195	200	231	224
Fada N'gourma	232	234	263	314	281	216	293	300	212	231
Gaoua	307	259	275	277	284	176	165	177	158	174
Kaya	225	258	330	381	285	280	247	267	279	163
Kongoussi	121	143	213	139	108	99	97	87	81	64
Koudougou	332	300	298	428	503	261	357	283	345	261
Léo	-	-	60	173	151	108	186	179	187	155
Manga	220	251	281	249	243	224	239	217	218	199
Nouna	-	-	-	37	79	83	94	123	61	75
Orodara	-	-	-	65	91	96	90	102	89	79
Ouagadougou	1 027	1 074	1 012	1412	1678	1360	1309	1602	1737	1207
Ouahigouya	166	171	238	197	nd	148	155	193	264	210
Tenkodogo	461	445	577	562	491	415	463	442	331	337
Tougan	112	126	121	140	144	138	120	91	86	68
Yako	0	76	52	75	58	49	46	46	43	91
Ziniaré	91	70	95	163	120	83	152	168	157	158

Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	324	186	234	186	112	129	154	425	110	68
Banfora	56	63	14	7	15	30	39	32	30	22
Bobo-Dioulasso	200	45	41	6	0	0	5	226	12	0
Bogandé	0	7	3	5	0	1	7	1	11	3
Boromo	6	13	1	27	28	2	0	2	4	3
Dédougou	3	1	75	1	1	0	9	55	2	0
Diapaga	0	1	2	3	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Djibo	-	-	-	0	2	2	0	3	1	1
Dori	0	0	0	1	20	2	9	18	0	0
Fada N'gourma	8	3	0	0	1	0	1	4	0	0
Gaoua	3	9	28	9	6	8	7	0	0	0
Kaya	4	6	9	8	2	1	7	27	4	0
Kongoussi	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0
Koudougou	14	0	33	35	17	65	50	45	25	14
Léo	-	-	0	0	0	0	1	0	6	6
Manga	3	1	6	7	2	3	2	2	1	0
Nouna	-	-	-	0	0	2	0	3	2	0
Orodara	-	-	-	0	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	7	15	2	3	4	4	3	0	5	3
Ouahigouya	7	7	0	0	nd	0	1	2	0	0
Tenkodogo	13	8	14	45	8	7	5	1	2	0
Tougan	0	0	4	3	2	1	0	0	0	1
Yako	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0
Ziniaré	0	6	1	26	3	0	7	3	5	15

Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	928	858	1 014	1038	963	829	1262	1404	1114	1059
Banfora	80	68	45	53	37	45	89	79	85	58
Bobo-Dioulasso	169	136	116	64	53	47	113	205	118	38
Bogandé	29	14	22	24	21	25	32	29	29	70
Boromo	29	41	46	50	41	26	56	79	56	30
Dédougou	36	47	90	69	51	50	63	85	56	32
Diapaga	4	23	24	25	39	34	26	11	10	44
Diébougou	-	-	-	-	0	30	47	53	64	32
Djibo	-	-	-	26	45	51	48	36	31	31
Dori	64	39	35	47	33	23	60	64	53	61
Fada N'gourma	58	51	42	44	46	27	38	50	29	75
Gaoua	43	52	52	45	61	34	41	56	36	43
Kaya	41	40	54	55	28	35	37	52	29	25
Kongoussi	24	39	57	25	20	13	26	23	17	10
Koudougou	69	53	73	94	108	40	132	57	71	47
Léo	-	-	5	26	16	12	13	33	31	34
Manga	27	16	35	50	32	32	38	29	29	51
Nouna	-	-	-	9	15	18	23	23	16	11
Orodara	-	-	-	18	17	20	20	24	23	30
Ouagadougou	97	100	111	95	174	119	185	245	219	168
Ouahigouya	28	32	36	30	nd	23	29	23	38	38
Tenkodogo	94	59	130	95	61	68	63	75	38	70
Tougan	16	15	15	23	32	28	24	12	9	8
Yako	0	19	11	13	8	10	7	10	9	10
Ziniaré	20	14	15	58	25	19	52	51	18	43

Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 717	3 659	4 398	4868	4604	4002	4281	4415	4504	3533
Banfora	148	186	160	227	160	148	165	159	198	159
Bobo-Dioulasso	587	489	593	491	531	388	467	577	475	265
Bogandé	81	88	113	128	145	152	173	154	142	151
Boromo	110	142	171	208	161	154	160	145	154	134
Dédougou	125	136	223	178	159	122	149	179	169	104
Diapaga	14	37	61	72	86	62	64	35	60	89
Diébougou	-	-	-	-	0	85	113	86	140	106
Djibo	-	-	-	53	73	66	71	89	79	74
Dori	99	94	111	149	136	92	124	122	147	125
Fada N'gourma	164	151	192	226	177	153	181	172	146	115
Gaoua	216	165	205	197	179	120	114	108	116	119
Kaya	164	190	251	286	222	208	185	211	210	116
Kongoussi	92	101	141	104	68	77	59	50	60	47
Koudougou	245	214	227	331	315	195	210	193	220	178
Léo	-	-	52	127	119	91	141	116	127	112
Manga	163	194	226	170	179	169	170	160	153	116
Nouna	-	-	-	25	44	50	66	80	37	48
Orodara	-	-	-	35	42	65	52	68	53	49
Ouagadougou	885	801	896	1046	1216	1020	965	1078	1214	844
Ouahigouya	127	126	170	135	nd	107	103	138	185	133
Tenkodogo	351	343	405	436	367	304	353	301	229	224
Tougan	86	94	85	81	95	88	74	72	60	57
Yako	0	49	40	50	48	34	28	28	28	61
Ziniaré	60	59	76	113	82	52	94	94	102	107

Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	271	337	432	511	514	370	375	464	486	404
Banfora	9	10	13	16	2	32	20	2	17	18
Bobo-Dioulasso	50	57	50	37	50	29	36	58	51	45
Bogandé	3	7	9	14	16	7	28	19	12	17
Boromo	8	4	15	17	14	11	11	13	10	13
Dédougou	9	7	19	11	9	12	14	10	9	3
Diapaga	3	5	11	14	23	6	6	7	7	8
Diébougou	-	-	-	-	0	3	9	6	13	11
Djibo	-	-	-	3	7	7	3	3	7	5
Dori	12	6	11	17	14	11	6	15	19	20
Fada N'gourma	15	15	24	26	34	23	33	20	20	28
Gaoua	17	21	22	21	21	11	8	4	4	10
Kaya	12	15	21	21	20	21	11	19	22	13
Kongoussi	2	2	16	7	8	3	9	7	2	6
Koudougou	18	13	13	15	31	12	14	20	9	6
Léo	-	-	3	17	6	5	17	18	12	10
Manga	16	17	18	15	9	5	9	11	13	14
Nouna	-	-	-	0	6	6	1	6	3	7
Orodara	-	-	-	6	13	1	8	6	7	8
Ouagadougou	58	110	125	159	184	113	78	167	180	103
Ouahigouya	9	6	15	19	nd	8	14	7	19	18
Tenkodogo	15	30	23	51	35	26	23	30	35	23
Tougan	6	5	16	10	10	15	8	3	8	6
Yako	0	6	1	6	1	0	4	4	1	9
Ziniaré	9	1	7	9	1	3	5	9	6	3

Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours - 1 mois	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2010	1250	1559	2080	453	103	76	5 521
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4 686
2012	1446	1515	1571	255	54	100	4 941
2013	1622	1657	1730	241	80	81	5 411
2014	1229	1802	2080	320	81	114	5 626
2015	991	1096	1987	432	103	59	4 668

Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans et plus	Total
2010	389	221	166	84	60	153	1 073
2011	337	222	208	137	116	49	1 069
2012	489	250	262	197	137	138	1 473
2013	424	259	278	277	112	198	1 548
2014	371	228	196	134	66	99	1 094
2015	279	145	128	67	51	63	733

Tableau 3.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1446	1622	1229	991	1515	1657	1802	1096	1571	1730	2080	1987
Banfora	23	6	39	8	43	93	88	65	95	82	68	79
Bobo-Dioulasso	86	392	130	149	161	106	190	39	203	59	220	134
Bogandé	156	25	7	15	31	52	37	48	23	90	90	87
Boromo	82	100	122	54	70	89	48	56	44	32	26	59
Dédougou	20	51	30	52	57	44	144	26	70	44	5	37
Diapaga	6	1	4	15	26	2	7	7	37	28	26	81
Diébougou	39	54	60	44	31	30	55	47	32	27	39	31
Djibo	53	61	37	39	32	40	33	18	19	10	22	24
Dori	85	32	17	93	30	48	67	50	19	58	91	2
Fada N'gourma	22	15	45	32	51	74	61	51	126	124	70	97
Gaoua	52	65	71	57	28	28	39	54	28	25	22	38
Kaya	43	48	30	23	92	124	109	43	52	64	112	69
Kongoussi	34	33	25	9	28	24	21	18	14	12	25	29
Koudougou	24	63	122	65	87	65	89	62	76	93	33	76
Léo	28	18	31	16	21	68	66	41	69	55	55	67
Manga	118	126	111	28	50	55	57	66	23	20	28	75
Nouna	26	29	15	6	16	35	14	17	21	24	18	33
Orodara	5	27	24	16	19	20	20	20	29	21	18	24
Ouagadougou	269	253	96	84	369	424	380	194	418	607	900	611
Ouahigouya	70	88	54	51	30	52	90	35	15	25	69	88
Tenkodogo	118	87	88	46	174	136	118	76	94	109	79	168
Tougan	50	0	33	15	26	0	22	16	22	88	18	28
Yako	6	19	15	42	6	9	6	18	14	6	10	20
Ziniaré	31	29	23	32	37	39	41	29	28	27	36	30

Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	255	241	320	432	54	80	86	103	100	81	110	59
Banfora	8	4	6	11	3	0	3	4	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	44	16	34	16	3	15	12	29	48	13	9	2
Bogandé	10	14	14	25	3	2	12	8	1	3	3	7
Boromo	2	4	4	2	0	0	0	1	0	0	1	2
Dédougou	10	10	0	3	3	2	0	0	1	5	0	0
Diapaga	9	12	27	21	0	5	10	19	2	2	5	8
Diébougou	7	2	4	6	2	0	3	2	0	0	0	1
Djibo	0	0	1	2	0	0	1	1	0	0	0	0
Dori	7	4	9	1	5	3	1	0	0	6	9	0
Fada N'gourma	43	27	15	26	6	9	2	4	7	4	1	7
Gaoua	11	3	4	1	1	1	0	1	1	0	1	1
Kaya	11	5	11	13	5	1	2	4	5	9	3	0
Kongoussi	2	4	4	2	0	0	1	1	2	0	0	0
Koudougou	9	3	8	14	2	0	1	1	5	0	0	2
Léo	26	2	4	9	2	2	4	2	4	0	4	6
Manga	3	0	2	7	1	0	0	2	0	0	0	0
Nouna	3	0	5	6	0	4	1	1	0	2	1	0
Orodara	3	5	7	10	0	2	5	4	0	0	1	2
Ouagadougou	30	102	130	203	12	23	19	14	11	15	61	7
Ouahigouya	2	3	11	14	1	3	3	1	1	0	0	0
Tenkodogo	6	13	7	25	1	3	1	1	8	19	10	11
Tougan	1	0	0	3	1	0	2	0	0	0	0	0
Yako	5	0	2	1	1	1	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	3	8	11	11	2	4	3	3	2	2	0	2

Tableau 3.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	489	424	110	279	250	259	110	145	262	278	110	128
Banfora	29	16	7	17	18	22	38	19	18	23	51	25
Bobo-Dioulasso	15	35	31	0	21	59	19	0	18	57	21	0
Bogandé	12	10	10	22	1	5	9	3	1	9	3	9
Boromo	12	4	23	8	11	8	4	3	13	8	6	2
Dédougou	31	25	63	26	14	26	9	6	29	24	2	2
Diapaga	13	0	1	1	1	1	0	0	2	8	0	2
Diébougou	45	44	55	17	14	17	14	3	10	7	2	2
Djibo	18	15	21	16	4	3	5	9	1	1	2	3
Dori	24	29	14	50	6	15	11	25	6	7	4	3
Fada N'gourma	17	13	11	2	5	5	2	4	6	6	0	2
Gaoua	18	13	5	12	5	13	6	8	11	16	9	3
Kaya	12	9	2	3	10	6	4	2	10	8	6	3
Kongoussi	13	8	1	3	1	3	0	1	3	2	3	1
Koudougou	27	20	8	1	19	10	18	2	39	12	22	19
Léo	13	22	10	8	11	3	8	2	6	7	6	2
Manga	34	14	18	17	7	2	0	1	5	2	2	3
Nouna	19	9	2	5	6	1	2	6	2	6	3	1
Orodara	20	11	4	9	14	10	5	5	0	4	2	1
Ouagadougou	39	55	41	26	31	24	41	25	46	34	22	22
Ouahigouya	3	3	9	8	15	3	8	9	14	12	12	2
Tenkodogo	49	46	12	6	9	10	5	4	2	10	10	0
Tougan	12	3	6	6	3	0	3	3	2	0	2	4
Yako	1	8	6	5	5	3	0	1	3	1	1	3
Ziniaré	13	12	11	11	19	10	17	4	15	14	5	14

Tableau 3.63 (suite): Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	197	277	134	67	137	112	66	51	138	198	99	63
Banfora	14	14	19	8	19	5	10	12	45	14	5	9
Bobo-Dioulasso	32	115	21	0	14	55	8	0	9	17	15	0
Bogandé	0	3	6	10	0	0	1	4	0	2	8	8
Boromo	1	1	7	1	2	1	7	0	1	9	0	2
Dédougou	14	13	1	0	3	5	0	0	0	60	0	0
Diapaga	3	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Diébougou	4	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	1	0	1	0	2	0	0	0	0
Dori	6	6	0	0	3	0	1	0	13	10	7	0
Fada N'gourma	3	3	1	1	7	3	1	0	1	22	3	5
Gaoua	11	4	1	5	3	2	0	2	3	11	0	0
Kaya	12	16	2	2	1	3	1	1	1	1	2	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Koudougou	43	28	18	7	43	20	17	11	33	14	38	15
Léo	1	2	3	4	7	0	1	1	2	0	1	3
Manga	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	11	2	0	1	0	0	0	0	5	2	0
Orodara	0	1	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	39	31	28	6	27	11	10	2	21	23	15	16
Ouahigouya	4	6	7	1	1	0	1	1	1	0	0	0
Tenkodogo	1	2	2	0	3	1	0	0	3	7	2	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Yako	1	0	1	0	2	0	2	0	2	0	0	1
Ziniaré	8	21	10	19	1	3	6	14	0	2	0	4

III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2015.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	994	1 001	995	1109	900	754	893	1000	1123	936
Affaires criminelles	845	870	812	929	772	562	732	881	882	788
Affaires correctionnelles	149	131	183	180	128	192	161	119	241	148

Tableau 3.65 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	994	1 001	995	1 109	900	754	893	1000	1123	936
Banfora	35	46	43	43	32	25	33	26	32	54
Bobo-Dioulasso	71	84	95	73	75	59	52	65	103	62
Bogandé	38	37	38	44	23	25	24	34	94	56
Boromo	70	69	21	21	22	32	23	31	16	29
Dédougou	44	33	34	31	22	31	34	39	48	23
Diapaga	5	10	23	15	24	14	32	19	23	25
Diébougou	-	-	-	-	0	19	22	20	41	28
Djibo	-	-	-	94	14	11	14	15	20	21
Dori	37	28	26	26	21	26	24	22	20	17
Fada N'gourma	42	47	54	63	52	41	25	44	63	55
Gaoua	38	39	50	47	34	19	20	11	32	30
Kaya	45	49	57	55	23	12	21	31	31	23
Kongoussi	123	24	40	23	16	6	10	19	10	4
Koudougou	39	32	40	59	71	48	63	64	42	31
Léo	-	-	13	23	15	21	32	41	39	22
Manga	35	33	37	35	37	23	39	30	27	21
Nouna	-	-	-	14	60	23	18	15	14	10
Orodara	-	-	-	16	14	15	20	14	24	24
Ouagadougou	251	332	284	295	197	201	268	308	318	290
Ouahigouya	18	26	12	27	30	21	15	26	11	11
Tenkodogo	77	63	85	60	58	42	57	74	69	55
Tougan	8	14	9	12	10	11	9	15	11	9
Yako	5	21	24	15	13	7	10	6	12	8
Ziniaré	13	14	10	18	37	22	28	31	23	28

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau 3.66 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	299	438	355	801	438	947	690	442	291	363
Affaires criminelles	223	320	293	637	328	715	584	383	225	304
Affaires correctionnelles	76	118	62	164	110	232	106	59	66	59

Tableau 3.67: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	299	438	355	801	438	947	690	442	291	363
Banfora	3	41	1	9	15	40	16	14	7	0
Bobo-Dioulasso	47	40	45	136	50	133	129	49	19	4
Bogandé	0	14	2	14	14	14	7	3	0	1
Boromo	0	3	8	7	1	23	44	35	2	16
Dédougou	2	62	29	119	11	13	28	13	10	7
Diapaga	0	0	3	0	0	0	4	1	2	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	2	2	2	4
Djibo	-	-	-	2	7	11	7	18	2	0
Dori	4	16	2	0	0	0	29	3	15	14
Fada N'gourma	2	0	0	0	6	22	5	44	2	1
Gaoua	11	2	20	19	3	109	13	4	1	36
Kaya	2	44	39	5	3	38	6	3	0	2
Kongoussi	4	5	36	24	20	15	4	2	3	11
Koudougou	52	26	22	25	39	51	21	24	27	25
Léo	-	-	0	0	8	9	1	23	1	3
Manga	0	0	8	0	0	13	23	17	6	3
Nouna	-	-	-	0	0	20	13	0	7	5
Orodara	-	-	-	0	14	11	3	10	2	0
Ouagadougou	143	133	87	362	233	303	170	88	136	161
Ouahigouya	22	27	22	32	4	29	30	25	17	13
Tenkodogo	7	0	4	12	2	64	100	46	16	42
Tougan	0	25	6	23	1	12	8	9	12	4
Yako	0	0	3	0	6	11	21	9	2	9
Ziniaré	0	0	18	12	1	6	6	0	0	2

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau 3.68: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885
Affaires criminelles	4 577	5 127	5 646	5 938	6 169	5 305	6 217	6 897	6 931	7 255
Affaires correctionnelles	1 122	1 135	1 256	1 272	1 417	2 096	1 440	933	1 993	1 630

Tableau 3.69 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885
Banfora	187	192	234	268	268	286	293	192	366	424
Bobo-Dioulasso	694	738	788	725	677	589	406	404	663	109
Bogandé	53	76	112	142	137	141	151	183	273	324
Boromo	70	136	149	163	141	138	121	116	122	112
Dédougou	375	346	351	263	200	238	257	275	311	323
Diapaga	5	15	35	50	61	75	97	118	141	167
Diébougou	-	-	-	-	2	21	179	197	139	169
Djibo	-	-	-	92	100	92	106	105	122	136
Dori	202	214	238	264	279	298	286	238	330	338
Fada N'gourma	391	438	492	555	609	630	619	625	685	744
Gaoua	371	408	438	466	469	333	365	373	402	349
Kaya	285	290	308	358	320	390	307	339	343	378
Kongoussi	129	148	152	151	56	47	55	74	81	72
Koudougou	87	93	111	145	161	166	210	247	254	252
Léo	-	-	13	36	45	53	92	109	154	164
Manga	44	77	106	141	179	163	220	215	237	267
Nouna	-	-	-	14	60	37	41	56	66	65
Orodara	-	-	-	16	17	29	48	51	68	95
Ouagadougou	1 929	2 128	2 325	2 258	2 772	2 636	2 721	2 767	2 938	3 048
Ouahigouya	161	160	150	145	140	148	125	132	130	126
Tenkodogo	606	669	750	798	719	733	777	789	857	945
Tougan	84	73	76	65	73	40	58	58	53	61
Yako	5	26	47	62	56	56	46	44	48	52
Ziniaré	21	35	27	33	45	62	77	123	141	165

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	653	580	642	1449	587	515	717	635	643	534
Moins de 6 mois	275	262	234	507	167	174	314	236	239	161
De 6 mois à moins de 1 an	162	160	175	399	182	135	199	182	182	129
De 1 an à moins de 2 ans	173	112	179	359	156	154	101	142	159	156
De 2 ans à moins de 3 ans	22	18	31	135	61	36	44	45	35	68
De 3 ans à moins de 4 ans	15	20	23	49	21	16	56	30	28	20
De 4 ans à moins de 5 ans	3	6	0	0	0	0	3	0	0	0
5 ans et plus	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 3.71 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	653	580	642	1449	587	515	717	635	643	534
Banfora	24	19	65	26	32	17	14	38	12	16
Bobo-Dioulasso	84	74	67	52	44	48	25	56	37	59
Bogandé	44	28	7	3	8	7	14	27	17	13
Boromo	7	28	20	15	10	24	38	23	11	17
Dédougou	16	50	24	16	21	26	33	12	35	16
Diapaga	7	12	29	11	13	6	21	22	10	0
Diébougou	-	-	-	-	0	7	15	8	9	10
Djibo	-	-	-	8	12	11	8	5	5	2
Dori	14	13	11	13	17	9	20	9	10	4
Fada N'gourma	20	18	42	64	60	69	67	35	39	41
Gaoua	32	33	27	9	1	13	13	17	14	26
Kaya	41	29	38	37	18	12	24	31	24	11
Kongoussi	14	23	15	12	12	2	11	9	5	7
Koudougou	92	37	31	24	17	32	41	47	75	15
Léo	-	-	7	21	14	18	6	19	14	20
Manga	28	6	19	16	9	20	30	24	28	28
Nouna	-	-	-	2	5	0	30	0	24	13
Orodara	-	-	-	5	0	8	26	11	4	37
Ouagadougou	149	106	208	1007	178	93	198	174	132	102
Ouahigouya	13	10	13	20	28	29	10	13	20	9
Tenkodogo	27	75	9	77	66	29	29	36	96	72
Tougan	19	4	2	3	4	11	12	13	14	3
Yako	6	9	3	6	13	12	12	2	0	6
Ziniaré	16	6	5	2	5	12	20	4	8	7

Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	275	262	234	507	167	174	314	236	239	161
Banfora	13	14	6	8	1	5	2	1	1	2
Bobo-Dioulasso	30	22	30	22	11	28	7	27	14	35
Bogandé	28	17	0	0	1	0	7	9	11	0
Boromo	7	11	1	4	2	8	15	6	2	0
Dédougou	6	22	7	16	3	13	8	4	7	0
Diapaga	3	8	18	3	2	1	5	3	2	0
Diébougou	-	-	-	-	0	4	5	4	0	1
Djibo	-	-	-	2	3	1	5	1	0	0
Dori	11	6	6	3	6	0	11	3	4	2
Fada N'gourma	10	8	7	20	26	32	10	11	25	22
Gaoua	7	9	3	0	1	1	2	0	1	4
Kaya	1	5	11	7	4	2	12	13	6	7
Kongoussi	3	5	2	1	6	0	1	0	0	0
Koudougou	53	18	11	15	7	11	23	22	33	1
Léo	-	-	7	15	2	8	1	12	9	6
Manga	10	6	12	9	1	5	12	11	16	7
Nouna	-	-	-	1	0	0	18	0	2	0
Orodara	-	-	-	5	0	2	24	2	1	1
Ouagadougou	38	62	98	344	58	30	115	82	71	46
Ouahigouya	5	5	6	7	8	11	4	1	2	1
Tenkodogo	23	36	6	21	21	5	9	16	21	17
Tougan	17	1	1	2	1	2	6	4	8	1
Yako	2	5	1	2	1	1	5	2	0	6
Ziniaré	8	2	1	0	2	4	7	2	3	2

Tableau 3.73 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	437	422	409	906	349	309	513	418	421	290
Banfora	21	17	26	18	7	15	8	16	4	9
Bobo-Dioulasso	46	44	46	31	25	33	15	50	24	47
Bogandé	33	25	2	0	5	1	9	14	14	5
Boromo	7	26	13	7	6	16	34	10	2	5
Dédougou	12	35	19	16	4	16	24	4	16	1
Diapaga	4	10	21	7	8	6	11	9	4	0
Diébougou	-	-	-	-	0	7	11	4	3	2
Djibo	-	-	-	7	8	2	5	2	0	2
Dori	13	8	9	7	12	3	19	7	4	4
Fada N'gourma	16	17	27	30	44	50	27	18	32	32
Gaoua	14	14	5	3	1	2	6	9	7	17
Kaya	15	14	15	19	7	2	15	30	12	9
Kongoussi	10	10	5	3	8	0	7	1	1	0
Koudougou	75	31	16	21	17	21	31	34	59	4
Léo	-	-	7	21	6	11	4	15	10	12
Manga	23	6	18	12	3	9	19	19	19	13
Nouna	-	-	-	2	2	0	26	0	20	10
Orodara	-	-	-	5	0	8	24	4	2	9
Ouagadougou	71	85	157	617	112	53	153	133	106	72
Ouahigouya	10	8	9	14	17	23	5	3	6	1
Tenkodogo	27	57	7	58	48	19	26	26	59	27
Tougan	18	3	2	2	4	3	6	5	12	1
Yako	6	8	3	6	1	2	10	2	0	6
Ziniaré	16	4	2	0	4	7	18	3	5	2

Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	216	158	233	543	238	206	204	217	222	244
Banfora	3	2	39	8	25	2	6	22	8	7
Bobo-Dioulasso	38	30	21	21	19	15	10	6	13	12
Bogandé	11	3	5	3	3	6	5	13	3	8
Boromo	0	2	7	8	4	8	4	13	9	12
Dédougou	4	15	5	0	17	10	9	8	19	15
Diapaga	3	2	8	4	5	0	10	13	6	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	4	4	6	8
Djibo	-	-	-	1	4	9	3	3	5	0
Dori	1	5	2	6	5	6	1	2	6	0
Fada N'gourma	4	1	15	34	16	19	40	17	7	9
Gaoua	18	19	22	6	0	11	7	8	7	9
Kaya	26	15	23	18	11	10	9	1	12	2
Kongoussi	4	13	10	9	4	2	4	8	4	7
Koudougou	17	6	15	3	0	11	10	13	16	11
Léo	-	-	0	0	8	7	2	4	4	8
Manga	5	0	1	4	6	11	11	5	9	15
Nouna	-	-	-	0	3	0	4	0	4	3
Orodara	-	-	-	0	0	0	2	7	2	28
Ouagadougou	78	21	51	390	66	40	45	41	26	30
Ouahigouya	3	2	4	6	11	6	5	10	14	8
Tenkodogo	0	18	2	19	18	10	3	10	37	45
Tougan	1	1	0	1	0	8	6	8	2	2
Yako	0	1	0	0	12	10	2	0	0	0
Ziniaré	0	2	3	2	1	5	2	1	3	5

Tableau 3.75 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	43	46	54	184	82	52	103	75	63	88
Banfora	1	0	1	0	13	0	1	2	4	3
Bobo-Dioulasso	7	13	4	4	6	4	6	3	4	5
Bogandé	0	0	0	0	2	1	1	12	3	0
Boromo	0	0	2	3	0	4	1	3	4	0
Dédougou	3	1	0	0	3	5	4	0	2	1
Diapaga	0	2	1	0	3	0	8	2	1	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	0	0	4	2
Djibo	-	-	-	1	1	3	1	2	3	0
Dori	0	3	0	0	0	2	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	5	19	5	4	27	12	1	7
Gaoua	7	12	9	1	0	0	5	2	2	2
Kaya	20	4	6	6	7	9	5	1	7	1
Kongoussi	1	5	4	3	0	0	2	4	3	5
Koudougou	1	0	4	1	0	3	5	2	4	3
Léo	-	-	0	0	1	0	2	0	1	4
Manga	0	0	1	1	3	0	5	4	2	4
Nouna	-	-	-	0	2	0	1	0	1	1
Orodara	-	-	-	0	0	0	2	0	1	14
Ouagadougou	0	4	14	138	18	7	23	17	9	3
Ouahigouya	3	0	0	1	2	0	1	3	3	1
Tenkodogo	0	2	2	6	5	2	0	3	1	28
Tougan	0	0	0	0	0	3	1	2	1	2
Yako	0	0	0	0	11	3	1	0	0	0
Ziniaré	0	0	1	0	0	2	1	1	2	2

Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2010	41	69	47	48	28	201	434
	2011	29	130	141	112	87	458	957
	2012	52	74	80	61	75	348	690
	2013	34	79	50	39	45	195	442
	2014	24	58	46	26	28	110	291
	2015	19	54	44	39	27	180	363
Affaires en cours	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
	2012	895	714	751	764	670	3863	7657
	2013	999	799	639	590	909	3894	7830
	2014	1093	968	768	661	558	4875	8924
	2015	931	1008	807	647	553	4939	8885
Affaires contre X en cours	2010	88	134	129	77	66	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807
	2012	104	98	92	92	114	395	895
	2013	78	91	84	77	93	450	873
	2014	158	115	87	98	83	558	1097
	2015	107	131	87	81	81	600	1087

Tableau 3.77 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	52	34	24	19	74	79	58	54	80	50	46	44
Banfora	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	1	0
Bobo-Dioulasso	6	5	2	4	20	14	4	0	16	8	3	0
Bogandé	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	0	1
Boromo	2	3	2	0	10	6	0	6	13	7	0	4
Dédougou	0	1	0	0	3	4	2	5	4	7	7	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	1	0	0	1	1	0	1	0	0	2	0
Djibo	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Dori	0	0	5	0	0	0	1	0	0	1	1	1
Fada N'gourma	0	0	0	1	0	2	0	0	1	0	1	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Kaya	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1	4
Koudougou	9	3	0	2	7	12	6	12	3	6	8	4
Léo	1	2	0	0	0	3	0	0	0	4	1	3
Manga	1	0	0	0	3	1	1	0	1	2	1	1
Nouna	4	0	1	2	6	0	5	3	3	0	1	0
Orodara	2	2	2	0	0	4	0	0	1	3	0	0
Ouagadougou	21	11	9	7	9	14	24	15	11	3	14	19
Ouahigouya	3	1	2	0	2	10	9	7	5	6	1	2
Tenkodogo	0	1	0	0	6	0	1	2	5	0	1	2
Tougan	0	1	1	0	3	2	3	0	1	0	3	0
Yako	0	0	0	1	4	3	2	3	7	1	0	1
Ziniaré	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau3.77 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	61	39	26	39	75	45	28	27	348	195	110	180
Banfora	4	5	1	0	4	3	5	0	7	3	0	0
Bobo-Dioulasso	13	4	2	0	11	1	2	0	63	17	7	0
Bogandé	4	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Boromo	5	0	0	4	5	0	0	2	9	19	0	0
Dédougou	7	0	1	0	5	1	0	0	9	0	0	2
Diapaga	0	0	2	0	4	0	0	0	0	1	0	0
Diébougou	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1
Djibo	2	0	0	0	0	11	0	0	4	6	2	0
Dori	0	2	1	3	0	0	0	2	29	0	7	8
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	4	42	1	0
Gaoua	5	3	1	6	2	1	0	8	4	0	0	22
Kaya	0	0	0	0	2	0	0	0	2	2	0	0
Kongoussi	2	0	2	4	1	0	0	0	0	1	0	3
Koudougou	1	2	1	3	1	1	6	3	0	0	6	1
Léo	0	10	0	3	0	4	0	0	0	0	0	1
Manga	1	2	0	1	8	3	0	1	9	9	4	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	6	5	9	10	15	12	13	6	108	43	67	104
Ouahigouya	8	4	4	2	0	0	1	1	12	4	0	1
Tenkodogo	1	0	1	1	8	2	1	2	80	43	12	35
Tougan	1	1	1	0	0	2	0	0	3	3	4	0
Yako	1	0	0	1	6	3	0	1	3	2	0	2
Ziniaré	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0

Tableau3.78 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	895	999	1093	931	714	799	968	1008	751	639	768	807
Banfora	35	26	32	55	26	32	27	36	29	23	29	26
Bobo-Dioulasso	50	65	81	57	40	34	72	19	32	29	57	12
Bogandé	23	35	95	56	25	23	34	91	21	24	23	30
Boromo	23	30	18	28	26	14	21	15	13	16	12	15
Dédougou	35	39	49	24	27	30	37	48	16	24	24	29
Diapaga	35	22	23	25	14	33	20	23	18	16	33	19
Diébougou	20	20	42	28	29	17	26	37	129	13	34	19
Djibo	14	14	20	23	13	14	14	20	11	12	14	12
Dori	24	22	23	16	28	24	22	20	18	28	21	20
Fada N'gourma	24	44	63	56	49	25	44	64	50	40	23	44
Gaoua	19	12	32	28	20	20	12	28	22	19	20	9
Kaya	22	32	31	22	11	20	31	31	18	12	20	30
Kongoussi	10	19	10	4	7	0	19	10	8	9	9	14
Koudougou	59	64	42	30	38	46	58	35	38	32	41	49
Léo	43	40	36	24	19	38	39	39	10	14	39	38
Manga	39	32	26	22	32	36	31	27	35	41	33	31
Nouna	17	18	13	7	11	16	15	12	8	9	15	11
Orodara	18	9	23	24	16	15	12	32	10	14	12	14
Ouagadougou	263	303	318	286	180	247	285	307	172	180	229	252
Ouahigouya	15	25	11	11	20	12	18	7	15	6	4	13
Tenkodogo	60	75	60	55	45	58	83	68	53	44	34	73
Tougan	9	14	10	9	10	9	11	11	4	8	6	14
Yako	10	6	12	8	7	9	5	11	13	3	8	2
Ziniaré	28	33	23	33	21	27	32	17	8	23	28	31

Tableau 3.78 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	764	590	661	647	670	909	558	553	3 863	3894	4875	4939
Banfora	30	27	24	33	28	35	23	22	145	49	231	252
Bobo-Dioulasso	17	15	49	5	29	17	41	6	238	244	362	10
Bogandé	40	22	24	24	24	36	22	23	18	43	75	100
Boromo	4	8	19	5	6	7	12	13	49	41	40	36
Dédougou	13	10	22	24	10	10	9	24	156	162	170	174
Diapaga	11	16	15	34	14	15	16	16	5	16	34	50
Diébougou	1	4	33	18	0	143	4	14	0	0	0	53
Djibo	7	13	12	12	19	52	13	9	42	0	49	60
Dori	25	20	24	20	27	26	20	20	164	118	220	242
Fada N'gourma	62	51	40	24	55	63	51	40	379	402	464	516
Gaoua	25	18	20	10	25	25	17	11	254	279	301	263
Kaya	57	19	12	19	40	53	18	12	159	203	231	264
Kongoussi	7	7	5	5	4	17	9	6	19	22	29	33
Koudougou	20	32	29	36	9	17	26	21	46	56	58	81
Léo	17	10	21	31	3	4	10	14	0	3	9	18
Manga	37	61	27	34	35	6	32	28	42	39	88	125
Nouna	5	8	9	11	0	5	5	10	0	0	9	14
Orodara	4	6	10	11	0	7	8	8	0	0	3	6
Ouagadougou	291	161	163	219	227	283	145	164	1 588	1593	1798	1820
Ouahigouya	8	11	5	4	2	8	7	3	65	70	85	88
Tenkodogo	62	48	67	30	92	53	50	63	465	511	563	656
Tougan	8	2	7	5	4	4	1	1	23	21	18	21
Yako	9	6	3	6	4	7	4	3	3	13	16	22
Ziniaré	4	15	21	27	13	16	15	22	3	9	22	35

Tableau 3.79 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	104	78	223	107	98	91	107	131	92	84	81	87
Banfora	2	2	7	6	1	2	2	5	1	2	1	1
Bobo-Dioulasso	6	2	11	1	7	5	8	2	5	5	6	2
Bogandé	0	2	7	5	6	0	1	2	8	4	1	0
Boromo	2	0	1	1	0	2	1	1	0	0	0	0
Dédougou	0	8	20	7	0	3	10	13	0	1	2	9
Diapaga	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1	0	0
Diébougou	1	2	6	4	3	1	2	4	16	0	1	2
Djibo	1	3	5	3	1	1	3	3	2	1	0	2
Dori	1	0	2	2	0	2	0	2	2	3	1	0
Fada N'gourma	1	2	9	2	1	1	3	7	8	0	1	3
Gaoua	2	2	2	3	0	2	2	0	1	0	1	2
Kaya	0	0	1	3	4	0	0	1	1	4	0	0
Kongoussi	0	2	2	1	1	0	0	2	1	0	0	0
Koudougou	4	2	4	0	4	3	1	0	2	4	2	2
Léo	14	5	21	4	2	5	13	11	2	2	2	3
Manga	2	0	3	7	4	2	2	3	3	4	2	2
Nouna	2	1	2	0	2	2	1	0	2	2	2	1
Orodara	3	1	1	0	3	4	1	0	3	4	5	1
Ouagadougou	50	30	85	49	46	43	37	61	27	38	44	37
Ouahigouya	0	3	4	2	0	1	3	1	0	0	1	4
Tenkodogo	10	4	18	1	7	9	10	6	3	7	7	7
Tougan	0	0	1	1	1	0	0	1	0	0	0	1
Yako	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0
Ziniaré	3	7	11	5	3	3	6	4	4	2	2	8

Tableau 3.79 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	92	77	91	81	114	93	77	81	395	450	520	600
Banfora	1	2	2	6	2	2	2	2	36	7	34	44
Bobo-Dioulasso	2	2	7	0	4	1	6	0	28	25	38	1
Bogandé	7	5	4	1	5	8	5	3	0	5	12	19
Boromo	0	0	3	2	1	0	0	0	4	2	2	1
Dédougou	0	0	1	3	0	1	0	1	25	22	21	18
Diapaga	2	1	1	0	0	2	1	1	0	0	2	3
Diébougou	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	4
Djibo	0	2	1	0	9	2	2	1	0	0	0	2
Dori	3	4	1	0	1	4	3	2	10	9	19	20
Fada N'gourma	2	8	0	1	3	2	7	1	30	20	22	32
Gaoua	5	0	2	1	2	5	0	1	11	15	18	17
Kaya	7	0	3	0	15	13	1	3	16	31	14	40
Kongoussi	0	0	1	1	0	3	2	0	1	2	3	4
Koudougou	0	2	2	2	0	0	0	2	0	1	0	2
Léo	1	1	3	3	1	0	1	9	0	0	0	3
Manga	8	10	4	2	4	1	4	3	3	3	11	13
Nouna	2	2	2	2	0	1	2	2	0	0	2	3
Orodara	0	3	3	5	0	0	3	2	0	0	0	2
Ouagadougou	44	26	34	41	46	42	21	39	160	221	222	260
Ouahigouya	0	0	0	1	0	0	1	0	2	8	6	7
Tenkodogo	4	2	13	6	16	1	8	7	64	75	81	88
Tougan	0	0	1	0	0	0	0	1	4	0	2	3
Yako	3	1	0	0	2	1	1	0	1	4	7	6
Ziniaré	1	5	3	3	3	4	6	1	0	0	4	8

III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques :

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau 3.80: Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bulletins de casier judiciaire n°3	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654
Certificats de nationalité des personnes	39 006	54 797	58 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	5 724	5 784	5 277	4 526	6 118	1 432	1 651	2 104	3 204	2 368
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	3 922	3 724	3 432	3 598	3 942	1 157	1 393	1 823	2 782	1 965
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	696	677	763	811	1 078	96	53	70	97	112
<i>Modifications</i>	965	840	889	899	950	151	164	159	283	259
<i>Radiations</i>	10	98	112	138	135	26	31	46	36	29
<i>Sûretés mobilières</i>	132	445	81	117	13	2	10	6	6	3
Certificats de non faillite	37	69	23	22	9 694	1 007	1 064	1 031	1 197	863
Cessions volontaires de salaires	9 305	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993
Actes notariés du greffe	127	294	317	327	288	769	845	630	685	577
Autres actes de greffe	939	2 134	1 828	2 234	2 181	1 890	1 895	2 262	2 190	2 133

Tableau 3.81 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654
Banfora	2 806	3 175	2 572	2 419	2 421	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457
Bobo-Dioulasso	14 330	16 715	14 364	15 297	14 835	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371
Bogandé	727	895	733	910	779	973	1 502	1 631	1 359	2 257
Boromo	1 268	1 543	1 541	1 821	2 110	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145
Dédougou	2 715	2 549	2 337	2 736	2 634	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472
Diapaga	271	1 007	793	893	1 061	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818
Diébougou	-	-	-	-	1 005	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922
Djibo	-	-	-	198	903	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548
Dori	910	1 157	1 047	1 103	1 330	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418
Fada N'gourma	2 642	2 701	2 425	2 451	2 252	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731
Gaoua	2 592	2 832	2 065	2 592	2 168	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627
Kaya	2 711	3 272	2 999	3 515	3 640	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586
Kongoussi	1 679	1 492	1 607	1 251	618	698	1 312	2 252	2 126	2 341
Koudougou	8 681	6 952	6 481	7 544	7 995	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091
Léo	-	-	306	951	681	893	1 444	2 132	2 425	2 615
Manga	1 576	2 062	1 976	2 396	2 365	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533
Nouna	-	-	-	0	710	986	1 759	1 902	1 945	2 046
Orodara	-	-	-	641	952	509	697	1 018	2 505	2 605
Ouagadougou	28 368	31 278	25 829	27 963	29 442	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671
Ouahigouya	5 294	5 837	5 112	5 893	6 113	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353
Tenkodogo	5 998	10 632	9 055	8 535	7 351	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721
Tougan	2 583	2 795	2 487	3 002	3 125	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452
Yako	255	1 881	1 732	1 768	2 420	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189
Ziniaré	1 848	2 365	2 142	2 329	2 107	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents né au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.
- Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA,

au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie .

Tableau 3.82 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	39 006	54 797	58 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492
Banfora	1 097	1 843	1 760	2032	2699	2086	2 585	2 418	3 193	4 739
Bobo-Dioulasso	6 627	10 057	10 774	10311	13269	10178	12 322	10 102	10 050	11 095
Bogandé	229	334	243	290	389	338	548	657	647	1 010
Boromo	246	555	552	623	1837	1423	1 574	1 578	2 043	4 606
Dédougou	1 002	1 370	1 384	1297	1902	1442	1 816	1 805	1 424	2 402
Diapaga	93	382	298	399	455	403	578	649	850	812
Diébougou	-	-	-	-	696	783	977	1 095	1 208	1 336
Djibo	-	-	-	317	663	710	838	937	922	815
Dori	452	698	267	614	898	809	1 292	1 448	1 279	1 339
Fada N'gourma	952	1 264	236	1348	2283	1648	1 434	1 405	3 133	3 341
Gaoua	695	926	826	1068	1441	712	1 003	1 073	1 125	1 550
Kaya	822	1 236	1 092	1594	3861	2723	2 998	2 927	3 130	3 215
Kongoussi	594	678	767	867	985	617	1 167	1 222	1 420	1 391
Koudougou	2 751	3 776	3 415	3983	7635	5016	5 422	6 006	7 078	6 982
Léo	-	-	138	425	1002	635	985	943	1223	1 469
Manga	565	945	995	1555	2248	2238	2 110	2 330	3 573	5 985
Nouna	-	-	-	0	432	528	937	986	1528	1 576
Orodara	-	-	-	132	435	130	136	55	854	1382
Ouagadougou	16 636	19 738	25 179	24241	25436	28411	31 019	32 724	35 657	31 916
Ouahigouya	1 888	2 251	2 262	2889	nd	3309	4 358	4 162	4 680	6 132
Tenkodogo	3 120	6 152	5 552	6002	7234	6786	10 280	8 352	10 874	9 302
Tougan	676	812	848	914	1914	1365	1 572	1 593	2 025	1 825
Yako	78	728	685	1070	2610	1687	771	1 700	2 172	1 933
Ziniaré	483	1 052	1 436	2521	5100	5693	5 940	3 975	6 600	3 339

Tableau 3.83 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4 618	4 401	4 195	4 409	5 020	1 253	1 446	1893	2 879	2 077
Banfora	78	70	55	76	61	73	67	115	159	167
Bobo-Dioulasso	822	588	486	393	469	-	-	-	-	-
Bogandé	14	23	16	18	18	27	17	22	44	54
Boromo	10	45	26	22	29	30	31	57	66	102
Dédougou	58	54	51	45	44	49	73	98	139	122
Diapaga	8	22	9	8	10	12	15	38	24	0
Diébougou	-	-	-	-	1	14	36	61	74	44
Djibo	-	-	-	18	21	23	32	54	54	35
Dori	33	7	17	28	56	72	64	91	141	115
Fada N'gourma	67	58	64	38	48	73	80	103	180	127
Gaoua	128	42	35	38	41	89	74	8	105	111
Kaya	97	60	31	83	96	94	101	126	164	109
Kongoussi	110	30	21	23	22	32	57	87	75	58
Koudougou	169	154	56	65	82	104	145	191	309	221
Léo	-	-	6	15	24	14	29	43	106	44
Manga	61	43	46	38	57	23	59	74	241	91
Nouna	-	-	-	0	20	20	22	37	30	14
Orodara	-	-	-	0	18	31	17	45	20	37
Ouagadougou	2 539	2 744	2 772	3071	3532	-	-	-	-	-
Ouahigouya	129	145	176	124	116	181	175	220	288	220
Tenkodogo	163	185	199	177	123	148	185	205	301	234
Tougan	38	20	23	32	25	32	33	51	52	48
Yako	8	32	20	23	27	28	38	69	128	26
Ziniaré	86	79	86	74	80	84	96	98	179	98

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou entre 2011 et 2013 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 922	3 724	3 432	3598	3942	1157	1393	1823	2782	1965
Banfora	73	63	50	70	57	64	65	108	149	149
Bobo-Dioulasso	759	516	415	340	398	-	-	-	-	-
Bogandé	14	23	16	17	18	27	15	21	44	54
Boromo	10	42	26	22	28	30	31	52	64	96
Dédougou	57	49	48	42	40	43	73	96	138	122
Diapaga	8	21	8	6	8	11	14	36	23	0
Diébougou	-	-	-	-	0	14	36	57	70	41
Djibo	-	-	-	18	21	23	31	53	50	35
Dori	33	7	17	27	52	64	58	88	134	113
Fada N'gourma	63	55	62	33	45	71	75	102	168	113
Gaoua	124	36	34	35	40	81	73	4	99	106
Kaya	97	57	31	81	86	88	94	122	160	96
Kongoussi	110	28	19	23	21	32	56	86	74	56
Koudougou	158	150	48	55	73	88	139	191	298	212
Léo	-	-	5	12	22	13	29	40	105	41
Manga	61	42	46	36	56	23	59	71	239	87
Nouna	-	-	-	0	18	18	21	37	29	14
Orodara	-	-	-	0	18	31	16	42	20	36
Ouagadougou	1 934	2 194	2 121	2380	2609	-	-	-	-	-
Ouahigouya	129	141	170	115	106	178	170	214	276	208
Tenkodogo	162	178	194	169	119	124	179	194	288	219
Tougan	38	20	23	32	22	26	32	51	51	47
Yako	8	29	20	22	21	28	37	68	128	24
Ziniaré	84	73	79	63	64	80	90	90	175	96

Tableau 3.85 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	696	677	763	811	1078	96	53	70	97	112
Banfora	5	7	5	6	4	9	2	7	10	18
Bobo-Dioulasso	63	72	71	53	71	-	-	-	-	-
Bogandé	0	0	0	1	0	0	2	1	0	0
Boromo	-	3	0	0	1	0	0	5	2	6
Dédougou	1	5	3	3	4	6	0	2	1	0
Diapaga	-	1	1	2	2	1	1	2	1	0
Diébougou	-	-	-	-	1	0	0	4	4	3
Djibo	-	-	-	0	0	0	1	1	4	0
Dori	0	0	0	1	4	8	6	3	7	2
Fada N'gourma	4	3	2	5	3	2	5	1	12	14
Gaoua	4	6	1	3	1	8	1	4	6	5
Kaya	0	3	0	2	10	6	7	4	4	13
Kongoussi	0	2	2	0	1	0	1	1	1	2
Koudougou	11	4	8	10	9	16	6	0	11	9
Léo	-	-	1	3	2	1	0	3	1	3
Manga	0	1	0	2	1	0	0	3	2	4
Nouna	-	-	-	0	2	2	1	0	1	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	1	3	0	1
Ouagadougou	605	550	651	691	923	-	-	-	-	-
Ouahigouya	0	4	6	9	10	3	5	6	12	12
Tenkodogo	1	7	5	8	4	24	6	11	13	15
Tougan	0	0	0	0	3	6	1	0	1	1
Yako	0	3	0	1	6	0	1	1	0	2
Ziniaré	2	6	7	11	16	4	6	8	4	2

III.4. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, pluriannuel des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, pluriannuel des référés des tribunaux de commerce.

Tableau 3.86 : Activités commerciales des tribunaux de commerce

	Bobo-Dioulasso				Ouagadougou				Ensemble			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	65	96	111	105	271	260	315	346	336	356	426	451
Décisions rendues	46	58	77	99	236	253	220	273	282	311	297	372
Décisions rédigées	41	49	70	99	236	253	213	273	277	302	283	372
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	0	0	0	0	10	15	30	33

Tableau 3.87 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso				Ouagadougou				Ensemble			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Contradictoire	39	46	67	94	220	220	196	255	259	266	263	349
Réputé contradictoire	2	10	8	2	9	20	13	8	11	30	21	10
Défaut	5	2	2	3	7	13	11	10	12	15	13	13
Total	46	58	77	99	236	253	220	273	282	311	297	372

Tableau 3.88 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation totale				Acceptation partielle				Rejet			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	81	100	90	130	84	97	85	108	55	64	61	73
Bobo-Dioulasso	18	18	23	24	10	21	15	35	10	12	20	22
Ouagadougou	63	82	67	106	74	76	70	73	45	52	41	51

Tableau 3.89 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions											
	Incompétence				Irrecevabilité				Désistement			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	9	9	11	15	26	18	14	23	13	12	14	12
Bobo-Dioulasso	2	0	5	8	3	3	3	4	0	2	3	4
Ouagadougou	7	9	6	7	23	15	11	19	13	10	11	8

Tableau 3.90 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Radiations				Avant dire droit			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	4	4	7	0	14	11	22	11
Bobo-Dioulasso	0	1	2	0	3	2	8	2
Ouagadougou	4	3	5	0	11	9	14	9

Tableau 3.91 : Référé par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso				Ouagadougou				Ensemble			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	70	104	95	103	184	173	248	294	254	277	343	397
Décisions rendues	68	93	70	89	162	163	243	252	230	256	313	341
Décisions rédigées	64	81	70	86	162	163	243	163	226	244	313	249
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau 3.92 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso				Ouagadougou				Ensemble			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Contradictoire	57	78	60	88	160	163	238	249	217	241	298	337
Réputé contradictoire	10	5	7	1	2	0	5	3	12	5	12	4
Défaut	1	10	3	0	0	0	0	0	1	10	3	0
Total	68	93	70	89	162	163	243	252	230	256	313	341

Tableau 3.93 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce

	Acceptation totale				Acceptation partielle				Rejet			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	84	98	100	111	53	64	62	67	46	52	60	72
Bobo-Dioulasso	28	31	19	28	25	34	15	15	4	13	14	13
Ouagadougou	56	67	81	83	28	30	47	52	42	39	46	59

Tableau 3.94 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce

	Autres décisions											
	Incompétence				Irrecevabilité				Désistement			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	16	22	30	26	13	6	14	29	13	6	31	25
Bobo-Dioulasso	8	10	16	16	1	1	3	14	2	2	3	3
Ouagadougou	8	12	14	10	12	5	11	15	11	4	28	22

Tableau 3.95 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce

	Radiations				Avant dire droit			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	8	11	12	2	5	8	16	11
Bobo-Dioulasso	0	7	0	0	0	2	0	0
Ouagadougou	8	4	12	2	5	6	16	11

Tableau 3.96 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	Injonction de payer				Autres ordonnances				Total			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	418	353	399	372	644	727	858	1124	1062	1080	1257	1496
Bobo-Dioulasso	118	98	134	134	134	242	254	402	252	340	388	536
Ouagadougou	300	255	265	238	510	485	604	722	810	740	869	960

Tableau 3.97 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer				Autres ordonnances				Total			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Ensemble	251	251	281	268	568	586	697	883	819	837	978	1 151
Bobo-Dioulasso	75	81	116	108	180	221	219	283	255	302	335	391
Ouagadougou	176	170	165	160	388	365	478	600	564	535	643	760

Tableau 3.98: Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		<i>Immatri- culations des personnes physiques</i>	<i>Immatri- culations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>
Ensemble	2011	3 119	1 054	1 020	127	42	14 569
	2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
	2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
	2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
	2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
Bobo-Dioulasso	2011	386	84	132	16	4	914
	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
Ouagadougou	2011	2 733	970	888	111	38	13 655
	2012	3 324	1 185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548

Tableau 3.99 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	54	67	120	72	6	0	319
	2012	59	79	79	43	8	0	268
	2013	84	77	102	37	8	2	310
	2014	95	80	92	22	3	5	297
	2015	110	100	125	20	8	7	370
Bobo-Dioulasso	2011	39	20	9	0	0	0	68
	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
Ouagadougou	2011	15	47	111	72	6	0	251
	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273

Tableau 3.100 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Total	2012	22	19	15	3	0	3	62
	2013	154	79	41	7	6	15	302
	2014	138	47	63	13	16	6	283
	2015	130	79	118	25	11	7	370
Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273

III.5. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumeurs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau 3.101 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Saisines directes	787	510	554	466	577	559	511	486	303	405
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble	787	511*	554*	466*	577*	559*	511*	486*	303	405

Affaires nouvelles selon leur nature	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Injonction de payer	544	383	355	280	395	350	245	231	203	213
Affaires civiles	123	128	199	186	172	209	266	245	92	192
Affaires commerciales	7	0	0	0	10	0	0	10	0	0
Contraventions	113	101	66	55	96	113	170	144	66	34
Ensemble	787	612	620	521	673	672	681	630	361	439

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	234	139*	213*	160*	158*	189*	259*	311*	343*	144*
Avant dire droit	0	1	0	4	1	0	0	0	2	4
Décisions sur le fond	217	114	164	121	135	116	178	207	197	90
<i>Acceptation totale</i>	34	40	62	66	79	40	77	84	100	52
<i>Acceptation partielle</i>	94	73	74	38	40	62	77	94	66	20
<i>Rejet</i>	89	1	28	17	16	14	24	29	30	18
Autres décisions	9	11	28	23	8	20	29	27	30	18
<i>Irrecevabilité</i>	4	5	8	12	3	6	8	8	4	1
<i>Désistement</i>	5	2	10	5	2	9	7	12	12	5
<i>Incompétence</i>	-	4	10	6	3	5	14	7	14	12
Radiations	8	9	16	9	12	28	32	36	42	6
Conciliations	-	4	5	3	2	25	20	41	72	26

Jugements rédigés (hors injonctions de payer)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	121	123*	126*	112*	122*	113*	163*	182*	319	129

*sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau 3.102 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	130	128	199	186	182	209	266	255	124	192
Bobo-Dioulasso	52	59	70	66	73	53	61	70	43	32
Ouagadougou	78	69	129	120	109	156	205	185	81	160

Tableau 3.103 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	544	383	355	280	395	350	245	231	203	213
Bobo-Dioulasso	240	190	142	126	202	214	64	40	24	37
Ouagadougou	304	193	213	154	193	136	181	191	179	176

Tableau 3.104 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	217	114	164	121	135	116	178	207	197	90
Bobo-Dioulasso	151	52	44	35	53	41	35	51	87	6
Ouagadougou	66	62	120	86	82	75	143	156	110	84

**sans les décisions pénales

Tableau 3.105 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	121	123	126	112	122	113	163	182	319	129
Bobo-Dioulasso	52	47	59	46	56	44	43	60	128	7
Ouagadougou	69	76	67	66	66	69	120	122	191	122

**sans les décisions pénales

Tableau 3.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	105	25	6	0	0	0	136
	2012	167	38	2	0	0	0	207
	2013	184	43	10	1	0	0	238
	2014	173	41	7	0	0	0	221
	2015	71	25	13	2	0	0	111
Civiles	2011	82	19	4	0	0	0	105
	2012	147	36	1	0	0	0	184
	2013	177	41	10	0	0	0	228
	2014	153	38	7	0	0	0	197
	2015	67	22	13	2	0	0	104
Commerciales	2011	23	6	2	0	0	0	31
	2012	20	2	1	0	0	0	23
	2013	7	2	0	1	0	0	10
	2014	20	4	0	0	0	0	24
	2015	4	3	0	0	0	0	7

Tableau 3.107 : Activités des tribunaux de simple police

Bobo-Dioulasso									Ouagadougou							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	34	28	54	65	62	75	62	14	32	27	42	48	108	69	58	20
Décisions rendues	49	19	37	46	57	88	77	4	7	7	34	16	46	46	29	18
Décisions rédigées	49	19	37	46	57	88	122	4	7	5	26	6	25	58	34	16

III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise aux parents et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmerie : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmerie partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, pluriels des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau 3.108 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	49	60	92	98	89	72	73	103	202	257
<i>Contraventions</i>	1	1	0	0	0	1	0	0	2	1
<i>Délits</i>	42	57	85	98	89	66	67	98	190	231
<i>Crimes</i>	6	2	7	0	0	5	6	5	10	25
Décisions rendues	49	61	94	99	73	59	47	97	191	263
<i>Placements</i>	8	21	15	25	15	15	19	18	34	48
<i>Remises à parents</i>	21	18	7	13	17	6	6	8	19	34
<i>Emprisonnements</i>	11	13	51	47	41	38	22	26	81	107
<i>Sursis</i>	-	-	-	-	-	-	-	26	26	13
<i>TIG</i>	-	-	-	-	-	-	-	5	12	25
<i>Incompétence</i>	-	-	-	-	-	-	-	5	9	3
<i>Relaxe</i>	-	-	-	-	-	-	-	6	10	21
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	0	1
<i>Amende</i>	-	-	-	-	-	-	-	2	0	11
<i>Autres</i>	9	9	21	14	0	0	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	14	67	112	112	97	79	87	110	272	291
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	-	-	-	5	*12	13
Affaires dont l'instruction est terminée	-	-	-	-	-	-	-	3	*2	5
Affaires en cours d'instruction au 31/12	17	14	7	15	21	20	29	27	*37	42

Tableau 3.109 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	10	6	20	7	11	11	56	24	*16	28
Mineurs concernés	4	7	48	227	32	19	109	24	27	50
Décisions rendues	14	5	18	230	32	19	96	23	*13	31
<i>Placements</i>	1	4	15	230	30	18	93	22	8	31
<i>Remises à parents</i>	2	1	2	0	0	0	1	0	0	0
<i>Autres</i>	11	0	1	0	2	1	2	1	0	0

*Données définitives après l'atelier de validation

Tableau 3.110 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	49	60	92	98	89	72	73	98	194	232
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	8	10
Bobo-Dioulasso	27	32	29	26	21	33	23	31	32	31
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	16	25
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	21	25
Ouagadougou	22	28	63	72	68	39	50	67	102	126
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	15	15

Tableau 3.111 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	49	61	94	99	73	59	47	97	191	252
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	8	11
Bobo-Dioulasso	26	35	25	28	22	27	17	35	38	42
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	19	27
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	24	17
Ouagadougou	23	26	69	71	51	32	30	62	87	139
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	15	16

Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	10	6	20	7	11	11	56	24	16	28
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Bobo-Dioulasso	10	4	5	0	5	4	3	6	6	1
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	0	2	15	7	6	7	53	18	7	24
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0

Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	14	5	18	230	32	18	96	23	13	31
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Bobo-Dioulasso	14	3	13	3	6	3	3	5	5	4
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	0	2	5	227	26	15	93	18	7	24
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Il existe deux types de juridictions pour mineurs:

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges des enfants ». Ils sont au nombre de sept (07) actuellement à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau 3.114 : Activités des tribunaux pour enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Affaires nouvelles	11	1	15	1	15	9	5	8	1	1
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	3	1	4	1	0	2	1	2	0	1
Crimes	8	0	11	0	15	7	4	6	1	0

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Décisions rendues	2	0	11	10	0	16	2	16	5	0
Saisines directes	1	0	9	5	0	4	1	1	3	0
<i>Placements</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
<i>Remise à parents</i>	0	0	0	3	0	1	0	0	0	0
<i>Emprisonnements</i>	0	0	7	1	0	2	1	0	1	0
<i>Autres</i>	1	0	2	1	0	1	0	1	0	0
En appel	1	0	2	5	0	12	1	15	2	0
<i>Confirmation</i>	0	0	1	2	0	0	1	0	0	0
<i>Réformation</i>	1	0	1	2	0	0	0	0	0	0
<i>Infirmation</i>	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
<i>Autres</i>	0	0	0	1	0	12	0	14	1	0

Tableau 3.115 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	11	1	15	1	15	9	5	8	1	1
Bobo-Dioulasso	9	1	13	1	3	4	1	3	-	0
Ouagadougou	2	0	2	0	12	5	4	5	1	1

Tableau 3.116 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1	0	11	10	0	16	2	16	5	0
Bobo-Dioulasso	1	0	11	10	0	4	2	5	5	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	12	0	11	0	0

III.7. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejuger une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau 3.117: Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	459	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225
Rupture de contrat de travail	260	325	448	424	364	390	545	547	510	632
Non-paiement de salaire	98	113	82	109	143	163	234	234	241	224
Reconstitution de carrière	11	19	30	15	10	16	65	28	26	31
Référés	53	52	52	89	70	79	104	111	118	142
Sécurité sociale	20	24	3	8	5	11	33	18	24	50
Autres	17	45	58	65	147	97	123	58	58	146

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	379	346	423	496	681	618	742	975	817	874
Décisions sur le fond	336	292	345	408	519	425	492	729	667	577
<i>Acceptation totale</i>	170	64	114	79	101	117	138	224	204	183
<i>Acceptation partielle</i>	109	186	159	255	315	238	263	426	387	334
<i>Rejet</i>	57	42	72	74	103	70	91	79	76	60
Autres décisions	13	35	46	51	71	59	115	146	137	127
<i>Incompétence</i>	7	10	15	21	25	25	36	38	32	23
<i>Désistement</i>	6	12	20	12	29	30	40	46	16	32
<i>Irrecevabilité</i>				8	7	0	30	38	41	27
<i>Avant dire droit</i>	-	13	11	10	10	4	9	24	48	45
<i>Radiation</i>	30	19	32	37	91	134	135	100	13	170

Décisions rendues par type (y compris référés)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	349	327	390	454	590	484	607	875	804	704
Contradictoire	304	286	332	382	469	363	506	706	633	518
Réputé contradictoire	16	12	22	19	36	43	45	51	51	59
Par défaut	29	29	36	53	85	78	56	118	120	127

NB : Hors radiations

Recours	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Opposition	3	11	7	21	22	25	12	14	7	29
Appel	303	241	240	318	296	241	274	338	260	281
Ensemble	306	252	247	339	318	266	286	352	267	310

Décisions rédigées	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	356	336	344	470	527	472	554	852	796	629

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	21	75	162	81	53	44	436
2012	21	63	158	190	43	25	500
2013	58	105	164	162	24	20	533
2014	85	116	212	184	49	45	691
2015	41	119	226	127	39	9	559

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau 3.118 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	459	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225
Bobo-Dioulasso	115	148	129	110	130	127	220	224	184	277
Koudougou	43	45	71	27	53	49	156	71	68	83
Ouagadougou	301	385	473	573	556	580	728	701	725	865

Tableau 3.119 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	260	325	448	424	424	390	545	547	510	632
Bobo-Dioulasso	84	109	73	14	83	17	149	153	118	202
Koudougou	32	26	40	2	34	30	61	35	30	30
Ouagadougou	144	190	335	408	307	343	335	359	362	400

Tableau 3.120 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	98	113	82	109	143	163	234	234	241	224
Bobo-Dioulasso	6	16	25	77	83	78	25	38	41	37
Koudougou	6	13	9	12	16	11	33	23	26	22
Ouagadougou	86	84	48	20	44	74	176	173	174	165

Tableau 3.121 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	379	346	423	488	674	618	607	875	804	704
Bobo-Dioulasso	75	82	140	100	102	85	112	240	151	136
Koudougou	21	47	48	56	50	29	60	128	66	50
Ouagadougou	283	217	235	332	522	504	435	507	587	518

Tableau 3.122 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	336	292	345	408	519	425	492	729	667	579
Bobo-Dioulasso	73	68	102	91	84	56	89	187	116	98
Koudougou	20	34	41	29	31	22	44	98	36	40
Ouagadougou	243	190	202	288	404	347	359	444	515	441

Tableau 3.123 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	356	336	344	470	527	472	554	852	796	629
Bobo-Dioulasso	86	89	116	102	83	47	80	217	143	74
Koudougou	21	44	41	37	34	29	60	128	66	50
Ouagadougou	249	203	187	331	410	396	414	507	587	505

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumeurs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Comptes de gestion reçus	352	835	472	247	234	399	344	318	235	202
CCOE	139	120	112	76	74	73	71	72	86	83
CCOCT	152	470	336	158	144	304	255	180	134	100
CCEP*	61	245	24	13	16	22	18	66	15	19
Comptes de gestion attendus	nd	nd	543	354	234	468	469	611	208	224
CCOE	nd	nd	65	66	74	71	72	73	74	75
CCOCT	nd	nd	364	267	144	364	364	364	116	116
CCEP*	nd	nd	114	21	16	33	33	174	18	33

Décisions rendues	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Arrêts provisoires	2	24	24	94	36	22	0	60	36	0
CCOE	0	2	3	3	1	3	0	3	0	0
CCOCT	2	22	21	91	35	19	0	57	36	00
Arrêts définitifs	0	2	21	61	18	117	0	2	59	1
Quitus	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Débet	0	0	5	0	0	1	0	0	0	0
Décharge et amendes	0	0	16	61	18	116	0	2	59	1

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Contrôles effectués	3	13	11	11	3	8	5	7	11	11
CCOE	0	4	3	4	2	3	0	5	6	5
CCEP	1	6	6	4	1	4	2	1	3	4
CCOCT	2	3	2	3	0	1	3	1	2	2

Décisions rendues par chambre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Référés	7	8	6	6	0	4	4	3	5	6
CCOE	1	1	0	4	0	2	0	0	4	2
CCEP	4	3	6	1	0	1	0	3	1	4
CCOCT	2	4	0	1	0	1	4	0	0	0
Lettres du président	1	4	25	2	0	1	0	4	1	1
CCOCT	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
CCEP	1	2	25	1	0	1	0	1	0	0
CCOE	0	2	0	1	0	0	0	3	0	0

Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Rapports	1	1	3	2	2	2	2	2	2	2
Public	0	0	2	1	1	1	1	1	1	1
Exécution de la loi des finances	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	87	62	63	79	87	94	172	103	120	149
Fonction publique	19	21	21	24	24	13	25	10	31	25
Marchés publics	3	10	3	4	10	12	13	10	24	21
Foncier	26	23	24	29	26	30	37	36	30	53
Fiscal	0	0	4	0	5	0	2	1	0	3
Électoral	24	0	1	0	0	0	62	14	2	1
Sentences arbitrales	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Autres	15	8	8	22	22	39	33	32	33	46
Affaires jugées selon la nature de la saisine	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	58	53	55	64	27	57	126	45	42	36
Saisines directes	10	10	4	13	6	10	36	6	8	2
Appel	45	36	46	42	18	41	87	37	33	33
Cassation	3	7	5	9	3	6	3	2	1	1
Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	10	10	4	13	6	10	36	6	8	2
Acceptation	0	1	0	2	2	3	0	2	0	0
Rejet	4	5	1	4	2	1	14	0	4	1
Incompétence	3	2	3	4	1	1	7	3	3	1
Irrecevabilité	3	2	0	3	1	5	15	1	1	0
Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	45	36	46	42	18	41	87	37	33	33
Confirmation (totale ou partielle)	15	21	29	25	11	26	48	27	22	22
Rejet	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	2	0	1	0	0	0	1	0	1	0
Irrecevabilité	5	5	6	4	3	4	13	1	4	3
Annulation	9	10	10	13	4	11	25	9	6	8
Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3	7	5	9	3	6	3	2	1	1
Cassation	0	1	0	2	1	2	0	0	0	0
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	3	2	5	7	1	4	2	2	1	0
Irrecevabilité	0	4	0	0	1	0	1	0	0	1
Décisions rédigées	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	55	23	46	57	25	47	80	26	28	39

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau 4.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2014

Décisions rendues	- de 6 mois	[6mois - 1an[	[1an - 2ans[	[2an - 3ans[	[3an - 4ans[	4an - 5ans	5ans et plus
Ensemble	16	1	11	13	5	6	4
Chambre du contentieux	14	0	10	11	4	6	4
Chambre consultative	2	1	0	0	0	0	0
Chambres réunies	0	0	1	2	1	0	0

Tableau 4.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles							Conclusions rendues						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	77	67	68	108	58	83	105	36	42	65	96	50	30	12
Fonction publique	26	25	16	9	6	19	21	9	20	16	6	4	4	1
Marchés publics	4	4	9	6	9	9	13	1	3	8	4	7	4	4
Foncier	30	24	21	17	10	31	29	17	12	20	15	7	12	0
Fiscal	1	3	2	0	1	2	2	1	3	2	0	1	0	0
Électoral	0	1	0	62	14	2	1	0	0	0	62	14	0	1
Contrat administratif	-	-	-	0	0	0	0	-	-	-	0	0	0	0
Autres	16	10	20	14	18	20	39	8	4	19	9	17	10	6

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	210	158	165	216	184	194	434	314	309	330
Fonction publique	24	43	51	72	59	50	71	65	46	83
Marchés publics	12	14	18	17	23	42	61	60	30	39
Foncier	44	65	60	68	64	81	119	100	124	124
Fiscal	6	3	2	16	2	0	5	4	15	3
Électoral	93	0	3	5	1	0	127	32	5	8
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	5	6	64	43
Autres	31	33	31	38	35	21	46	47	25	30

Décisions rendues selon leur nature	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	221	151	115	126	193	127	317	258	188	253
Décisions sur le fond	130	72	51	69	105	73	179	135	109	140
<i>Acceptation totale</i>	40	39	20	37	62	31	63	41	29	51
<i>Acceptation partielle</i>	23	17	19	18	19	17	41	40	33	17
<i>Rejet</i>	67	16	12	14	24	25	75	54	47	72
Autres décisions	91	79	64	57	88	54	138	123	79	115
<i>Incompétence</i>	8	14	10	8	16	10	40	16	11	14
<i>Irrecevabilité</i>	52	44	29	31	43	19	56	62	34	45
<i>Désistement</i>	14	7	14	10	9	14	20	17	14	16
<i>Avant dire droit</i>	17	14	11	8	20	12	22	28	20	38

Décisions rédigées	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	143	84	87	124	146	87	246	156	108	156

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	13	4	17	49	10	6	99
2012	23	4	36	95	34	1	193
2013	20	9	33	97	22	24	205
2014	19	1	30	86	21	9	166
2015	35	6	29	86	39	25	220

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	210	158	165	216	184	194	434	314	309	330
Banfora	6	0	1	2	1	0	7	0	4	7
Bobo-Dioulasso	53	31	31	25	23	30	43	51	49	56
Bogandé	2	0	0	1	1	1	3	4	1	0
Boromo	0	1	2	0	0	3	3	5	2	1
Dédougou	10	3	2	2	2	4	6	4	3	3
Diapaga	0	0	0	0	0	2	2	0	2	0
Diébougou						0	7	1	2	0
Djibo	-	-	-	1	1	0	3	1	2	0
Dori	0	0	0	0	1	4	9	3	3	1
Fada N'gourma	4	3	4	3	2	0	1	0	3	4
Gaoua	15	1	8	6	0	5	4	3	6	1
Kaya	4	2	3	1	2	7	9	6	3	5
Kongoussi	5	5	2	3	0	0	1	4	1	2
Koudougou	6	4	3	18	5	3	15	15	3	4
Léo	-	-	1	2	2	0	15	1	1	1
Manga	4	0	3	1	4	0	9	0	3	1
Nouna	-	-	-	1	0	0	2	5	1	2
Orodara	-	-	-	0	0	0	6	0	3	1
Ouagadougou	83	75	105	121	127	126	262	193	206	221
Ouahigouya	5	26	0	2	4	2	10	6	3	7
Tenkodogo	7	1	0	21	5	5	4	4	5	8
Tougan	4	3	0	0	1	1	9	0	1	1
Yako	0	0	0	4	0	0	2	1	1	1
Ziniaré	2	3	0	2	3	1	2	7	1	3

Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	44	65	60	68	64	81	119	100	124	124
Banfora	0	0	1	0	0	0	3	0	1	6
Bobo-Dioulasso	17	18	15	17	17	21	15	25	29	41
Bogandé	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0
Boromo	0	1	1	0	0	3	0	2	1	1
Dédougou	4	1	1	1	1	3	4	2	1	1
Diapaga	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0
Diébougou	-	-	-			0	1	1	0	0
Djibo	-	-	-	1	0	0	1	1	2	0
Dori	0	0	0	0	0	2	3	0	2	1
Fada N'gourma	1	1	2	3	0	0	0	0	0	4
Gaoua	0	1	3	2	0	2	0	0	3	1
Kaya	0	2	2	1	2	5	4	2	2	2
Kongoussi	1	0	2	2	0	0	0	2	0	0
Koudougou	2	3	1	8	5	2	12	12	1	1
Léo	-	-	0	0	0	0	1	0	0	0
Manga	0	0	1	0	0	0	1	0	3	0
Nouna	-	-	-	0	0	0	0	1	1	2
Orodara	-	-	-	0	0	0	0	0	1	1
Ouagadougou	18	20	31	25	35	35	69	49	67	52
Ouahigouya	1	13	0	1	2	0	2	1	2	4
Tenkodogo	0	1	0	4	1	3	0	0	5	7
Tougan	0	3	0	0	0	1	2	0	1	0
Yako	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	0	1	0	0	1	1	0	2	0	0

Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	221	151	115	122	193	127	317	258	188	253
Banfora	5	1	1	1	1	0	4	0	2	0
Bobo-Dioulasso	51	35	31	26	21	22	44	51	29	80
Bogandé	1	0	0	0	1	1	3	3	2	1
Boromo	0	1	0	0	0	1	3	6	2	4
Dédougou	7	2	3	0	2	4	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	5	1	1	0
Djibo	-	-	-	0	0	0	3	0	0	0
Dori	0	3	1	0	0	2	5	2	0	0
Fada N'gourma	3	0	0	0	2	1	3	1	1	0
Gaoua	20	0	3	2	5	0	7	6	0	1
Kaya	4	2	1	1	1	3	2	5	1	0
Kongoussi	4	0	5	0	0	0	1	3	0	0
Koudougou	6	8	0	3	10	12	1	8	0	0
Léo	-	-	0	0	2	0	3	0	0	0
Manga	4	0	2	2	2	3	6	1	1	2
Nouna	-	-	-	0	0	0	2	2	0	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	6	0	0	0
Ouagadougou	95	63	64	86	135	70	190	160	142	157
Ouahigouya	5	35	0	0	0	4	12	2	2	4
Tenkodogo	11	0	2	1	6	1	5	2	0	4
Tougan	4	0	0	0	3	0	8	0	2	0
Yako	0	0	0	0	0	0	1	1		0
Ziniaré	1	1	2	0	2	3	1	4	2	0

Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	130	72	51	67	105	73	179	135	109	140
Banfora	4	1	1	1	1	0	2	0	1	0
Bobo-Dioulasso	35	15	13	17	8	15	20	15	11	40
Bogandé	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0
Boromo	0	1	0	0	0	0	1	5	1	3
Dédougou	3	2	1	0	1	3	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Diébougou					0	0	3	1	1	0
Djibo	-	-	-	0	0	0	1	0	0	0
Dori	0	2	1	0	0	2	4	2	0	0
Fada N'gourma	1	0	0	0	1	0	2	1	1	0
Gaoua	15	0	2	1	1	0	4	3	0	1
Kaya	0	1	0	1	1	2	0	3	0	0
Kongoussi	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Koudougou	6	4	0	2	5	4	0	4	0	0
Léo	-	-	0	0	0	0	1	0	0	0
Manga	2	0	0	1	2	2	6	1	1	0
Nouna	-	-	-	0	0	0	2	1	0	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	6	0	0	0
Ouagadougou	48	30	33	43	78	40	107	90	88	92
Ouahigouya	4	15	0	0	0	2	8	1	2	3
Tenkodogo	7	0	0	1	4	1	3	2	0	1
Tougan	2	0	0	0	2	0	7	0	1	0
Yako	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	0	1	0	0	1	1	1	2	1	0

Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	140	100	114	185	123	305	248	183	251
Banfora	1	1	1	1	0	4	0	2	0
Bobo-Dioulasso	34	31	25	21	22	44	50	28	79
Bogandé	0	0	0	1	1	0	3	2	1
Boromo	1	0	0	0	1	3	6	0	4
Dédougou	2	3	0	2	4	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	2	0	1	0
Diébougou	-	-	-	0	0	5	1	1	0
Djibo	-	-	0	0	0	3	0	0	0
Dori	3	1	0	0	2	5	2	0	0
Fada N'gourma	0	0	0	2	1	3	1	1	0
Gaoua	0	3	2	5	0	7	6	0	1
Kaya	2	1	1	1	3	2	5	1	0
Kongoussi	0	5	0	0	0	1	3	0	0
Koudougou	8	0	3	8	12	1	8	0	0
Léo	-	0	0	2	0	3	0	0	0
Manga	0	2	1	2	3	5	1	1	1
Nouna	-	-	0	0	0	2	2	0	0
Orodara	-	-	0	0	0	6	0	0	0
Ouagadougou	54	49	80	129	67	184	151	140	157
Ouahigouya	34	0	0	0	4	10	2	2	4
Tenkodogo	0	2	1	6	0	5	2	0	4
Tougan	0	0	0	3	0	8	0	2	0
Yako	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Ziniaré	1	2	0	2	3	1	4	2	0

Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	202	158	149	147	158	151	295	336	205	271
Fonction publique	23	39	39	38	51	37	60	58	51	80
Marchés publics	11	14	1	12	18	25	26	65	44	35
Foncier	53	71	54	43	54	64	71	109	55	89
Fiscal	5	4	12	9	5	1	1	4	7	3
Électoral	78	0	2	2	1	0	106	27	3	7
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	0	0		0
Autres	32	30	41	43	29	24	31	73	45	57

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	197	150	89	177	185	134	278	282	213	241
Fonction publique	18	16	21	51	50	42	43	56	45	68
Marchés publics	7	22	1	15	23	19	32	44	43	30
Foncier	67	67	33	44	60	51	70	104	70	95
Fiscal	4	7	6	19	14	1	2	3	6	2
Électoral	68	0	2	2	1	0	91	24	4	7
Contrat administratif							0	0	0	0
Autres	33	38	26	46	37	21	40	51	45	39

Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	202	158	149	147	158	151	295	336	205	271
Banfora	6	0	1	0	1	0	8	0	2	0
Bobo-Dioulasso	48	28	35	26	20	20	44	41	19	47
Bogandé	2	0	0	0	1	0	3	3	0	0
Boromo	1	1	0	0	0	5	3	6	1	0
Dédougou	10	3	0	7	3	0	2	7	1	0
Diapaga	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	5	1	1	0
Djibo	-	-	-	0	0	0	3	0	0	0
Dori	0	3	1	0	1	0	10	2	0	0
Fada N'gourma	4	3	0	2	0	0	2	0	1	0
Gaoua	16	1	0	6	0	4	3	6	0	0
Kaya	4	2	2	1	1	0	5	8	1	0
Kongoussi	5	5	2	0	0	0	1	2	1	0
Koudougou	3	4	2	7	17	0	3	17	0	0
Léo	-	-	0	1	1	0	5	0	0	0
Manga	4	0	3	3	4	4	6	1	0	1
Nouna	-	-	-	0	0	0	2	2	1	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	6	0	3	0
Ouagadougou	84	75	102	86	101	109	163	226	166	221
Ouahigouya	7	26	0	0	0	3	12	4	4	1
Tenkodogo	2	1	0	3	5	0	5	4	0	1
Tougan	4	3	0	0	3	1	0	0	2	0
Yako	0	0	0	3	0	0	2	1	0	0
Ziniaré	2	3	1	2	0	3	1	5	2	0

Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	197	150	89	177	185	134	278	282	213	241
Banfora	5	1	1	0	1	0	4	0	2	0
Bobo-Dioulasso	48	28	35	24	21	19	42	51	37	73
Bogandé	0	0	0	0	1	0	3	3	0	1
Boromo	1	1	0	0	0	2	0	6	0	0
Dédougou	8	2	0	7	3	1	0	2	1	0
Diapaga	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	5	1	1	0
Djibo	-	-	-	0	0	0	3	0	0	0
Dori	0	3	1	0	0	0	6	2	0	0
Fada N'gourma	3	0	0	0	0	2	2	0	0	0
Gaoua	20	0	0	2	1	0	3	6	0	0
Kaya	4	2	2	0	1	3	5	0	1	0
Kongoussi	4	3	0	0	0	0	1	2	1	0
Koudougou	3	8	0	7	17	0	2	25	0	0
Léo	-	-	0	0	1	0	3	0	0	0
Manga	4	0	2	2	4	6	6	1	0	1
Nouna	-	-	-	0	0	0	2	2	0	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	6	0	0	0
Ouagadougou	93	65	47	130	128	91	163	172	163	163
Ouahigouya	0	35	0	0	0	4	12	2	4	2
Tenkodogo	2	1	0	3	5	1	5	2	0	0
Tougan	0	0	0	0	2	0	0	0	2	1
Yako	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0
Ziniaré	2	1	1	2	0	3	1	4	1	0

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfert.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt et de correction, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'avaient pas encore intégré leurs locaux propres en 2006 et 2010.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble des détenus	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544
Détenus en attente de jugement	1 195	1 805	1 803	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242
<i>Inculpés (en instruction)</i>	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787
<i>Prévenus</i>	205	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455
OMD	-	142	210	82	170	262	67	47	75	109
Condamnés	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Capacité d'accueil	2 660	2 660	2 780	3 140	3 260	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000
Nombre de détenus au 31 décembre	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544
Taux d'occupation (en %)	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	149,1	143,9	170,7	170,7	188,6

Tableau 5.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble des entrées	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601
Hommes	8 210	8 376	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284
Femmes	208	269	287	405	309	225	223	342	365	317

Répartition des entrées selon l'âge	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Mineurs	394	470	702	716	540	483	501	545	673	536
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	67	69	70	117	93	75	70	96	152	83
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	327	401	632	599	447	408	431	449	521	453
Majeurs	8 024	8 175	10 243	10 361	9 582	7 774	8 375	9 463	9 662	9 065
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	1 122	1 082	1 386	1 318	1 227	966	1 086	1 118	1 216	1 275
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 718	1 612	2 013	1 731	1 615	1 446	1 365	1 542	1 632	1 653
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	1 941	1 779	2 646	2 891	2 251	1 888	1 870	2 117	2 211	2 111
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	1 924	2 230	2 639	2 757	2 728	2 119	2 427	2 747	2 815	2 441
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	1 144	1 303	1 375	1 481	1 601	1 219	1 427	1 657	1 594	1 360
<i>60 ans et plus</i>	175	169	184	183	160	136	200	282	194	225

Tableau 5.4 : Autres mouvements, évènements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Évasions	680	106	116	48	88	41	30	44	42	19
Décès	34	45	68	62	119	79	47	68	73	76
Hospitalisations	95	215	268	292	301	287	220	221	295	267
Sorties autorisées	781	1214	639	588	722	688	693	617	516	655

Tableau 5.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544
Banfora	149	179	134	180	195	185	211	250	248	306
Baporo	66	82	43	24	43	48	39	34	16	32
Bobo-Dioulasso	515	497	547	513	552	487	477	571	604	656
Bogandé	95	151	145	183	136	125	128	176	333	342
Boromo	79	98	156	148	148	144	145	200	254	235
Dédougou	158	192	208	211	180	157	176	171	189	174
Diapaga	29	58	104	91	105	98	120	158	194	194
Diébougou	-	-	-	0	0	72	79	100	131	129
Djibo	-	-	-	83	97	105	115	110	102	119
Dori	77	119	161	161	144	141	132	161	194	212
Fada N'gourma	155	232	265	325	333	328	315	248	268	335
Gaoua	173	202	235	231	185	115	135	118	126	149
Kaya	216	279	313	282	245	224	212	309	353	365
Kongoussi	136	162	159	90	86	74	67	69	84	94
Koudougou	165	178	173	206	239	202	192	223	224	288
Léo	-	-	82	136	126	125	125	145	169	165
Manga	95	113	209	187	176	159	234	236	241	265
Nouna	-	-	-	33	57	54	41	71	94	72
Orodara	-	-	-	49	36	46	72	71	163	91
Ouagadougou* (MACO)	522	1 158	1 289	1 594	1 540	1 536	1 439	1 621	1 738	2 178
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	231	198
Ouahigouya**	145	170	233	274	170	109	111	189	206	218
Tenkodogo	296	302	299	315	292	293	243	521	435	381
Tougan	37	35	46	84	113	82	77	68	55	88
Yako	-	-	-	-	-	48	45	57	61	123
Ziniaré	-	-	-	-	-	82	105	99	114	135

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 195	1 807	1 804	2 339	1 868	1 622	1 684	2 187	2 578	3 242
Banfora	50	94	36	49	48	41	64	73	79	140
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	201	175	214	217	209	150	146	150	257	336
Bogandé	35	94	77	95	62	59	88	104	238	230
Boromo	22	48	46	53	62	76	51	56	57	69
Dédougou	60	66	66	56	47	52	49	71	56	58
Diapaga	18	36	59	41	39	39	70	114	115	106
Diébougou	-	-	-	-	0	41	25	35	46	47
Djibo	-	-	-	26	25	26	43	40	45	51
Dori	29	38	77	44	28	43	24	50	74	88
Fada N'gourma	80	100	149	159	195	175	122	89	95	117
Gaoua	80	105	87	87	80	50	45	37	46	71
Kaya	78	120	143	107	90	63	51	86	106	132
Kongoussi	52	56	62	32	31	17	23	26	35	41
Koudougou	82	74	77	99	97	81	71	98	71	126
Léo	-	-	34	39	29	40	41	78	91	62
Manga	52	47	53	52	51	44	83	95	88	84
Nouna	-	-	-	14	30	27	17	38	45	38
Orodara	-	-	-	29	13	12	22	39	109	60
Ouagadougou* (MACO)	112	543	400	895	503	400	468	498	562	988
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	13
Ouahigouya**	56	62	88	103	58	33	39	76	48	65
Tenkodogo	184	142	125	111	115	73	65	239	218	206
Tougan	4	7	11	31	56	39	30	32	27	30
Yako	-	-	-	-	-	10	4	9	23	30
Ziniaré	-	-	-	-	-	31	43	54	47	54

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	142	210	82	170	262	67	47	75	109
Banfora	4	0	1	1	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	4	2	9	7	8	0	7	0	2
Boromo	4	0	0	0	0	0	1	1	0
Dédougou	3	1	0	0	0	0	1	1	11
Diapaga	0	17	3	18	7	12	2	5	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	3	0	1	2	1	0	0
Dori	11	2	0	2	3	5	1	2	2
Fada N'gourma	30	0	4	3	14	7	4	11	2
Gaoua	2	1	10	4	0	5	0	2	0
Kaya	3	5	0	0	3	0	3	5	8
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Koudougou	3	6	0	7	0	2	0	0	0
Léo	0	0	0	0	11	9	2	2	0
Manga	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	2	3	0	1	1	0	0
Orodara	0	0	5	0	0	0	1	11	0
Ouagadougou* (MACO)	58	169	29	106	210	15	20	30	27
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya**	1	1	0	2	4	0	2	0	4
Tenkodogo	10	3	5	0	0	4	0	2	53
Tougan	5	2	0	0	1	1	0	1	0
Yako	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	11	17	0	3	0	2	0

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.8 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876	10 008	10 335	9 601
Banfora	260	324	266	354	335	303	312	335	285	269
Baporo	47	82	77	nd	86	59	76	58	49	71
Bobo-Dioulasso	990	859	1 144	957	926	672	640	913	669	647
Bogandé	235	284	230	358	292	310	375	347	390	361
Boromo	263	295	342	441	348	298	298	313	339	260
Dédougou	305	283	299	355	293	227	286	283	272	209
Diapaga	40	140	182	182	241	251	263	232	193	247
Diébougou	-	-	-	-	0	173	163	197	223	192
Djibo	-	-	-	173	159	199	163	183	160	136
Dori	261	256	333	400	298	244	280	276	371	368
Fada N'gourma	406	440	524	635	533	465	502	414	424	645
Gaoua	396	415	420	444	363	225	241	199	236	283
Kaya	364	449	556	506	431	366	396	503	590	442
Kongoussi	237	204	242	197	155	114	136	121	125	115
Koudougou	516	420	424	585	545	292	343	464	426	399
Léo	-	-	141	315	235	244	291	340	275	208
Manga	315	405	448	402	296	271	355	389	386	322
Nouna	-	-	-	64	118	107	113	205	161	124
Orodara	-	-	-	117	119	92	133	151	264	147
Ouagadougou* (MACO)	2 562	2 494	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	246	20
Ouahigouya**	321	406	405	495	378	273	221	311	401	375
Tenkodogo	745	742	679	853	793	450	695	863	672	688
Tougan	155	147	158	190	204	185	192	154	157	144
Yako	-	-	-	-	-	52	47	59	70	169
Ziniaré	-	-	-	-	-	121	182	182	183	187

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	680	106	116	48	88	112	147	156	146	122
Banfora	1	2	4	1	2	2	4	8	8	5
Baporo	9	12	6	0	8	10	18	25	27	29
Bobo-Dioulasso	10	13	13	1	4	7	11	15	7	6
Bogandé	4	2	4	0	4	0	6	6	6	6
Boromo	1	2	3	5	1	8	2	4	4	3
Dédougou	7	6	9	4	0	4	6	8	2	6
Diapaga	0	2	1	2	0	2	4	8	3	1
Diébougou	-	-	-	-	0	4	5	2	1	2
Djibo	-	-	-	0	2	2	9	5	4	2
Dori	6	4	7	1	0	5	5	3	3	1
Fada N'gourma	5	6	6	0	0	5	15	2	5	4
Gaoua	5	5	3	5	1	7	3	3	4	5
Kaya	2	6	1	1	30	4	4	9	6	4
Kongoussi	1	1	3	0	1	0	1	0	1	0
Koudougou	8	4	2	12	0	7	6	2	10	14
Léo	-	-	4	1	0	4	6	5	1	3
Manga	3	4	2	0	3	3	7	11	18	2
Nouna	-	-	-	2	0	2	1	7	4	7
Orodara	-	-	-	0	3	4	4	1	1	0
Ouagadougou* (MACO)	601	16	29	7	16	16	6	9	7	3
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ouahigouya**	12	11	3	0	0	6	3	2	2	2
Tenkodogo	5	9	14	0	13	4	13	8	16	10
Tougan	0	1	2	6	0	4	3	8	2	0
Yako	-	-	-	-	-	2	1	4	2	5
Ziniaré	-	-	-	-	-	0	4	1	1	1

Les données de 2005 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	34	45	68	62	119	79	47	68	73	76
Banfora	0	2	0	1	0	0	3	4	2	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	8	5	7	1	5	1	6	5	4
Bogandé	2	4	1	1	5	1	1	0	2	5
Boromo	1	0	1	2	5	6	2	3	0	4
Dédougou	2	1	1	2	0	1	1	1	3	4
Diapaga	0	0	1	0	1	4	2	1	2	3
Diébougou	-	-	-	-	-	0	1	0	0	1
Djibo	-	-	-	1	3	2	1	1	1	4
Dori	0	2	1	4	3	15	3	5	7	9
Fada N'gourma	6	0	6	4	24	13	12	19	14	7
Gaoua	2	2	3	7	4	2	1	0	1	4
Kaya	1	5	5	3	1	0	0	1	2	1
Kongoussi	1	3	1	1	0	0	0	0	0	1
Koudougou	2	0	1	9	1	1	5	0	0	1
Léo	-	-	0	1	5	7	3	0	2	2
Manga	0	2	1	5	4	1	1	3	5	3
Nouna	-	-	-	0	3	0	1	0	0	1
Orodara	-	-	-	1	0	0	0	1	0	1
Ouagadougou* (MACO)	11	10	34	10	43	13	6	11	17	8
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Ouahigouya**	0	1	3	2	12	2	0	0	0	4
Tenkodogo	3	5	3	1	3	5	1	8	8	2
Tougan	1	0	1	0	1	0	1	1	0	1
Yako	-	-	-	-	-	0	0	2	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	1	1	1	1	1

Les données de 2005 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble des prévenus	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455
Répartition selon le sexe									
Hommes	655	558	962	675	517	607	771	950	1 430
Femmes	19	5	38	14	5	8	6	19	25
Répartition selon l'âge									
Moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54	53	84	122
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82	100	161	193
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108	138	161	252
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128	167	207	313
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144	222	248	376
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99	97	108	199
Répartition selon la nature de l'infraction									
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433	518	634	1 069
Dont									
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459	355	381	458	568	937
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45	34	22	49	43	101
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	9	0	9	10	13	24	4	8	23
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112	160	177	184
Dont									
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44	30	49	52	70	56
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12	14	34	54	43	66
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37	53	81	98
Dont									
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30	12	11	29	48	61
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7	0	1	3	9	2
<i>Enlèvement d'enfant</i>	5	2	3	8	9	10	11	15	7
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12	5	8	4	9	20
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28	27	52	87
Dont									
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9	7	4	15	20	26
<i>Evasion</i>	17	4	5	2	1	1	3	9	4
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5	19	26	17
Répartition selon la durée de détention préventive									
Moins de 1 mois	329	311	323	390	310	324	497	458	655
De 1 mois à moins de 2 mois*	152	149	306	163	106	172	134	158	109
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41	52	169	358
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28	53	89	243
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28	25	68	76
12 mois et plus	1	3	6	2	4	22	16	27	14

*Les données de 2007 à 2011 prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455
Banfora	28	8	6	10	12	13	34	27	14
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	53	44	35	120	178
Bogandé	24	6	6	6	11	29	20	54	45
Boromo	10	9	3	21	15	12	12	6	21
Dédougou	13	20	15	18	19	17	22	10	20
Diapaga	24	33	21	17	14	27	46	48	33
Diébougou	-	-	-	0	15	8	12	9	15
Djibo	-	-	3	2	11	22	13	14	13
Dori	20	44	17	13	15	9	25	35	52
Fada N'gourma	20	46	37	53	45	47	35	48	47
Gaoua	29	6	23	6	14	10	9	9	17
Kaya	39	38	21	29	22	13	32	27	56
Kongoussi	15	21	6	6	2	6	11	7	17
Koudougou	41	36	51	35	28	15	24	30	80
Léo	-	20	17	13	26	7	28	29	6
Manga	21	22	13	6	4	22	23	24	26
Nouna	-	-	2	16	4	4	8	17	15
Orodara	-	-	18	6	3	4	17	47	12
Ouagadougou (MACO)	247	131	604	284	170	256	262	289	654
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	13
Ouahigouya	30	32	39	9	6	13	37	20	35
Tenkodogo	79	36	33	35	21	20	45	73	44
Tougan	5	4	10	17	5	7	8	10	14
Yako	-	-	-	-	3	0	3	8	12
Ziniaré	-	-	-	-	4	10	16	8	16

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	47	43	49	37	38	54	53	102	122
Banfora	0	0	0	0	0	0	1	4	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	2	6	7	9	7	6	24	11
Bogandé	3	2	1	0	0	2	2	1	6
Boromo	4	0	1	0	0	0	0	0	1
Dédougou	1	0	2	1	0	3	1	0	2
Diapaga	0	2	1	2	3	1	0	2	1
Diébougou	-	-	-	0	1	1	1	1	0
Djibo	-	-	0	0	2	3	0	3	2
Dori	1	2	0	0	0	1	1	1	2
Fada N'gourma	2	2	3	4	1	7	0	4	4
Gaoua	2	1	0	1	0	0	0	2	1
Kaya	2	3	0	2	3	0	5	10	5
Kongoussi	1	1	0	0	0	0	1	0	3
Koudougou	5	2	4	5	4	3	3	3	12
Léo	-	1	0	2	0	2	0	0	0
Manga	0	0	2	0	1	2	2	1	4
Nouna	-	-	0	0	2	0	1	0	0
Orodara	-	-	1	0	1	2	4	11	0
Ouagadougou (MACO)	10	7	20	7	6	15	13	28	57
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	5	3	6	0	2	3	3	2	3
Tenkodogo	7	15	2	5	1	2	3	2	6
Tougan	0	0	0	1	0	0	1	0	0
Yako	-	-	-	-	2	0	0	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	5	2	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	278	227	394	278	205	244	291	406	567
Banfora	8	3	3	2	2	6	6	11	7
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	24	19	14	72	49
Bogandé	10	4	1	2	7	16	6	26	21
Boromo	8	3	2	20	9	3	6	0	3
Dédougou	10	10	8	4	7	10	11	5	6
Diapaga	4	16	6	5	9	8	20	17	13
Diébougou	-	-	-	0	5	3	3	3	4
Djibo	-	-	1	2	5	5	1	4	5
Dori	4	14	2	2	2	3	17	11	24
Fada N'gourma	10	11	18	31	18	30	11	20	18
Gaoua	11	2	7	3	4	1	0	6	7
Kaya	15	20	14	13	15	8	13	15	30
Kongoussi	6	8	1	4	1	4	5	4	9
Koudougou	23	16	30	21	17	9	10	9	38
Léo	-	11	4	5	10	2	11	9	5
Manga	13	9	4	4	1	10	7	12	12
Nouna	-	-	0	7	2	0	1	3	3
Orodara	-	-	4	1	2	3	8	25	4
Ouagadougou (MACO)	84	56	232	92	50	85	104	110	264
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ouahigouya	17	12	19	4	4	6	4	5	15
Tenkodogo	35	22	15	16	6	8	21	28	14
Tougan	3	0	3	5	1	0	3	1	6
Yako	-	-	-	-	3	0	0	5	5
Ziniaré	-	-	-	-	1	5	9	5	4

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	329	308	323	390	310	111	497	458	655
Banfora	23	8	6	10	2	2	24	20	13
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	14	51	43	34	32	12	24	0	97
Bogandé	21	4	6	4	10	13	8	25	30
Boromo	6	6	1	19	11	2	11	6	16
Dédougou	12	19	13	0	14	1	17	10	10
Diapaga	7	4	7	1	6	3	6	8	25
Diébougou	-	-	-	0	12	2	10	7	10
Djibo	-	-	3	2	0	1	8	10	11
Dori	14	37	6	4	9	1	16	26	32
Fada N'gourma	19	13	21	26	18	9	14	29	19
Gaoua	24	6	20	6	12	1	3	8	11
Kaya	0	6	19	27	15	3	23	18	18
Kongoussi	2	15	6	6	1	0	11	6	8
Koudougou	31	24	37	28	21	7	9	25	33
Léo	-	0	10	2	9	2	20	8	1
Manga	16	18	13	4	2	3	19	7	16
Nouna	-	-	0	5	0	1	2	9	14
Orodara	-	-	1	0	2	0	5	3	2
Ouagadougou (MACO)	75	51	60	179	111	35	172	164	217
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	13
Ouahigouya	23	24	21	2	2	4	35	17	28
Tenkodogo	39	18	21	22	19	6	40	34	10
Tougan	3	4	9	9	0	1	7	6	7
Yako	-	-	-	-	0	0	3	6	9
Ziniaré	-	-	-	-	2	2	10	6	5

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	481	434	763	518	407	433	518	634	1 069
Banfora	22	8	6	5	11	11	21	15	12
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	45	38	28	93	145
Bogandé	17	4	5	2	8	24	8	35	27
Boromo	8	4	2	12	13	4	10	4	11
Dédougou	12	14	13	12	13	15	12	8	20
Diapaga	15	23	14	9	9	14	31	22	7
Diébougou	-	-	-	0	9	4	10	3	11
Djibo	-	-	2	1	9	11	5	9	9
Dori	19	34	14	10	11	2	23	24	32
Fada N'gourma	9	33	29	43	29	36	16	22	19
Gaoua	26	4	18	4	13	9	4	6	15
Kaya	19	31	19	24	7	8	17	14	43
Kongoussi	5	15	4	4	1	4	9	6	15
Koudougou	25	29	45	30	22	12	19	25	68
Léo	-	18	16	11	19	4	14	11	1
Manga	10	17	11	6	3	16	20	21	18
Nouna	-	-	1	3	4	2	6	13	14
Orodara	-	-	2	4	2	3	12	17	6
Ouagadougou (MACO)	182	104	465	221	144	180	200	209	502
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	25	22	30	7	5	8	4	12	28
Tenkodogo	56	28	24	27	19	15	32	42	33
Tougan	5	1	6	14	5	6	2	9	10
Yako	-	-	-	-	3	0	2	7	10
Ziniaré	-	-	-	-	3	7	13	7	13

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	72	73	91	92	68	112	160	177	184
Banfora	0	0	0	5	0	1	4	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	2	12	10	6	2	3	6	10
Bogandé	7	0	1	4	0	2	1	4	2
Boromo	1	4	0	3	1	7	2	2	3
Dédougou	0	4	2	5	3	1	4	2	0
Diapaga	6	10	5	7	5	5	12	22	23
Diébougou	-	-	-	0	6	4	1	2	4
Djibo	-	-	1	1	2	4	3	3	4
Dori	1	6	0	3	4	7	1	11	18
Fada N'gourma	4	10	6	7	8	4	12	13	7
Gaoua	2	1	3	2	1	1	5	3	2
Kaya	3	3	1	4	11	2	11	5	8
Kongoussi	10	5	2	2	1	1	2	1	1
Koudougou	2	3	4	4	6	1	2	5	9
Léo	-	2	1	2	1	2	11	16	5
Manga	5	4	1	0	1	5	2	2	1
Nouna	-	-	1	5	0	1	1	2	1
Orodara	-	-	1	0	0	1	2	29	5
Ouagadougou (MACO)	15	8	39	20	9	54	38	26	66
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	4	7	7	1	0	2	33	5	6
Tenkodogo	11	2	4	7	2	1	8	16	3
Tougan	0	2	0	0	0	1	0	0	2
Yako	-	-	-	-	0	0	1	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	1	3	1	1	2

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	85	37	109	59	28	37	53	81	98
Banfora	2	0	0	0	1	1	3	8	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	4	1	14	20
Bogandé	0	2	0	0	3	2	1	8	6
Boromo	0	0	1	6	0	1	0	0	6
Dédougou	1	1	0	0	3	0	5	0	0
Diapaga	2	0	0	1	0	1	3	0	3
Diébougou	-	-	-	0	0	0	1	4	0
Djibo	-	-	0	0	0	0	0	2	0
Dori	0	4	0	0	0	0	0	0	2
Fada N'gourma	7	0	2	1	5	3	5	6	1
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	1	2	2	6	4
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	13	3	1	1	0	1	1	0	1
Léo	-	0	0	0	4	0	1	1	0
Manga	6	1	1	0	0	0	1	0	2
Nouna	-	-	0	8	0	1	0	0	0
Orodara	-	-	15	0	0	0	3	1	1
Ouagadougou (MACO)	29	14	72	31	10	19	19	27	48
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	0	3	2	1	1	1	0	1	0
Tenkodogo	5	5	5	0	0	1	1	3	0
Tougan	0	1	3	2	0	0	4	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	2	0	1

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	34	14	31	17	17	28	27	52	98
Banfora	4	0	0	0	0	0	4	3	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	3	2	1	1	0	3	8	20
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	2	6
Boromo	0	1	0	0	1	0	0	0	6
Dédougou	0	1	0	1	0	1	0	0	0
Diapaga	1	0	2	0	0	7	0	2	3
Diébougou	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	6	5	0	0
Dori	0	0	3	0	0	0	0	0	2
Fada N'gourma	0	3	0	0	3	4	0	7	1
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	2	0	0	3	1	2	2	4
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	1	1	1	0	0	1	2	0	1
Léo	-	0	0	0	1	1	2	1	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Nouna	-	-	0	0	0	0	1	2	0
Orodara	-	-	0	2	1	0	0	0	1
Ouagadougou (MACO)	20	3	22	12	7	3	2	11	48
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	1	0	0	0	0	1	0	2	0
Tenkodogo	7	0	0	1	0	3	4	10	0
Tougan	0	0	1	0	0	0	2	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	0	0	1

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3. Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.20 : Effectifs des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention de la détention préventive.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble des inculpés	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787
Répartition selon le sexe										
Hommes	967	1 106	1 201	1 284	1 116	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734
Femmes	23	25	39	44	44	30	30	39	52	53
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	42	23	25	40	14	24	24	38	47	63
18 ans à moins de 21 ans	107	93	116	112	97	87	71	91	126	132
21 ans à moins de 25 ans	197	185	210	242	185	177	158	175	187	199
25 ans à moins de 30 ans	229	292	309	329	266	246	218	280	326	395
30 ans à moins de 40 ans	262	322	351	378	374	363	384	476	573	568
40 ans et plus	153	216	229	227	224	199	214	348	350	430
Répartition selon la catégorie et la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	604	782	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210
Dont										
<i>Vols aggravés</i>	101	205	183	223	164	115	146	118	133	177
<i>Viols</i>	113	172	163	199	188	137	149	182	176	226
<i>Coups mortels</i>	96	96	100	99	119	109	133	126	165	169
<i>Assassinats</i>	83	122	135	151	199	177	194	402	317	333
<i>Homicides volontaires</i>	59	106	134	134	129	148	126	160	181	185
<i>Coups et blessures volontaires</i>	19	40	25	24	32	35	27	31	31	77
Crimes et délits contre les biens	121	99	137	142	102	121	72	79	131	124
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	78	75	109	90	67	69	47	52	69	62
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	24	8	11	31	27	45	8	6	23	36
<i>Abus de confiance</i>	13	13	13	12	7	7	17	19	24	25
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	44	48	57	43	39	34	29	42	44	58
Crimes et délits contre la chose publique	220	147	263	291	167	156	175	125	213	274
Dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	119	83	193	196	110	115	100	51	121	160
<i>Faux et usage de faux</i>	53	45	41	82	41	29	45	52	47	79
Infractions en matière d'armes et de munitions	1	55	23	9	10	26	6	59	134	100
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	194	139	279	249	173	227	229	264	236	192
3 mois à moins de 6 mois	176	199	214	167	127	167	136	214	197	264
6 mois à moins de 12 mois	301	421	272	362	276	178	219	442	415	331
1 an à moins de 2 ans	188	254	287	309	327	225	206	252	461	545
2 ans à moins de 3 ans	64	65	92	133	143	151	118	87	145	253
3 ans à moins de 4 ans	45	33	49	62	67	74	74	68	53	85
4 ans et plus	22	20	47	46	47	74	87	81	102	117

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.21 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787
Banfora	40	66	28	43	38	29	51	39	52	126
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	150	146	163	162	122	97	102	115	137	158
Bogandé	36	70	71	89	56	48	59	84	184	185
Boromo	30	38	37	50	41	61	39	44	51	48
Dédougou	51	53	46	41	29	33	32	49	46	38
Diapaga	7	12	26	20	22	25	43	68	67	73
Diébougou	-	-	-	-	0	26	17	23	37	32
Djibo	-	-	-	23	23	15	21	27	31	38
Dori	16	18	33	27	15	28	15	25	39	36
Fada N'gourma	63	80	103	122	142	130	75	54	47	70
Gaoua	64	76	81	64	74	36	35	28	37	54
Kaya	70	81	105	86	61	41	38	54	79	76
Kongoussi	45	41	41	26	25	15	17	15	28	24
Koudougou	44	33	41	48	62	53	56	74	41	46
Léo	-	-	14	22	16	14	34	50	62	56
Manga	36	26	31	39	45	40	61	72	64	58
Nouna	-	-	-	12	14	23	13	30	28	23
Orodara	-	-	-	11	7	9	18	22	62	48
Ouagadougou (MACO)	220	296	269	280	202	230	212	236	273	334
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	19	30	54	64	47	23	26	37	28	30
Tenkodogo	95	63	89	78	80	52	45	194	145	162
Tougan	4	2	8	21	39	34	23	24	17	16
Yako	-	-	-	-	-	7	4	6	15	18
Ziniaré	-	-	-	-	-	27	33	38	39	38

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.22 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	346	301	348	394	296	286	253	304	360	394
Banfora	11	17	7	9	8	9	19	11	14	33
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	71	33	40	58	28	18	21	29	25	24
Bogandé	12	16	21	23	17	13	9	12	45	45
Boromo	7	19	11	18	11	12	8	4	5	13
Dédougou	17	20	13	7	8	10	8	13	18	15
Diapaga	2	2	9	6	4	3	7	13	15	19
Diébougou	-	-	-	-	-	2	2	8	5	1
Djibo	-	-	-	12	13	8	11	13	15	18
Dori	6	5	12	8	4	3	4	10	10	13
Fada N'gourma	13	9	22	34	29	32	17	7	9	14
Gaoua	21	22	18	8	19	10	9	3	8	10
Kaya	20	22	36	32	17	11	7	13	21	20
Kongoussi	27	16	15	9	4	2	4	6	11	8
Koudougou	16	10	11	16	11	16	11	15	11	14
Léo	-	-	2	9	10	6	8	10	12	8
Manga	13	8	7	12	7	13	27	14	10	6
Nouna	-	-	-	6	5	16	1	17	10	4
Orodara	-	-	-	1	1	2	5	5	24	29
Ouagadougou (MACO)	61	67	76	69	47	49	36	37	47	50
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	9	14	20	21	17	11	10	7	8	6
Tenkodogo	39	20	25	31	24	19	16	42	30	34
Tougan	1	1	3	5	12	13	5	5	2	1
Yako	-	-	-	-	-	1	0	2	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	7	8	8	4	8

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.23 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	604	782	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210
Banfora	17	65	17	29	25	24	37	35	45	123
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	87	85	82	101	83	84	86	91	103	112
Bogandé	28	58	62	48	24	19	44	28	57	58
Boromo	25	29	21	46	40	39	34	48	37	42
Dédougou	43	40	37	34	27	27	29	48	41	36
Diapaga	7	9	17	20	19	21	27	65	61	68
Diébougou	-	-	-	-	0	18	13	22	32	30
Djibo	-	-	-	22	23	15	21	24	30	37
Dori	10	13	23	23	10	19	11	23	39	36
Fada N'gourma	51	43	84	68	106	94	55	46	35	42
Gaoua	48	68	51	47	65	28	33	27	30	32
Kaya	34	50	37	60	37	27	31	48	53	66
Kongoussi	40	29	26	14	16	11	14	14	16	14
Koudougou	24	27	31	39	47	35	39	48	30	34
Léo	-	-	10	18	14	9	24	26	44	44
Manga	16	12	11	17	23	29	46	59	39	46
Nouna	-	-	-	12	13	22	13	26	22	19
Orodara	-	-	-	3	7	7	12	14	36	43
Ouagadougou (MACO)	95	168	137	134	111	104	111	141	166	196
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	18	27	34	39	38	20	25	34	25	23
Tenkodogo	57	57	72	51	72	43	34	141	88	52
Tougan	4	2	8	18	37	34	23	23	16	14
Yako	-	-	-	-	-	7	3	6	7	11
Ziniaré	-	-	-	-	-	23	22	29	29	32

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.24 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	121	99	137	142	102	121	72	79	131	133
Banfora	1	1	1	6	4	1	0	1	0	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	12	5	6	17	7	3	3	3	11	11
Bogandé	5	3	3	9	1	1	1	1	6	6
Boromo	1	2	1	3	0	8	1	1	7	2
Dédougou	2	3	3	1	0	0	0	1	1	0
Diapaga	0	3	7	0	0	1	2	1	0	1
Diébougou	-	-	-	-	0	7	2	1	4	0
Djibo	-	-	-	1	0	0	0	0	1	0
Dori	1	2	1	2	2	1	0	0	0	0
Fada N'gourma	1	0	0	7	21	10	5	2	1	5
Gaoua	8	6	8	0	0	0	0	0	3	6
Kaya	3	2	32	4	11	7	2	0	14	5
Kongoussi	4	4	8	12	4	2	0	1	1	0
Koudougou	2	0	1	6	6	7	2	13	4	7
Léo	-	-	0	1	0	3	0	7	9	9
Manga	15	11	16	18	13	6	11	4	5	4
Nouna	-	-	-	0	0	0	0	1	1	0
Orodara	-	-	-	6	0	1	2	0	2	1
Ouagadougou (MACO)	47	52	46	37	31	63	35	32	50	50
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	0	1	3	1	2	0	1	2	1	4
Tenkodogo	19	4	1	11	0	0	3	3	5	16
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	0	2	5	5	3

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.25 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	220	147	263	291	167	156	175	125	213	274
Banfora	22	0	4	8	8	2	13	2	6	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	43	27	45	36	26	3	11	17	19	31
Bogandé	1	7	6	29	28	20	8	2	8	31
Boromo	0	3	11	0	0	5	3	4	2	2
Dédougou	3	0	3	5	2	6	3	0	1	2
Diapaga	0	0	2	0	0	2	14	0	6	0
Diébougou	-	-	-	0	0	1	1	0	1	2
Djibo	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Dori	5	3	9	1	3	8	4	2	0	0
Fada N'gourma	10	0	19	39	8	21	14	4	10	17
Gaoua	8	2	22	16	4	5	0	0	1	10
Kaya	30	25	27	18	11	7	5	5	8	5
Kongoussi	0	5	1	0	0	0	1	0	0	0
Koudougou	15	5	6	1	7	6	15	11	5	4
Léo	-	-	4	3	2	2	10	13	4	2
Manga	1	2	4	3	4	1	4	2	16	8
Nouna	-	-	-	0	1	1	0	2	0	4
Orodara	-	-	-	2	0	1	3	6	22	1
Ouagadougou (MACO)	70	65	79	95	50	53	56	51	46	67
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	1	2	17	16	5	0	0	1	0	3
Tenkodogo	11	1	4	16	6	8	6	2	47	81
Tougan	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	0	1	0	7	4
Ziniaré	-	-	-	-	-	4	3	1	4	0

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.26 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	131	118	188	241	257	299	279	236	300	455
Banfora	0	3	0	1	3	6	6	9	12	19
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	49	36	63	65	59	53	53	46	47	83
Bogandé	0	1	10	23	23	31	16	3	19	33
Boromo	2	2	5	14	15	10	11	14	16	21
Dédougou	6	5	10	6	6	3	6	7	9	9
Diapaga	0	0	0	1	3	10	6	7	6	30
Diébougou	-	-	-	-	0	2	3	4	5	7
Djibo	-	-	-	4	4	2	4	5	6	15
Dori	1	1	2	0	3	0	2	6	0	4
Fada N'gourma	16	10	12	23	29	50	41	15	11	6
Gaoua	22	21	21	25	18	10	9	9	14	8
Kaya	16	12	23	24	23	23	18	18	18	20
Kongoussi	0	1	6	3	5	5	4	2	3	8
Koudougou	1	5	4	8	8	8	16	12	13	11
Léo	-	-	0	0	1	6	2	3	21	28
Manga	0	0	2	4	6	8	12	5	25	20
Nouna	-	-	-	1	6	3	2	4	3	7
Orodara	-	-	-	0	0	0	1	1	7	3
Ouagadougou (MACO)	17	19	16	29	28	37	38	39	32	70
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	0	0	5	5	9	5	5	6	5	7
Tenkodogo	1	2	8	4	5	10	2	0	7	
Tougan	0	0	1	1	3	12	11	7	5	31
Yako	-	-	-	-	-	2	1	1	2	5
Ziniaré	-	-	-	-	-	3	10	13	14	1

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.27 : Effectifs des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble des condamnés	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158
Femmes	27	30	68	64	42	33	26	54	45	35
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	42	37	58	94	59	47	50	62	107	53
18 ans à moins de 21 ans	214	333	331	389	379	347	318	348	406	455
21 ans à moins de 25 ans	476	512	580	591	608	649	573	648	827	839
25 ans à moins de 30 ans	432	582	695	769	843	831	889	982	991	1 064
30 ans à moins de 40 ans	476	527	714	779	902	891	996	1 158	1 267	1 238
40 ans et plus	273	269	410	368	388	394	458	546	576	544
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	1455	1681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728
<i>Abus de confiance</i>	120	100	129	119	113	103	103	150	163	176
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	02	12	70	28	13	30	52	28	29	25
Crimes et délits contre les particuliers	136	129	175	238	314	336	454	557	565	548
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	79	80	97	108	106	113	119	135	161	117
<i>Vols aggravés</i>	7	6	12	42	100	104	202	263	266	301
<i>Homicides volontaires</i>	8	2	4	23	16	22	28	20	21	6
<i>Assassinats</i>	04	03	09	14	21	22	27	27	17	25
<i>Viols</i>	2	2	1	8	12	13	14	9	13	4
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	114	190	364	313	259	213	204	332	353	347
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	68	139	228	204	161	125	116	198	243	237
<i>Mutilations génitales féminines</i>	19	23	76	42	20	16	13	33	22	19
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	16	14	35	48	56	49	60	62	72	60
Crimes et délits contre la chose publique	66	89	78	110	123	148	136	137	289	314
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	4	0	5	7	8	32	41	15	112	166
<i>Faux et usage de faux</i>	26	21	22	38	46	50	46	61	75	54
Infractions en matière d'armes et de munitions	16	25	30	22	33	45	32	56	44	32
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	109	126	96	49	9	8	28	42	47	17
3 mois à moins de 6 mois	190	273	306	222	149	89	76	141	96	69
6 mois à moins de 12 mois	465	424	651	529	465	399	338	374	374	310
1 an à moins de 2 ans	645	696	993	1 140	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197
2 ans à moins de 3 ans	248	371	336	483	579	601	552	622	814	873
3 ans à moins de 5 ans	177	269	289	361	529	611	613	693	759	817
5 ans à moins de 10 ans	59	85	102	144	313	397	468	522	560	521
10 ans à 20 ans	11	10	8	49	72	102	136	172	211	279
Plus de 20 ans	-	-	-	1	17	24	47	47	63	78
Perpétuité	5	3	3	6	12	13	14	21	16	21
Peine de mort	4	3	4	6	7	10	11	11	10	11

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.28 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193
Banfora	99	81	98	130	146	144	147	177	169	166
Baporo	66	82	43	24	43	48	39	34	16	32
Bobo-Dioulasso	314	322	333	296	343	337	331	421	347	320
Bogandé	60	53	66	79	67	58	40	65	95	110
Boromo	57	46	110	95	86	68	94	143	196	166
Dédougou	98	123	141	155	133	105	127	99	132	105
Diapaga	11	22	28	47	48	52	38	42	74	88
Diébougou	-	-	-	-	0	31	54	65	85	82
Djibo	-	-	-	54	72	78	70	69	57	68
Dori	48	70	82	117	114	95	103	110	118	122
Fada N'gourma	75	102	116	162	135	139	186	155	162	216
Gaoua	93	95	147	134	101	65	85	81	78	78
Kaya	138	156	165	175	155	158	161	220	242	225
Kongoussi	84	106	97	58	55	57	43	42	49	53
Koudougou	83	101	90	107	135	121	119	125	153	162
Léo	-	-	48	97	97	74	75	65	76	103
Manga	43	63	155	135	125	115	151	141	153	181
Nouna	-	-	-	17	24	27	23	32	49	34
Orodara	-	-	-	15	23	34	50	31	43	31
Ouagadougou (MACO)	410	557	720	670	931	926	956	1 103	1 146	1 163
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	231	185
Ouahigouya	89	108	145	171	112	76	72	113	158	149
Tenkodogo	112	150	171	199	177	220	174	282	215	122
Tougan	33	23	33	53	57	42	46	36	27	58
Yako	-	-	-	-	-	38	41	48	38	93
Ziniaré	-	-	-	-	-	51	59	45	65	81

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.29 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	732	882	969	1 074	1 046	1 043	941	1 058	1 340	1 347
Banfora	30	31	23	40	42	46	36	49	53	57
Baporo	9	39	16	7	12	21	11	10	2	7
Bobo-Dioulasso	143	147	72	82	95	120	77	113	104	81
Bogandé	16	15	23	26	23	13	12	19	29	34
Boromo	28	13	36	53	24	22	25	39	84	53
Dédougou	29	44	44	48	27	30	26	23	39	40
Diapaga	4	6	14	19	19	20	13	10	24	27
Diébougou	-	-	-	-	0	8	18	29	34	28
Djibo	-	-	-	22	28	41	22	18	21	33
Dori	14	16	23	38	39	42	29	31	35	30
Fada N'gourma	32	32	41	76	49	36	65	39	51	80
Gaoua	29	32	40	35	25	23	26	22	14	26
Kaya	66	74	77	74	54	47	46	67	87	74
Kongoussi	29	31	32	18	18	22	17	18	17	14
Koudougou	42	40	36	45	51	45	49	44	53	61
Léo	-	-	23	41	36	33	27	23	32	32
Manga	18	34	60	39	40	40	44	47	52	56
Nouna	-	-	-	5	6	8	5	9	15	5
Orodara	-	-	-	5	7	5	6	9	15	7
Ouagadougou (MACO)	138	213	269	256	319	268	251	306	332	382
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	52	42
Ouahigouya	29	40	48	51	28	27	26	8	62	62
Tenkodogo	58	66	79	83	71	79	64	81	84	43
Tougan	18	9	13	11	33	10	10	11	13	21
Yako	-	-	-	-	-	15	17	16	13	30
Ziniaré	-	-	-	-	-	22	19	17	23	22

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5. 30: Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	42	37	58	94	59	47	50	62	107	53
Banfora	1	0	1	0	0	1	0	1	2	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Bobo-Dioulasso	7	9	3	5	3	3	2	5	1	4
Bogandé	1	1	1	1	2	0	0	1	0	0
Boromo	1	0	2	7	0	0	1	3	10	1
Dédougou	1	0	1	3	0	0	1	3	0	5
Diapaga	3	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	0	0	3	3	4	0
Djibo	-	-	-	0	0	3	0	0	0	0
Dori	0	0	0	2	0	1	3	1	5	1
Fada N'gourma	1	2	1	10	7	4	5	6	4	0
Gaoua	1	2	0	1	1	2	1	0	1	1
Kaya	4	9	14	11	4	6	5	3	5	1
Kongoussi	4	1	3	2	0	2	1	1	2	0
Koudougou	5	1	4	2	3	2	2	3	8	3
Léo	-	-	2	1	1	5	3	1	1	1
Manga	1	3	4	5	3	1	3	2	2	3
Nouna	-	-	-	1	0	0	0	0	1	0
Orodara	-	-	-	1	2	1	1	0	3	0
Ouagadougou (MACO)	4	6	21	21	26	11	11	18	40	19
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	0	0	1	3	0	2	0	2	6	1
Tenkodogo	4	3	0	17	4	1	5	6	8	4
Tougan	4	0	0	0	2	0	0	0	0	1
Yako	-	-	-	-	-	0	2	3	1	3
Ziniaré	-	-	-	-	-	2	0	0	2	5

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.31 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728
Banfora	70	71	77	113	122	119	104	124	122	125
Baporo	49	66	37	21	33	37	33	29	15	27
Bobo-Dioulasso	246	215	207	203	223	217	202	262	201	208
Bogandé	50	41	54	63	45	39	16	42	73	75
Boromo	50	34	83	63	53	40	62	97	128	127
Dédougou	75	102	101	119	102	76	80	75	99	76
Diapaga	7	9	21	39	23	23	25	21	36	59
Diébougou	-	-	-	-	0	23	41	48	58	64
Djibo	-	-	-	40	52	46	47	55	45	60
Dori	36	55	53	90	85	56	64	70	74	89
Fada N'gourma	47	72	84	139	101	102	121	103	87	103
Gaoua	74	61	86	97	72	43	40	39	53	48
Kaya	112	121	116	144	120	124	129	169	175	156
Kongoussi	71	94	72	42	47	43	29	28	34	43
Koudougou	71	77	63	79	107	94	96	97	116	130
Léo	-	-	44	80	78	63	58	47	55	61
Manga	28	45	101	102	89	89	123	107	106	121
Nouna	-	-	-	12	19	23	18	21	27	26
Orodara	-	-	-	5	14	31	31	19	27	22
Ouagadougou (MACO)	291	399	427	426	665	663	673	660	691	722
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	141	74
Ouahigouya	68	90	113	100	81	54	47	98	106	113
Tenkodogo	87	113	140	126	126	148	126	163	138	73
Tougan	23	16	23	34	46	35	35	20	20	34
Yako	-	-	-	-	-	37	36	37	31	55
Ziniaré	-	-	-	-	-	41	44	30	44	37

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.32 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952
Banfora	87	76	81	118	129	123	119	133	133	136
Baporo	50	75	39	22	39	40	36	30	15	30
Bobo-Dioulasso	286	238	259	231	230	226	217	280	220	239
Bogandé	55	41	57	66	47	42	16	44	76	76
Boromo	51	41	87	75	67	44	70	102	147	132
Dédougou	78	112	111	123	106	81	104	78	104	79
Diapaga	7	10	23	39	28	32	29	22	38	67
Diébougou	-	-	-	-	0	23	42	53	65	67
Djibo	-	-	-	43	55	51	50	62	47	61
Dori	40	58	57	96	91	61	71	73	84	92
Fada N'gourma	52	82	93	143	102	111	135	107	93	116
Gaoua	79	65	110	106	75	47	42	47	61	53
Kaya	113	123	126	153	131	128	132	174	180	160
Kongoussi	73	95	77	51	48	44	31	30	35	44
Koudougou	75	83	71	87	113	102	104	106	123	139
Léo	-	-	44	82	86	66	60	49	56	65
Manga	31	48	105	113	97	95	130	116	113	131
Nouna	-	-	-	13	20	23	18	23	27	26
Orodara	-	-	-	8	18	33	43	26	28	25
Ouagadougou (MACO)	317	447	508	448	695	712	701	732	770	797
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	143	75
Ouahigouya	70	91	118	106	84	58	49	100	115	120
Tenkodogo	94	123	152	150	136	161	137	182	152	86
Tougan	23	19	23	34	53	36	39	23	20	38
Yako	-	-	-	-	-	37	37	39	31	61
Ziniaré	-	-	-	-	-	41	46	31	47	37

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	136	129	175	238	314	336	454	557	565	548
Banfora	2	3	9	3	9	7	5	16	15	8
Baporo	11	4	3	0	3	2	2	1	0	1
Bobo-Dioulasso	19	21	23	32	62	69	78	99	73	32
Bogandé	5	5	5	12	17	3	18	6	4	8
Boromo	5	0	7	9	12	8	14	19	21	14
Dédougou	9	3	10	21	19	18	16	18	20	18
Diapaga	2	5	3	6	14	16	3	10	21	14
Diébougou	-	-	-	-	0	3	8	7	10	6
Djibo	-	-	-	7	13	24	13	7	6	6
Dori	7	11	11	9	13	22	14	31	18	22
Fada N'gourma	9	9	9	5	13	11	22	9	35	40
Gaoua	5	19	11	18	16	14	39	20	10	10
Kaya	7	6	0	6	7	8	16	27	37	43
Kongoussi	5	9	7	2	4	5	4	6	9	5
Koudougou	4	5	10	11	10	9	14	7	19	14
Léo	-	-	2	5	1	3	4	6	6	29
Manga	2	6	9	5	11	8	9	15	15	9
Nouna	-	-	-	3	0	3	4	4	4	4
Orodara	-	-	-	3	3	0	3	2	7	3
Ouagadougou (MACO)	21	14	40	41	53	61	142	174	133	158
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	17	24
Ouahigouya	7	4	5	11	14	14	11	9	31	12
Tenkodogo	10	3	7	16	19	16	7	50	34	9
Tougan	6	2	4	13	1	5	0	5	5	15
Yako	-	-	-	-	-	0	0	0	1	5
Ziniaré	-	-	-	-	-	7	8	9	14	39

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.34 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	114	190	364	313	259	213	204	332	353	347
Banfora	5	2	6	5	7	6	20	15	9	11
Baporo	0	1	1	2	1	5	1	2	0	1
Bobo-Dioulasso	2	48	34	17	37	24	23	26	28	40
Bogandé	0	3	3	0	3	0	1	0	0	1
Boromo	1	2	12	7	4	7	3	15	16	13
Dédougou	4	4	9	9	7	5	7	2	6	5
Diapaga	2	0	1	2	5	3	1	5	8	7
Diébougou	-	-	-	-	0	3	2	4	9	9
Djibo	-	-	-	3	4	2	3	0	2	0
Dori	0	1	13	8	5	11	8	6	12	4
Fada N'gourma	7	5	8	8	14	13	6	25	8	8
Gaoua	2	8	17	7	7	1	3	10	1	6
Kaya	14	22	34	9	11	16	9	11	16	11
Kongoussi	4	1	12	4	1	5	4	3	2	2
Koudougou	0	3	3	4	5	2	0	4	1	2
Léo	-	-	2	9	4	3	8	9	11	5
Manga	4	7	30	11	11	4	5	7	19	16
Nouna	-	-	-	0	4	0	0	2	0	1
Orodara	-	-	-	3	2	0	3	1	2	1
Ouagadougou (MACO)	51	66	158	140	105	90	74	137	160	140
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	23	20
Ouahigouya	9	2	13	39	9	2	3	2	11	15
Tenkodogo	6	14	8	24	13	10	10	29	6	17
Tougan	3	1	0	2	0	1	5	5	1	3
Yako	-	-	-	-	-	0	3	8	1	5
Ziniaré	-	-	-	-	-	0	2	4	1	4

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	66	89	78	110	123	148	136	137	289	314
Banfora	5	0	2	4	1	7	2	10	12	11
Baporo	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	7	11	15	14	14	12	13	16	26	9
Bogandé	0	4	0	0	0	2	5	3	2	12
Boromo	0	3	4	3	3	9	7	6	8	6
Dédougou	5	3	5	2	1	1	0	1	2	3
Diapaga	0	0	0	0	1	1	5	4	6	0
Diébougou	-	-	-	-	-	1	2	1	0	0
Djibo	-	-	-	1	0	1	4	0	2	1
Dori	1	0	1	4	5	1	10	0	4	4
Fada N'gourma	7	6	4	3	2	3	3	8	26	52
Gaoua	4	3	2	3	2	2	1	4	3	9
Kaya	4	5	5	7	6	6	4	4	7	9
Kongoussi	2	1	1	1	2	3	1	0	1	0
Koudougou	3	6	3	5	4	4	1	3	6	7
Léo	-	-	0	1	3	1	2	1	3	3
Manga	5	2	6	5	4	7	7	3	4	22
Nouna	-	-	-	0	0	1	0	2	17	3
Orodara	-	-	-	1	0	1	0	2	6	2
Ouagadougou (MACO)	20	25	12	29	60	52	39	50	75	66
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	48	62
Ouahigouya	2	10	9	15	5	2	5	2	1	2
Tenkodogo	1	9	4	8	8	29	20	14	23	10
Tougan	0	0	5	4	2	0	2	2	0	1
Yako	-	-	-	-	-	0	0	0	3	20
Ziniaré	-	-	-	-	-	2	3	1	3	0

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.36 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	16	25	30	22	33	45	32	56	44	32
Banfora	0	0	0	0	0	1	1	3	0	0
Baporo	5	1	0	0	0	1	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	0	4	2	2	0	6	0	0	0	0
Bogandé	0	0	1	1	0	11	0	12	13	13
Boromo	0	0	0	1	0	0	0	1	4	1
Dédougou	2	1	6	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	7	1	0	0	0	0	1	1	0
Diébougou	-	-	-	-	-	1	0	0	1	0
Djibo	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	2	3	4	1	20	6	0	0
Gaoua	3	0	7	0	1	1	0	0	3	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	4	2	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	3	3	2	2
Koudougou	1	4	3	0	3	4	0	5	4	0
Léo	-	-	0	0	3	1	1	0	0	1
Manga	1	0	5	1	2	1	0	0	2	3
Nouna	-	-	-	1	0	0	1	1	1	0
Orodara	-	-	-	0	0	0	1	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	1	5	2	12	18	11	0	10	8	2
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Ouahigouya	1	1	0	0	0	0	4	0	0	0
Tenkodogo	1	1	0	1	1	4	0	7	0	0
Tougan	1	1	1	0	1	0	0	1	1	1
Yako	-	-	-	-	-	1	1	1	2	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	1	0	0	0	1

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.37: Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble	504	741	742	1 050	1 529	1 758	1 841	2 088	2 403	2 600
Banfora	33	44	48	62	88	112	112	135	123	62
Baporo	35	17	26	15	28	25	21	10	11	20
Bobo-Dioulasso	16	30	32	112	143	157	183	239	244	170
Bogandé	6	19	21	21	19	20	20	26	55	67
Boromo	0	8	19	28	26	23	40	80	64	92
Dédougou	45	60	66	88	84	77	68	56	67	79
Diapaga	0	1	5	13	19	21	20	32	44	47
Diébougou	-	-	-	-	0	18	26	30	40	48
Djibo	-	-	-	15	24	34	36	47	31	36
Dori	22	45	44	66	46	66	69	67	64	77
Fada N'gourma	16	20	33	55	46	49	86	79	115	123
Gaoua	29	31	39	40	42	31	35	51	48	60
Kaya	39	41	40	59	76	99	93	117	147	152
Kongoussi	34	37	27	25	34	29	23	17	0	34
Koudougou	26	40	32	33	55	67	69	17	18	91
Léo	-	-	6	36	36	37	34	33	33	71
Manga	0	0	45	8	74	73	99	88	95	130
Nouna	-	-	-	0	4	12	9	7	19	26
Orodara	-	-	-	2	2	8	19	5	15	20
Ouagadougou (MACO)	175	272	180	265	542	578	599	692	692	718
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	66	177
Ouahigouya	19	37	47	52	46	33	39	33	194	71
Tenkodogo	0	32	30	32	80	119	79	150	140	51
Tougan	9	7	2	23	15	24	28	27	21	45
Yako	-	-	-	-	-	25	22	25	28	77
Ziniaré	-	-	-	-	-	21	12	25	29	56

Les données de 2006 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	19	19	20	23	24	24	24	24	24	24
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	19	19	20	23	24	24	24	24	24	24
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	19	19	20	23	24	24	24	24	25	25
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	9 817	6 942	7 003	7 167	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086
Effectifs des magistrats au Ministère	287	308	333	361	369	391	415	409	428	449
Effectif du personnel greffier au Ministère		279	306	301	300	352	343	340	372	414
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	172	170	155	183	158	169	206	236	225	167
Décisions rendues	162	161	145	145	122	112	159	152	138	108
Décision rédigées	99	124	115	117	100	108	130	125	105	117
Conclusions rendues par le parquet général	138	154	146	113	76	133	137	128	96	57
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265
Décisions rendues	679	807	742	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871
Décision rédigées	424	573	480	717	588	543	910	983	851	846
Affaires nouvelles pénales	380	353	526	593	371	530	585	634	434	639
Décisions des chambres d'accusation	249	185	234	188	260	153	168	205	222	110
Décisions des chambres criminelles	nd	55	111	414	201	167	123	99	54	39
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	2 673	3 143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 272	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit			1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe			14 mois	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours
Affaires nouvelles en instruction	994	1 001	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936
Affaires en Instruction terminées	299	438	355	801	438	934	690	442	291	363
Affaires en cours d'instruction	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 924	8 885
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction			3 ans	3ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3ans	4 ans
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction			4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	11 mois 4 ans	11 mois 4 ans 1 mois	11 mois 3 ans 9 mois	11 mois 3 ans 6 mois	4 ans
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	243	229	265	241	278	322	436	399	158	226
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	234	208	269	186	229	261	259	311	343	144
Décision rédigées	121	123	198	238	362	227	163	182	319	129
Temps moyen pour rendre une décision						2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	49	60	92	98	89	72	73	103	202	257
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	49	61	94	99	73	59	47	97	191	263
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	10	6	20	7	11	11	56	24	16	28
Décisions rendues (mineurs en danger)	14	5	18	230	32	18	96	23	13	31
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	11	1	15	1	15	9	5	8	1	1
Affaires terminées	1	0	11	10	0	16	2	16	5	0

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	339	336	356	426	451
Décisions rendues	-	-	-	-	-	319	282	311	297	372
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	199	277	302	283	372
Temps moyen pour une décision commerciale						9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	459	578	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225
Décisions rendues	379	346	423	496	681	618	742	975	817	874
Décision rédigées	356	336	344	470	527	471	554	852	796	629
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	-	-	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	352	835	472	247	234	399	344	318	235	202
Arrêts provisoires et définitifs rendus	2	26	45	155	54	139	0	62	95	1
Contrôles de gestion effectués	3	13	11	11	3	8	5	7	11	11
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	87	62	63	79	87	94	172	103	120	149
Affaires jugées	58	53	55	64	27	57	126	45	42	36
Décision rédigées	55	23	46	57	25	47	80	26	28	39
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	210	158	165	216	184	194	434	314	309	326
Décisions rendues	221	151	115	126	193	127	317	258	188	255
Décision rédigées	143	84	87	124	146	87	246	156	108	156
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	-	-	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois
Etablissements pénitentiaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ensemble de détenus au 31 décembre	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544
Nombre d'inculpés au 31 décembre	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787
Nombre de prévenus au 31 décembre	205	674	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455
Nombre d'OMD		142	210	82	170	262	67	47	75	109
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 913	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193
Taux d'occupation (100%)	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	19
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2015 par localité	19
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel.....	21
Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)	23
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA).....	23
Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA).....	24
Tableau 2.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)	25
Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	25
Tableau 2.9 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position.....	27
Tableau 2.10 : Magistrats par type de juridiction.....	27
Tableau 2.11 : Magistrats par juridiction.....	29
Tableau 2.12 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	31
Tableau 2.12 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	32
Tableau 2.13 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	34
Tableau 2.13 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	35
Tableau 2.14 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	37
Tableau 2.14 (suite) : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	38
Tableau 2.15 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention.....	40
Tableau 2.16 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre	42
Tableau 2.17 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	43
Tableau 2.18: Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12.....	44
Tableau 2.19: Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre.....	45
Source : Direction des ressources humaines/DGGSP	45
Tableau 2.20: Personnel des droits humains par sexe et par position en 2015.....	47
Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe	49
Tableau 2.22 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe	49
Tableau 2.23 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position	51
Tableau 2.24 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	51
Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation	54
Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2015.....	54
Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation	55
Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel	57
Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	59
Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel.....	59
Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations).....	59
Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel	59
Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	59
Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	59
Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel	60
Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine.....	60
Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	60
Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	60
Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	60
Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation	60
Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation.....	61
Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	61
Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle	61
Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure	61

Tableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	63
Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés).....	63
Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance	65
Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance	65
Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	67
Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)	68
Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	68
Tableau 3.28 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	69
Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance.....	69
Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	71
Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	71
Tableau 3.31 (suite): Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	72
Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire	75
Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil.....	75
Tableau 3.34 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil	77
Tableau 3.35 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil.....	77
Tableau 3.36 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance.....	79
Tableau 3.37 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance.....	81
Tableau 3.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	81
Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	83
Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance	83
Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance.....	85
Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance.....	85
Tableau 3.43 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance	87
Tableau 3.44 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	87
Tableau 3.45 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	88
Tableau 3.46: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	88
Tableau 3.47: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance	89
Tableau 3.48 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance.....	89
Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets.....	91
Tableau 3.50 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance	91
Tableau 3.51 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance.....	93
Tableau 3.52 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance.....	95
Tableau 3.53 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance.....	95

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	97
Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	97
Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance	99
Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	99
Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure.....	100
Tableau 3.61: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure	100
Tableau 3.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	100
Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	101
Tableau 3.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	101
Tableau 3.63 (suite): Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	102
Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	104
Tableau 3.65 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance.....	104
Tableau 3.66 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	106
Tableau 3.67: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance.....	106
Tableau 3.68: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	108
Tableau 3.69 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance.....	108
Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire.....	110
Tableau 3.71 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance.....	110
Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	111
Tableau 3.73 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois.....	111
Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance.....	112
Tableau 3.75 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure	113
Tableau 3.77 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	113
Tableau 3.77 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	114
Tableau 3.78 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	114
Tableau 3.78 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	115
Tableau 3.79 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	115
Tableau 3.79 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	116
Tableau 3.80: Activités du greffe des tribunaux de grande instance	118

Tableau 3.81 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance.....	118
Tableau 3.82 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance.....	120
Tableau 3.83 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	120
Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	122
Tableau 3.85 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance.....	122
Tableau 3.86 : Activités commerciales des tribunaux de commerce	124
Tableau 3.87 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce.....	124
Tableau 3.88 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	124
Tableau 3.89 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	124
Tableau 3.90 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	124
Tableau 3.91 : Référé par tribunal de commerce.....	124
Tableau 3.92 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce	126
Tableau 3.93 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce	126
Tableau 3.94 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce	126
Tableau 3.95 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce	126
Tableau 3.96 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce.....	126
Tableau 3.97 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	126
Tableau 3.98: Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce.....	127
Tableau 3.99 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	127
Tableau 3.100 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	127
Tableau 3.101 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance	129
Tableau 3.102 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	131
Tableau 3.103 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance.....	131
Tableau 3.104 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance.....	131
Tableau 3.105 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)	131
Tableau 3.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance	131
Tableau 3.107 : Activités des tribunaux de simple police	131
Tableau 3.108 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi..	133
Tableau 3.109 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger.....	133
Tableau 3.110 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	133
Tableau 3.111 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	133
Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	134
Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	134
Tableau 3.114 : Activités des tribunaux pour enfants.....	136
Tableau 3.115 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants	136
Tableau 3.116 : Décisions rendues par tribunal pour enfants.....	136
Tableau 3.117: Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	138
Tableau 3.118 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	140
Tableau 3.119 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	140
Tableau 3.120: Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail.....	140
Tableau 3.121: Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)	140
Tableau 3.122 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	140
Tableau 3.123 : Décisions rédigées par tribunal du travail.....	140
Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	143
Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	143
Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	143
Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	146
Tableau 4.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2014.....	148
Tableau 4.6 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	148

Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	150
Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	152
Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	152
Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	153
Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif	153
Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	154
Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	154
Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	155
Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	155
Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre	158
Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	158
Tableau 5.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	158
Tableau 5.4 : Autres mouvements, événements	158
Tableau 5.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	159
Tableau 5.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	159
Tableau 5.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	160
Tableau 5.8 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire	160
Tableau 5.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	161
Tableau 5.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	161
Tableau 5.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	163
Tableau 5.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	165
Tableau 5.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	165
Tableau 5.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire	166
Tableau 5.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire	166
Tableau 5.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire	167
Tableau 5.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire	167
Tableau 5.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.20 : Effectifs des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention de la détention préventive.	170
Tableau 5.21 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau 5.22 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	172
Tableau 5.23 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173
Tableau 5.24 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	173
Tableau 5.25 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	174
Tableau 5.26 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	174
Tableau 5.27 : Effectifs des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée	176
Tableau 5.28 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau 5.29 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau 5.30 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau 5.31 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	179
Tableau 5.32 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180

Tableau 5.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	180
Tableau 5.34 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	181
Tableau 5.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	181
Tableau 5.36 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	182
Tableau 5.37: Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182